

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe
MACHENAUD-JACQUIER

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 147
N° 53

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31
no Titema 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Pages

Délégation n° 98-195 APF du 26 novembre 1998 supprimant le compte d'affectation spéciale dénommé "Fonds pour la protection de l'environnement" et approuvant les budgets des comptes spéciaux pour 1999	2790
Délégation n° 98-196 APF du 27 novembre 1998 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1999	2791
Délégation n° 98-200 APF du 27 novembre 1998 approuvant le budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 1999	2800

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1654 CM du 18 décembre 1998 portant mise à jour n° 4 du code de l'aménagement de la Polynésie française à la date du 9 octobre 1998	2803
Arrêté n° 1655 CM du 18 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 80 CM modifié du 20 janvier 1992 portant réorganisation de la Chambre de commerce et d'industrie de Polynésie française	2803
Arrêté n° 1712 CM du 23 décembre 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur les communes de l'île de Tahiti et les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maia)	2805
Arrêté n° 1727 CM du 23 décembre 1998 portant nomination de M. Irwin Lagarde en qualité d'agent comptable du port autonome de Papeete	2805
Arrêté n° 1735 CM du 24 décembre 1998 fixant les taux de cotisations et les plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale pour l'exercice 1999	2806

EXTRAITS

Arrêté n° 1656 CM du 18 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 1385 CM du 10 décembre 1991 portant consignation des sommes complémentaires dues aux armements au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990	2808
Arrêté n° 1657 CM du 18 décembre 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 1356 CM du 11 décembre 1997 habilitant le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à conclure un emprunt de 22 millions de FF auprès de la Caisse des dépôts et consignations	2808
Arrêtés n° 1658 à n° 1711 CM du 21 décembre 1998 accordant à diverses sociétés de pêche le bénéfice d'un permis de pêche pour l'exploitation des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2808

Arrêté n° 1713 CM du 23 décembre 1998 complétant l'arrêté n° 1306 CM du 28 septembre 1998 relatif à la prise en charge des frais de certains hydrocarbures et du gaz butane transportés et consommés dans les îles de la Polynésie française, autres que Tahiti	2823
Arrêté n° 1714 CM du 23 décembre 1998 rendant exécutoires les délibérations n° 11-98 CPSH à n° 13-98 CPSH du 12 novembre 1998 du conseil d'administration du Centre polynésien des sciences humaines	2824
Arrêté n° 1715 CM du 23 décembre 1998 autorisant le docteur Rouffilange à installer un équipement matériel lourd . . .	2824
Arrêtés n° 1716 CM et n° 1717 CM du 23 décembre 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 65-98 OTHS, n° 66-98 OTHS, n° 76-98 OTHS à n° 78-98 OTHS prises par le conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social en sa séance du 11 décembre 1998	2824
Arrêté n° 1718 CM du 23 décembre 1998 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 10-98 CA/EAGDA prise par le conseil d'administration de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono en sa séance du 24 septembre 1998	2824
Arrêté n° 1719 CM du 23 décembre 1998 autorisant l'affectation au profit de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono d'une parcelle de ce domaine à Papara	2824
Arrêté n° 1720 CM du 23 décembre 1998 autorisant la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime au droit de la terre Auauete sise dans la baie de Taahana à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la S.N.C. Polynesia investissement 1999 et de la S.A. Polynesia	2824
Arrêté n° 1721 CM du 23 décembre 1998 fixant la date à partir de laquelle les personnels relevant de l'éducation, remplissant les conditions requises, sont autorisés à s'absenter pour partir en congé administratif à l'issue de l'année scolaire 1998-1999	2825
Arrêté n° 1722 CM du 23 décembre 1998 autorisant l'implantation d'une station-service marine à enseigne Shell dans la commune de Hitiaa O Te Ra pour la S.A.R.L. Haura Marine	2825
Arrêté n° 1724 CM du 23 décembre 1998 portant virement de crédits au sein du chapitre 943 "secteur éducation"	2825
Arrêté n° 1725 CM du 23 décembre 1998 modifiant et complétant l'arrêté n° 1266 CM du 20 octobre 1986 modifié portant organisation du service de la traduction et de l'interprétariat	2825
Arrêté n° 1728 CM du 23 décembre 1998 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 27-98 du 15 décembre 1998 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant création d'une agence comptable spéciale interne au port autonome de Papeete	2825
Arrêté n° 1729 CM du 24 décembre 1998 rendant exécutoire la délibération n° 24-98 TFTN du 1er décembre 1998 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture	2826
Arrêté n° 1730 CM du 24 décembre 1998 rendant exécutoires les délibérations n° 22-98 TFTN, n° 23-98 TFTN, n° 25-98 TFTN à n° 28-98 TFTN du 1er décembre 1998 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture	2826
Arrêté n° 1731 CM du 24 décembre 1998 autorisant, à titre dérogatoire, l'attribution d'une subvention d'investissement à Te Fare Tauhiti Nui	2826
Arrêté n° 1732 CM du 24 décembre 1998 fixant le coefficient de revalorisation de la pension de retraite de tranche A au 1er janvier 1999	2826
Arrêté n° 1733 CM du 24 décembre 1998 renvoyant en seconde lecture les délibérations n° 11-98 CA et n° 12-98 CA prises par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en date des 2 et 6 octobre 1998	2826
Arrêté n° 1734 CM du 24 décembre 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 24-98 CA à n° 28-98 CA prises par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale dans sa séance du 3 décembre 1998 .	2826
Arrêté n° 1819 CM du 29 décembre 1998 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers en Polynésie française	2826
Arrêté n° 1820 CM du 29 décembre 1998 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française	2826
Arrêté n° 1821 CM du 29 décembre 1998 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.	2827

Arrêté n° 1822 CM du 29 décembre 1998 fixant la marge maximale de détail de certains produits pétroliers en Polynésie française.	2827
Arrêté n° 1823 CM du 29 décembre 1998 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	2827
Arrêté n° 1824 CM du 29 décembre 1998 fixant le montant de stabilisation applicable au gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90	2827
Arrêté n° 1825 CM du 29 décembre 1998 fixant les prix maximaux de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 en Polynésie française	2827
Arrêté n° 1826 CM du 29 décembre 1998 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française.	2828

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1468 PR du 22 décembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville	2828
Arrêté n° 1480 PR du 23 décembre 1998 fixant les dispositions pour le recensement des sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles suivies de crues de rivières aux biens des personnes privées dans diverses communes de l'archipel des îles du Vent, pour l'attribution de secours d'urgence et pour la détermination de propositions d'indemnisation par le territoire de la Polynésie française	2828

EXTRAITS

Arrêtés n° 1426 à n° 1433 PR du 18 décembre 1998 accordant le concours financier du territoire : - à la commune de Punaauia pour l'étude de recherche en eau ; - à la commune de Mahina pour le programme d'équipement hydraulique de l'année 1998 ; - à la commune de Tubuai pour le projet de chloration de l'eau des communes associées de Mataura et de Taahuaia ; - à la commune de Huahine pour l'étude de reconnaissance des ressources des eaux souterraines de Faie, Fiti, Haapu, Maroe et Parea ; - à la commune de Moorea-Maiao pour l'acquisition de 90 citernes de 7,5 m ³ ; - à la commune de Taputapuatea pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire d'intervention affecté à son service hydraulique ; - à la commune de Takaroa pour l'acquisition de 40 citernes de 7,5 m ³ ; - à la commune de Hiva Oa pour la réalisation du projet de recherche de nouvelles ressources en eau potable	2830
Arrêté n° 1469 PR du 22 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 736 PR du 6 août 1996 modifié constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française	2831
Arrêté n° 1471 PR du 22 décembre 1998 accordant le concours financier du territoire à la commune de Taiarapu-Est pour l'acquisition d'équipements destinés à la collecte et au transport des ordures ménagères et déchets divers dans la commune associée de Afaahiti	2831
Arrêtés n° 1473 à n° 1477 PR du 23 décembre 1998 accordant des subventions d'investissement à la commune de Pirae pour les opérations suivantes : - extension du cimetière communal ; - rénovation des trottoirs des voies communales (Tematahi-Temarii, Taote-Tefaatau, Frédéric-Gadiot et Tihoni-Tefaatau) ; - réalisation de forages d'exploitation dans la vallée de Nahoata ; - réfection du plateau sportif et de la cour de l'école primaire du Taaone ; - acquisition d'un véhicule de transport en commun	2831
Arrêté n° 1478 PR du 23 décembre 1998 accordant une subvention d'investissement à la commune de Taiarapu-Est pour la réalisation de l'étude pour la recherche de nouvelles ressources en eaux souterraines au plateau de Taravao	2833

Ministère des finances et des réformes administratives

EXTRAITS

Arrêté n° 1444 PR du 22 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 737 PR du 7 septembre 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française	2834
Arrêté n° 1445 PR du 22 décembre 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française	2834

Arrêté n° 9473 MFR du 22 décembre 1998 portant délégation n° 16-98 des crédits de paiement du budget 1998 2834

Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

Arrêté n° 1448 PR du 22 décembre 1998 ordonnant la relance de l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Mahina 2835

Arrêté n° 9488 MAA du 23 décembre 1998 complétant l'arrêté n° 3899 MAA du 25 juin 1998 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers 2835

**Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription portuaire des Iles du Vent**

EXTRAITS

Arrêtés n° 9490 et n° 9491 MEC du 23 décembre 1998 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises. 2836

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle

EXTRAITS

Arrêtés n° 9445 à n° 9447 MEF du 21 décembre 1998 portant dérogation au repos hebdomadaire 2836

Ministère de la solidarité et de la famille

Arrêté n° 9448 MSF du 21 décembre 1998 portant délégation de signature du ministre de la solidarité et de la famille à Mme Armelle Merceron, chef du service des affaires sociales. 2836

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires

EXTRAITS

Arrêté n° 9453 MEQ du 22 décembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Anaa 2837

Ministère de la santé et de la recherche

EXTRAITS

Arrêtés n° 9463 à n° 9465 MSR/Santé du 22 décembre 1998 autorisant respectivement Mmes Valentine Teotahi, Béatrice Parmentier et Lina Maoni à ouvrir une crèche 2837

Ministère de l'agriculture et de l'élevage

EXTRAITS

Arrêté n° 9489 MAG du 23 décembre 1998 octroyant une aide à Mme Cosgrove Eléonore au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture 2838

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service des douanes.— Cours des changes (période du 31 décembre 1998 au 13 janvier 1999 inclus). 2838

Commission territoriale des impôts.— Extrait du procès-verbal n°1-98 de la réunion du 8 décembre 1998 relatif à la désignation du président et du vice-président 2838

Direction des affaires foncières.— Avis n° 1390 MAA du 16 décembre 1998 portant à la connaissance du public que des sections des communes de Papeete, Nuku Hiva et Talarapu-Ouest sont soumises à la conservation cadastrale. 2839

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2839
Annonces diverses	2846



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 98-195 APF du 26 novembre 1998 supprimant le compte d'affectation spéciale dénommé "Fonds pour la protection de l'environnement" et approuvant les budgets des comptes spéciaux pour 1999.

NOR : FCO9801812DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-220 APF du 4 décembre 1997 supprimant certains comptes spéciaux, créant le compte d'affectation spéciale dénommé "Fonds pour la protection de l'environnement" et approuvant les budgets des comptes spéciaux pour 1998 ;

Vu l'arrêté n° 1479 CM du 13 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1501-98 SG/APF du 19 novembre 1998, portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu la délibération n° 98-196 APF du 26 novembre 1998 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1999 ;

Vu le rapport n° 182-98 du 24 novembre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 26 novembre 1998,

Adopte :

Suppression d'un compte spécial.

Article 1er.— Le compte spécial intitulé "Fonds pour la protection de l'environnement" est supprimé. La mesure prend effet à l'issue de l'exécution des opérations comptables se rapportant aux produits et charges de l'exercice 1998.

En conséquence, les articles 4 à 11 de la délibération n° 97-220 APF du 4 décembre 1997 sont abrogés à compter de la date de clôture de ces opérations.

BUDGETS 1999

Art. 2.— Pour l'année 1999, le budget du compte spécial dénommé "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité (F.S.P.P.N.)" est arrêté par chapitre en recettes directes et en dépenses directes à la somme de *trois cent vingt millions de francs CFP* (320.000.000 F CFP) conformément au tableau annexé à la présente délibération. (1)

Art. 3.— Pour l'année 1999, le budget du compte spécial dénommé "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (F.R.P.H.)" est arrêté par chapitre en recettes directes et en dépenses directes à la somme de *un milliard de francs CFP* (1.000.000.000 F CFP) conformément au tableau annexé à la présente délibération. (1)

Art. 4.— Pour l'année 1999, le budget du compte spécial dénommé "Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (F.P.P.H.)" est arrêté par chapitre en recettes directes et en dépenses directes à la somme de *un milliard de francs CFP* (1.000.000.000 F CFP) conformément au tableau annexé à la présente délibération. (1)

Art. 5.— Pour l'année 1999, le budget du compte spécial dénommé "Compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.)" est arrêté par chapitre, sauf pour les autorisations de programme, conformément au tableau annexé à la présente délibération : (1)

- en section de fonctionnement :
- en recettes directes et en dépenses directes, à la somme de *un milliard deux cent millions de francs CFP* (1.200.000.000 F CFP) ;
- en section d'investissement :
- en recettes, à la somme de *quatre milliards cinq cent vingt-quatre millions de francs CFP* (4.524.000.000 F CFP) ;
- en autorisations de programme, à la somme de *quatre cent cinquante-cinq millions de francs CFP* (455.000.000 F CFP) ;
- en crédits de paiement, à la somme de *quatre milliards cinq cent vingt-quatre millions de francs CFP* (4.524.000.000 F CFP).

Art. 6.— Pour l'année 1999, le budget du compte spécial dénommé "Fonds d'investissement pour le développement économique et social-territoire (F.I.D.E.S.-territoire)" est arrêté par chapitre, sauf pour les autorisations de programme, conformément au tableau annexé à la présente délibération : (1)

- en section de fonctionnement :

- en recettes directes et en dépenses directes, à la somme de huit millions six cent quatre-vingt mille francs CFP (8.680.000 F CFP)

- en section d'investissement :

- en recettes, à la somme de onze millions trente-sept mille francs CFP (11.037.000 F CFP) ;
- en autorisations de programme, à la somme de dix millions quatre cent quatre-vingt-quinze mille francs CFP (10.495.000 F CFP) ;
- en crédits de paiement, à la somme de onze millions trente-sept mille francs CFP (11.037.000 F CFP).

Art. 7.— Pour l'année 1999, il est opéré, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital ouvertes au budget du compte spécial F.I.D.E.S.-territoire, un ajustement négatif de quatre millions cinq cent mille francs CFP (4.500.000 F CFP) sur l'autorisation de programme suivante :

Chapitre 914 - Opération 16.97 "Centrale électrique mixte solaire-diesel pour unité hôtelière en site isolé"

Art. 8.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

(1) Ils seront publiés dans une brochure spéciale.

DELIBERATION n° 98-196 APF du 27 novembre 1998
approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1999.

NOR : FCO9801813DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-574 du 7 juin 1977 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu le code des impôts ;

Vu l'arrêté modifié du 15 novembre 1873 relatif à la formalité de l'enregistrement dans le territoire et les textes qui l'ont modifié ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 portant harmonisation du tarif des douanes, modifiée ;

Vu la délibération n° 82-95 du 16 septembre 1982 instituant une taxe parafiscale au profit de l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité, modifiée ;

Vu la délibération n° 83-129 du 26 août 1983 portant réglementation applicable aux dépenses en capital, modifiée par la délibération n° 84-84 du 26 avril 1984 ;

Vu la délibération n° 84-45 du 26 avril 1984 portant adoption du nouveau cadre comptable du territoire de la Polynésie française et les actes modificatifs ;

Vu la délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 portant approbation de mesures fiscales nouvelles applicables à l'importation ;

Vu la délibération n° 87-92 AT du 6 août 1987 portant modification du tarif des douanes ;

Vu la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988 portant modifications des droits d'enregistrement relatifs aux mutations immobilières et aux actes de société ;

Vu la délibération n° 88-157 AT du 22 novembre 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1989 ;

Vu la délibération n° 88-158 AT du 23 novembre 1988 portant suspension provisoire dans le tarif douanier, du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à certaines matières premières importées par des entreprises locales de production et de transformation ;

Vu la délibération n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du F.P.P.H. ;

Vu la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 modifiant la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 92-225 AT du 22 décembre 1992 portant modification de la fiscalité sur l'essence sans plomb importée ;

Vu la délibération n° 93-51 AT du 10 juin 1993 portant reconduction du régime fiscal temporaire des établissements hôteliers classés ;

Vu la délibération n° 93-62 AT du 11 juin 1993 portant modification n° 4 du budget du territoire pour l'exercice 1993 ;

Vu la délibération n° 93-152 AT du 3 décembre 1993 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1994 ;

Vu la délibération n° 93-153 AT du 3 décembre 1993 modifiée par la délibération n° 96-76 APF du 5 juin 1996 portant modification des dispositions du code des contributions directes et dispositions diverses relatives à la formalité de l'enregistrement ;

Vu la délibération n° 94-123 AT du 27 septembre 1994 portant affectation du produit de la taxe spécifique de solidarité territoriale sur les produits exportés de la perliculture (T.S.S.T) et de la contribution de solidarité territoriale sur les revenus des entreprises du secteur agricole et de la pêche, dues à compter du 1er septembre 1994 ;

Vu la délibération n° 94-154 AT du 9 décembre 1995 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1995 ;

Vu la délibération n° 95-57 AT du 24 mars 1995 portant diverses mesures fiscales en faveur de la construction ;

Vu la délibération n° 95-255 AT du 14 décembre 1995 portant modification de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes ;

Vu la délibération n° 97-7 APF du 4 février 1997 portant suspension de la taxe nouvelle de solidarité pour la protection sociale pour les entreprises locales de fabrication de conserves de viande ;

Vu la délibération n° 96-158 APF du 5 décembre 1996 portant instauration d'un régime fiscal privilégié applicable aux matériels d'équipement et de maintenance importés dans le cadre de la réalisation du projet PHOTOM Polynésie ;

Vu la délibération n° 96-120 APF du 10 octobre 1996 portant exonération des droits et taxes de douane en faveur des emballages vides et matériels d'emballage importés en Polynésie française pour une activité d'exportation ;

Vu la délibération n° 95-212 AT du 12 décembre 1995 portant exonération des droits et taxes de douane en faveur des matériels scientifiques et techniques importés pour la recherche scientifique en Polynésie française par des établissements ou organismes publics ou d'utilité publique et par des établissements ou organismes de caractère privé ayant pour activité principale l'enseignement ou la recherche scientifique, dans le cadre d'un programme présentant un caractère d'intérêt général ;

Vu la délibération n° 95-68 AT du 23 mai 1995 portant exonération des droits et taxes de douane applicables à certains matériaux de construction et d'équipement importés pour le compte du Fonds d'entraide aux îles en cas de calamités naturelles ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-166 AT du 22 décembre 1994 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal et douanier particulier applicable à l'importation de navires de commerce destinés aux transports publics interinsulaires ;

Vu la délibération n° 94-161 AT du 22 décembre 1994 portant exonération des droits et taxes en faveur du matériel entrant dans la composition des "dispositifs de concentration de poissons" ;

Vu la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 modifiée définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-27 AT du 08 avril 1993 portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à l'importation et à l'exportation des objets d'art, de collection et d'antiquité ;

Vu l'article 10 de la convention douanière et de coopération économique n° 36-284 du 21 octobre 1993 ;

Vu la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu la délibération n° 90-92 AT du 30 août 1990 modifiée instituant un régime fiscal d'exonération des droits applicables aux matériels et équipements de certains navires de pêche hauturière ;

Vu la délibération n° 90-80 AT du 28 juin 1990 modifiée instituant un régime fiscal particulier applicable aux entreprises de traitement industriel de déchets, à l'exclusion des déchets chimiques et radioactifs ;

Vu la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée relative aux mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle ;

Vu la délibération n° 89-126 AT du 26 octobre 1989 portant exonération des droits et taxes applicables aux navires, aux équipements et aux biens matériels de toute nature fournis au territoire dans le cadre des accords de pêche conclus avec les pays étrangers ;

Vu la convention n° 88-1967 du 25 novembre 1988 passée entre le territoire et la société Coder Marama Nui ;

Vu la délibération n° 87-132 AT du 17 décembre 1987 portant exonération de paiement de tous droits et taxes d'entrée pour les préservatifs masculins ;

Vu la délibération n° 86-76 AT du 13 novembre 1986 portant exonération des droits et taxes de douane, à l'exclusion des taxes parafiscales, pour les matériels destinés à la recherche et à la mise au point d'installations prototypes importées par l'Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud ;

Vu la délibération n° 86-12 AT du 12 juin 1986 portant exonération du paiement de tous droits et taxes pour les réactifs importés par le Centre de transfusion sanguine (C.T.S.), par l'Institut Malardé ou pour leur compte, destinés au dépistage systématique du SIDA ;

Vu la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 modifiée définissant les conditions d'octroi des exonérations et fixant les limites dans lesquelles l'assemblée territoriale autorise le conseil de gouvernement à prendre des décisions en la matière, et notamment son article 1er ;

Vu la délibération n° 82-34 du 15 avril 1982 modifiée portant exonération de tous droits et taxes y compris des taxes parafiscales à l'importation de certains produits destinés à la lutte contre la carie dentaire ;

Vu la délibération n° 82-20 du 23 février 1982 modifiée portant modification du tarif des douanes ;

Vu la délibération n° 66-4 du 5 janvier 1966 modifiée portant exonération des droits d'entrée et taxes diverses de douane sur les importations financées par le Fonds européen de développement (F.E.D.) ;

Vu la délibération n° 80-102 du 8 août 1980 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière en faveur des appareils utilisant des énergies renouvelables ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu la délibération n° 97-24 APF du 11 février 1997 modifiée instituant une taxe sur la valeur ajoutée et portant modification de la fiscalité douanière ;

Vu la délibération n° 97-194 APF du 24 octobre 1997 modifiée portant modification du tarif des douanes et instauration d'une taxe de développement local (T.D.L.) à l'importation ;

Vu la délibération n° 97-221 APF du 4 décembre 1997 modifiée approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1998 ;

Vu la délibération n° 98-175 APF du 29 octobre 1998 portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-195 APF du 26 novembre 1998 approuvant les budgets des comptes spéciaux du territoire pour l'exercice 1999 ;

Vu l'arrêté n° 1478 CM du 13 novembre 1998 soumettant un projet de délibération approuvant le budget général pour l'exercice 1999 ;

Vu la lettre n° 1501-98 APF/SG du 19 novembre 1998 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 183-98 du 24 novembre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 27 novembre 1998,

Adopte :

PREMIERE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier

TITRE I

Dispositions relatives aux recettes

A - Dispositions antérieures

Article 1er.— La perception des impôts, produits et revenus affectés au territoire, aux collectivités, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 1999, conformément aux délibérations et arrêtés en vigueur et aux dispositions de la présente délibération budgétaire.

Art. 2.— Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les règlements en vigueur, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles reçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionnent les rôles et tarifs, et ceux qui en poursuivraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Art. 3.— Seront également poursuivis comme concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements et services territoriaux.

B - Mesures fiscales

a - Droits et taxes à l'importation

Art. 4.— Le régime d'exonération institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est prorogé jusqu'au 31 décembre 1999.

Art. 5.— Le tarif des douanes est modifié comme suit :

Remplacer le libellé "Monnaies d'or, autres que nationales, destinées à la refonte" de la codification 71.18.90.05 par le libellé suivant "Monnaies d'or destinées à la refonte", DD 10 %, D.E. TM, Autres (1), Export (1) ;

Création de la codification 95.06.29.30 "Sandows pour fusils de chasse sous-marine" : DD 20 %, DE TO, Autres (1) Export (1) ;

Suppression de la codification 32.08.90.00 "Peintures et vernis à base de polymères synthétiques ou de polymères naturels modifiés, dispersés ou dissous dans un milieu non aqueux ; solutions définies à la note 4 du présent chapitre - Autres" et création des codifications 32.08.90.10 "Autres - A base de résine alkyde glycérophthalique ou de résine contenant du caoutchouc chloré ou de styrène" et 32.08.90.90 "Autres - Autres" : DD 10 %, DE TO, Autres (1), Export (1) ;

Suppression de la codification 39.24.10.00 "Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine" et création des codifications 39.24.10.10 "Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine - Couteaux, fourchettes, cuillères, verres, gobelets, tasses, assiettes, plateaux" et 39.24.10.90 "Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine - Autres" : DD 30 %, DE TM, Autres (1), Export (1) ;

Création de la codification 62.11.42.20 "Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain ; autres vêtements - Autres vêtements, pour femmes ou fillettes - De coton - Paréos ou pagnes" : DD 15 %, DE TI, Autres (1), Export (1), Autres réglementations (2) ;

Création de la codification 62.11.43.20 "Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain ; autres vêtements - Autres vêtements, pour femmes ou fillettes - De fibres synthétiques ou artificielles - Paréos ou pagnes" : DD 15 %, DE TI, Autres (1), Export (1), Autres réglementations (2) ;

Création de la codification 62.11.49.20 "Survêtements de sport (trainings), combinaisons et ensembles de ski, maillots, culottes et slips de bain ; autres vêtements - Autres vêtements, pour femmes ou fillettes - d'autres matières textiles - Paréos ou pagnes" : DD 15 %, DE TI, Autres (1), Export (1), Autres réglementations (2).

Art. 5 bis.— Les matériels, relevant des codifications tarifaires précises ci-après, destinés aux exploitations agricoles ou horticoles, sont soumis à la fiscalité douanière suivante :

- 54.07.10.00 "Tissus obtenus à partir de fils à haute ténacité de nylon ou d'autres polyamides ou de polyesters" : DD 10 %, D.E.T.R., Autres (1), Export (1) ;
- 54.07.20.00 "Tissus obtenus à partir de lames ou formes similaires" : DD 10 %, D.E.T.R., Autres (1), Export (1) ;
- 54.07.43.00 "Autres tissus, contenant au moins 85 % en poids de filaments de nylon ou d'autres polyamides. En fils de diverses couleurs" : DD 10 %, D.E.T.R., Autres (1), Export (1) ;
- 39.20.10.00 "Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni pareillement associées à d'autres matières, sans support : En polymères de l'éthylène" : DD 30 %, D.E.T.R., Autres (1), Export (1).

Art. 6.— La délibération n° 97-24 APF du 11 février 1997 modifiée instituant une taxe sur la valeur ajoutée et portant modification de la fiscalité douanière est modifiée comme suit :

1. L'article 8 est remplacé par : "La taxe nouvelle de protection sociale (T.N.P.S.) de 5 % est supprimée à compter du 1er janvier 1999".

2. A l'article 9 : lire "taux de 11 % à compter du 1er janvier 1999" au lieu de "taux de 5 %".

A l'article 9, ajouter : "Les produits pétroliers, repris aux codifications tarifaires suivantes, sont exonérés de T.I.P.P. :

- 27.10.00.11 "Carburateurs destinés à l'avitaillement" ;
- 27.10.00.12 "Essences d'aviation destinées à l'avitaillement" ;
- 27.10.00.19 "Autres huiles destinées à l'avitaillement" ;
- 27.10.00.33 "Fioul à 1 % de teneur en soufre et moins destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire" ;
- 27.10.00.36 "Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire" ;
- 27.10.00.38 "Gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche professionnelle hauturière et battant pavillon français" ;
- 27.10.00.40 "Gazole destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par les exploitants de service public" ;
- 27.10.00.41 "Gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, à usage privé" ;
- 27.10.00.42 "Gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française" ;
- 27.10.00.45 "Huiles lubrifiantes destinées à la pêche hauturière" ;
- 27.10.00.46 "Huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires assurant la desserte maritime interinsulaire".

3. A l'article 9, la phrase : "Les produits pétroliers visés en annexe, exonérés de la taxe nouvelle de protection sociale (T.N.P.S.)... sont également exonérés de T.I.P.P." est supprimée.

Art. 7.— La taxe spéciale pour la protection de l'environnement (T.S.P.E.) instituée par les articles 4, 5, 6 et 7 de la délibération n° 97-221 APF du 4 décembre 1997 modifiée approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1998, est supprimée à compter du 1er janvier 1999.

Art. 8.— La délibération n° 97-194 APF du 24 octobre 1997 modifiée portant modification du tarif des douanes et instauration d'une taxe de développement local (T.D.L.) à l'importation est complétée comme suit :

1. Ajouter à l'annexe reprenant la liste des codifications douanières soumises à la taxe de développement local :

- 39.09.50.00 Polyuréthanes ;
- 95.06.29.30 Sandows pour fusils de chasse sous-marine ;
- 32.08.20.00 Peintures et vernis... dans un milieu non aqueux... à base de polymères acryliques ou vinyliques ;
- 32.09.10.00 Peintures et vernis... dans un milieu aqueux... à base de polymères acryliques ou vinyliques ;

- 32.08.90.10 Peintures et vernis... dans un milieu non aqueux... à base de résine alkyde glycérophthalique ou de résine contenant du caoutchouc chloré ou de styrène ;
- 39.23.30.12 Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles similaires pour le conditionnement du lait ;
- 39.24.10.10 Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine - Couteaux, fourchettes, cuillères, verres, gobelets, tasses, assiettes, plateaux ;
- 56.07.41.00 Ficelles lieuses et botteleuses ;
- 62.11.42.20 Paréos ou pagnes en coton ;
- 62.11.43.20 Paréos ou pagnes en fibres textiles ou artificielles ;
- 62.11.49.20 Paréos ou pagnes en autres matières textiles.

2. L'article 4 est modifié comme suit : "Le taux de la taxe de développement local (T.D.L.) est fixée à deux pour cent (2 %) à compter du 1er janvier 1999", le reste sans changement.

b - *Impôts directs, taxe sur la valeur ajoutée et taxes diverses*

Art. 9.— Le code des impôts est modifié et complété comme suit :

1) *Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales*

1. A l'article 112-1-4, compléter le deuxième alinéa par une mention rédigée comme suit : "Elle est renouvelable par tacite reconduction pour la même période, sauf renonciation à l'expiration de chaque période. La renonciation prend effet à compter de la date d'ouverture de l'exercice suivant".

2. A l'article 112-1-4, remplacer le troisième alinéa par un nouvel alinéa rédigé comme suit : "A peine d'irrecevabilité, elle doit indiquer la désignation de la société, l'adresse de son siège social et être signée par une personne habilitée à engager la société. En ce qui concerne les sociétés en participation, elle doit, en outre, comporter les noms et prénoms de chacun des participants ainsi que la répartition du capital social entre ces derniers".

3. A l'article 112-1-5, compléter le deuxième alinéa par une mention rédigée comme suit : "Elle est renouvelable par tacite reconduction pour la même période, sauf renonciation à l'expiration de chaque période. La renonciation prend effet à compter de la date d'ouverture de l'exercice suivant".

4. Il est ajouté un nouvel article 115-1-4 ainsi rédigé :

"1°. Les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés qui assurent la distribution d'énergie électrique solaire, soit directement, soit en vertu d'un mandat de gestion conclu avec des investisseurs métropolitains propriétaires des centrales solaires, peuvent obtenir l'étalement de la plus-value induite par l'opération de cession initiale des centrales aux investisseurs bénéficiant des incitations fiscales prévues par le code général des impôts métropolitain en faveur de l'investissement outre-mer.

2°. L'étalement est subordonné à la signature préalable d'une convention entre le territoire et le contribuable en vertu duquel ce dernier s'engage à maintenir la fourniture d'énergie électrique solaire aux utilisateurs des matériels pendant une période d'une durée au moins égale à quinze ans au cours de laquelle il garantit la maintenance des matériels.

3°. La plus-value est rapportée, en 15 fractions égales, aux résultats de chacun des exercices à compter de l'exercice au cours duquel elle est constatée.

4°. L'étalement est accordé sur demande motivée adressée au chef du service des contributions au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle au titre de laquelle l'impôt est mis en recouvrement, et instruite dans le cadre de la juridiction contentieuse.

5°. Le cas échéant, les fractions de la plus-value restant à étaler sont immédiatement taxables au titre de l'exercice au cours duquel l'un des événements suivants surviendrait :

- cession, cessation ou changement d'activité de la personne morale concernée ;
- non-respect ou dénonciation de la convention visée à l'alinéa 2° ci-dessus.

5. Au paragraphe 1 de l'article 115-2, remplacer la deuxième phrase du premier alinéa par une phrase rédigée comme suit : "La cotisation correspondante ne peut être inférieure à 50.000 F CFP, ni excéder 4.000.000 F CFP par exercice de 12 mois".

6. A l'article 116-2, compléter le paragraphe 3 par une mention rédigée comme suit : "Toutefois, ce délai est prolongé jusqu'au 30 avril en ce qui concerne les sociétés qui arrêtent leur exercice comptable le 31 décembre".

II) Contribution exceptionnelle

1. Supprimer l'article 121-1.

2. Le début de l'article 121-2 est modifié comme suit : "Sont soumises à la contribution exceptionnelle...", le reste sans changement.

III) Taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés

1. A l'article 131-3, au deuxième alinéa, supprimer la référence à l'article R 331-30 du code des assurances.

2. A l'article 131-3, après le deuxième alinéa, ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit : "Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 1999, la provision mathématique visée au 1° de l'article R 331-3 (provisions techniques-vie) du code des assurances est exclue de l'assiette de la taxe".

3. A l'article 131-4, remplacer la mention "6 %" par "4 %".

IV) Contribution des patentes

1. A l'article 212-1-6°, remplacer la mention "un million de francs (1.000.000 F CFP)", par la mention "deux millions de francs (2.000.000 F CFP)".

2. Le tarif des patentes est :

a) complété par les rubriques ci-après :

- C 60 - Centre nautique (exploitant de) : taxe déterminée 30.000 ; droit proportionnel 6 % ;
- I 07 - Internet (mise à disposition de terminaux) : taxe déterminée 30.000 ; droit proportionnel 6 % ;
- G 15 - Guide touristique (NC) (5) : taxe déterminée 30.000 ; droit proportionnel 1/4 du droit fixe ((5) personne travaillant seule) ;

- F 13 - Foires, marchés aux puces et autres manifestations commerciales (participant à)(8) [(8) Imposable sous cette rubrique, le professionnel qui participe à ces manifestations en sus de son activité de commerce sédentaire.] : taxe déterminée 30.000 ; droit proportionnel 1/4 du droit fixe".

b) modifié comme suit :

- R 08 - Réparateur de machines de bureaux, de machines à coudre, de réfrigérateurs ou d'appareils ménagers : à l'intitulé de la rubrique, il est ajouté la mention "d'articles ou appareillages de sports" ;
- C 43 - Cuisine à emporter en détail (marchand de) : "la taxe déterminée est portée à 5.000 F" ;
- B 02 - Banque - Etablissement principal : "la taxe variable de 30.000 F par distributeur automatique de billets est portée à 50.000 F" ;
- B 03 - Guichets annexes : la rubrique est complétée par : "taxe variable 50.000(10) [(10) par distributeur automatique de billets. Est redevable de la taxe le propriétaire du distributeur, même s'il n'exerce pas la profession de banquier.]" ;
- E 26 - remplacer l'énoncé du renvoi (13), par l'énoncé rédigé comme suit : "Tout autre enseignant que celui exempté à l'article 212-1-2° du code".

V) Impôt foncier sur les propriétés bâties

1. Après l'article 223-4, créer un article 223-5 rédigé comme suit : "Les travaux de ravalement et de rénovation de l'aspect extérieur des immeubles d'habitation, collectifs ou individuels, ainsi que des immeubles commerciaux, professionnels ou industriels, réalisés entre le 1er janvier 1999 et le 1er janvier 2001 ouvrent droit à un crédit d'impôt égal à 40 % du coût total des travaux, déductible de l'impôt foncier sur les propriétés bâties.

Les travaux d'amélioration visés au premier alinéa s'entendent, notamment, des travaux de réfection des peintures ou des enduits extérieurs, des travaux de crépissage des murs, des travaux de ravalement des façades, de rénovation des toitures des bâtiments, de pose ou d'agrandissement des fenêtres, de pose de gouttières, de l'asphaltage du trottoir attenant à la propriété. Ils ne concernent pas les travaux entrepris dans le cadre d'opérations de construction, de reconstruction ou d'agrandissement.

Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à la production d'une attestation de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux qui en certifie la nature et en arrête le montant, ou, de toutes pièces justificatives relatives à la nature et au montant des dépenses engagées par le propriétaire dans les travaux d'amélioration de l'aspect extérieur de son immeuble.

L'excédent de ce crédit d'impôt est imputable sur les deux exercices suivants. Il n'est pas restituable.

L'exonération porte sur l'impôt foncier sur les propriétés bâties, à l'exclusion des centimes additionnels".

2. A l'article 223-4, remplacer le premier alinéa par un alinéa rédigé comme suit : "Les travaux destinés à faciliter l'accès des immeubles aux handicapés donnent droit à un crédit d'impôt foncier sur les propriétés bâties égal à 50 % du coût des travaux".

VI) Taxe sur les spectacles

1. Le chapitre II du titre III de la première partie du code des impôts intitulé "Taxe sur les spectacles" est abrogé pour compter du 1er janvier 1999.

VII) *Taxe sur la valeur ajoutée*

a) *Exonérations*

1. A l'article 340-9-8°, 3e alinéa, supprimer les mots : "agréés par le conseil des ministres pour exercer cette activité" et remplacer par : "ayant obtenu le récépissé de déclaration d'existence délivré par le ministre chargé du travail et prévu par l'article 4 de l'arrêté n° 1131 CM du 9 décembre 1993".

2. A l'article 340-9-21°, ajouter : "l'exonération s'applique non seulement à la prestation réalisée par la cantine concernée mais également à la prestation réalisée le cas échéant par des fournisseurs extérieurs. L'exonération est subordonnée à la double condition que l'accès de la cantine soit réservé aux patients des établissements hospitaliers, aux usagers des établissements d'enseignement ou de formation, ou aux personnels de ces organismes et que le prix des repas soit sensiblement inférieur à celui des restaurants similaires ouverts au public".

3. A l'article 340-9-25° et à l'article 348-8-7°, supprimer les mots : "engrais et", le reste sans changement.

4. A l'article 348-8, ajouter l'alinéa suivant : "9°) les opérations de livraison de navires de commerce destinés aux transports publics interinsulaires exploités dans les conditions déterminées à l'article 1er de la délibération n° 94-166 AT du 22 décembre 1994".

b) *Taux*

1. A l'article 342-1, remplacer "Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 3 %" par : "Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 6 %".

2. A l'article 342-2, remplacer "Le taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 2 %" par : "Le taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 4 %".

3. A l'article 342-3, remplacer "Le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 1 %" par : "Le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 2 %".

4. Créer un article 342-4 rédigé comme suit : "Les nouveaux taux de taxe sur la valeur ajoutée sont applicables à toutes les opérations imposables dont l'exigibilité intervient à compter du 1er janvier 1999. Toutefois, la taxe demeure exigible aux taux en vigueur antérieurement pour les prestations de services totalement achevées avant cette date".

c) *Assiette de la taxe*

1. Ajouter les deux nouveaux articles suivants :

"Vente de cartes téléphoniques"

341-10 - Les ventes de cartes téléphoniques par les revendeurs agréés par l'Office des postes et télécommunications dont l'agrément est dûment justifié auprès du service des contributions, ne donnent lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée. La taxe est acquittée sur le prix public des cartes téléphoniques par l'Office des postes et télécommunications qui est tenu d'adresser au service des contributions la liste des revendeurs agréés, puis de communiquer le 1er jour de chaque trimestre civil, la liste des revendeurs ayant débuté ou cessé leur activité au cours du trimestre précédent.

Jeux organisés par la société anonyme La Pacifique des jeux

341-11 - Les mises collectées par le courtier-mandataire et par les exploitants de points de vente agréés des jeux organisés ou diffusés par la société anonyme La Pacifique des jeux ne donnent pas lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée. La taxe est acquittée par la société anonyme La Pacifique des jeux qui est tenue d'adresser au service des contributions la liste des exploitants de points de vente agréés, puis de communiquer le 1er jour de chaque trimestre civil, la liste des exploitants ayant débuté ou cessé leur activité au cours du trimestre précédent".

d) *Régimes d'imposition*

1. Supprimer l'article 346-17 et le remplacer par : "346-17. Toutefois, les assujettis dont le chiffre d'affaires hors taxes déclaré au titre de l'exercice précédent pour la détermination des impôts dont ils sont redevables n'excède pas 150 millions F CFP, sont admis à déposer des déclarations trimestrielles".

e) *Déductions*

1. Supprimer le second paragraphe de l'article 345-6 et le remplacer par : "Pour le calcul des droits à déduction des diffuseurs de presse, des revendeurs agréés de cartes téléphoniques, du courtier-mandataire et des exploitants des points de vente des jeux organisés par la société anonyme La Pacifique des jeux, les opérations visées aux articles 341-9, 341-10 et 341-11 sont considérées comme ayant été effectivement taxées".

f) *Dispositions transitoires*

1. Après le premier paragraphe de l'article 357-3, ajouter le paragraphe suivant : "En ce qui concerne les assujettis placés sous le régime simplifié d'imposition, par mesure transitoire, le coefficient prévu à l'article 346-9 est fixé au titre de l'année 1999 à 1,50 % pour les entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place, de fournir le logement ou de réaliser d'autres prestations de service imposables au taux réduit, et à 4 % pour les autres activités".

VIII) *Contrôle de l'impôt*

1. Au paragraphe 2 de l'article 421-1, aux premier et second alinéas, après la mention "l'établissement d'un rôle", ajouter la mention "ou d'un avis de mise en recouvrement".

2. Créer un nouvel article 421-2 rédigé comme suit : "Il ne sera procédé à aucun redressement d'imposition si la cause du rehaussement poursuivi par l'administration est un différend sur l'appréciation d'une situation de fait au regard d'un texte fiscal par un redevable de bonne foi et s'il est démontré que l'appréciation faite par le contribuable a été formellement admise par l'administration.

Pour engager l'administration, la prise de position formelle doit être écrite, être signée du chef du service des contributions et avoir été portée officiellement à la connaissance du contribuable. La demande de consultation de l'administration par le contribuable doit par ailleurs avoir été faite par écrit et comporter tous les éléments utiles pour apprécier sa situation.

La prise de position invoquée par le contribuable doit se rapporter à sa situation personnelle et doit être antérieure à la date de dépôt de la déclaration, ou en l'absence d'obligation déclarative, à celle du paiement. Elle ne peut être invoquée si la prise de position se trouve périmée du fait d'un changement intervenu dans la réglementation ou dans la situation de fait ayant fait l'objet de l'appréciation formelle.

En toutes hypothèses, l'administration conserve la faculté de rapporter, pour l'avenir, sa prise de position antérieure.

3. Remplacer le deuxième et le troisième alinéas de l'article 511-14 par trois nouveaux alinéas rédigés comme suit : "Selon la nature de l'impôt ou de la taxe concernés, le recouvrement et le contentieux de ces sanctions sont assurés soit comme en matière de contributions directes, soit comme en matière de T.V.A.

Le recouvrement et le contentieux de ces sanctions sont assurés comme les droits auxquels elles viennent s'ajouter.

Les décisions mettant à la charge des contribuables des sanctions fiscales doivent être motivées et être adressées au moins trente jours avant la date de mise en recouvrement du rôle correspondant ou avant l'émission de l'avis de mise en recouvrement. Durant ce délai, le contribuable peut présenter ses observations".

4. Abroger les articles 721-3, 721-4, 731-4 et 731-5.

IX) Droit de timbre

1. Le titre III de la première partie du code des impôts est complété par un chapitre VII ainsi rédigé :

"CHAPITRE VII Droit de timbre

Section I - Droit de timbre

Art. 335-1.— Le paiement du droit de timbre est constaté par l'apposition sur les documents qui en sont soumis de timbres mobiles. L'agent chargé de la délivrance du document assujéti à ce droit est tenu d'oblitérer le document et l'ensemble des timbres qui y sont apposés au moyen du cachet du service.

Le défaut de paiement du timbre entraîne le refus de délivrance du document soumis à ce droit.

En cas de fraude, ou s'agissant de la taxe de séjour des étrangers de refus de paiement spontané de la taxe, un droit supplémentaire d'égale montant est appliqué. Le droit simple et le droit supplémentaire sont alors recouvrés selon les règles et pénalités prévues par le code des impôts en matière d'impôts payés sur liquidation.

Art. 335-2.— Les documents administratifs ci-après donnent lieu lors de leur délivrance ou de leur renouvellement à la perception de droits de timbres fixés comme suit :

1) Cartes nationales d'identité : 1.500 F

2) Passeports :

- délivrance, renouvellement ou prorogation	7.500 F
- droit de visa des passeports étrangers	3.000 F
- droit réduit	1.500 F

Le droit réduit s'applique en faveur :

- des personnes reconnues indigentes par le service des affaires sociales ;
- des étudiants (Est étudiant, toute personne de moins de trente ans qui poursuit des études)
- des personnes âgées de 60 ans et plus dont les revenus ne dépassent pas deux fois le SMIG.

3) Cartes de séjour des étrangers 9.000 F

3-1. La taxe de séjour instaurée dans le territoire par l'arrêté gubernatorial n° 911 D du 11 décembre 1931 et régie par les dispositions de l'arrêté n° 1104 C du 18 novembre 1939 et les textes subséquents est due à l'occasion de la délivrance de la carte de séjour, puis du renouvellement du permis de séjour, pour les résidents temporaires.

Les résidents ordinaires et permanents doivent s'en acquitter entre le 1er janvier et le 31 mars de chaque année.

3-2. Les personnes âgées de plus de 60 ans qui résident dans le territoire depuis 15 ans au moins sont exonérées de la taxe de séjour.

Art. 335-3.— Les droits de timbre perçus sur les cartes de circulation des navires français d'une jauge brute inférieure à dix tonnes, lors de leur délivrance ou de leur renouvellement, sont fixés aux taux suivants :

- de 10 CV à 30 CV	500 F
- de 31 CV à 50 CV	1.000 F
- de 51 CV à 70 CV	1.500 F
- de 71 CV à 100 CV	2.000 F
- au-dessus de 100 CV	50 F/CV

Art. 335-4.— 1. Les droits de timbre perçus sur les droits d'inscription à l'examen et sur les titres de conduite des navires de plaisance à moteurs délivrés en Polynésie française, lors de leur établissement ou de leur renouvellement, sont fixés comme suit :

1.1) Droits d'inscription à l'examen pour l'obtention :

- de la carte mer	1.500 F
- du permis mer côtier	2.500 F
- du permis mer hauturier	2.500 F

1.2) Droits de délivrance :

- de la carte mer	3.500 F
- du permis mer côtier	5.500 F
- du permis mer hauturier	5.500 F

1.3) Duplicata des titres de conduite des navires de plaisance à moteurs (carte mer, permis mer côtier, permis mer hauturier, permis A, B et C) : 2.500 F

2. Les élèves inscrits dans un centre d'éducation aux technologies appropriées au développement (C.E.T.A.D.), dans un centre de jeunes adolescents (C.J.A.) ou dans une maison familiale rurale (M.F.R.) bénéficient des droits réduits suivants :

2.1) Droits d'inscription à l'examen pour l'obtention :

- de la carte mer	500 F
- du permis mer côtier	1.000 F
- du permis mer hauturier	1.000 F

2.2) Droit de délivrance :

- de la carte mer	1.000 F
- du permis mer côtier	2.000 F
- du permis mer hauturier	2.000 F

Art. 335-5.— Les droits de timbre perçus sur les cartes grises (récépissés de déclaration de mise en circulation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur), lors de leur délivrance ou de leur renouvellement, sont fixés aux taux suivants :

- délivrance de cartes grises des véhicules de tourisme	800 F/CV
- délivrance de cartes grises des véhicules utilitaires	450 F/CV
- duplicata de cartes grises	1.500 F/duplicata
- remorques, tracteurs agricoles, vélomoteurs, motocyclettes, deux ou trois roues de moins de 125 cm3	1.000 F
- cartes WW, W et TT	2.000 F

Tout transfert de propriété d'un véhicule automobile et de tous autres véhicules à moteur donne lieu, à la diligence du nouveau propriétaire, à la délivrance d'une nouvelle carte grise après retrait de l'ancienne, sans changement de numéro d'immatriculation, et au paiement des mêmes taxes prévues ci-dessus.

Sont exemptés du droit de timbre :

- les récépissés des déclarations délivrés pour les véhicules appartenant aux communes, au territoire et à l'Etat ;
- les négociants patentés de l'automobile qui achètent des véhicules d'occasion en vue de leur vente ;
- les demandes de carte grise consécutives à un changement d'état matrimonial ou de domicile.

Art. 335-6.— Les droits de timbre perçus sur les inscriptions aux examens, visites et documents administratifs ci-après, lors de leur demande, délivrance ou renouvellement, sont fixés ainsi :

1) Permis de conduire les véhicules automobiles, les motocyclettes et autres véhicules à moteur :

- inscription à l'examen comprenant une épreuve théorique et pratique	3.000 F
- délivrance du permis de conduire	7.500 F
- délivrance du duplicata de permis de conduire	3.000 F

Le droit d'inscription à l'examen est dû jusqu'à obtention du permis de conduire de la catégorie à laquelle s'est inscrit le candidat. En cas d'échec à l'une ou l'autre des épreuves, l'inscription d'un candidat à cette épreuve est soumise à nouveau au paiement du droit.

2) Visite technique semestrielle

2.1 Droit relatif à la visite technique semestrielle des véhicules soumis à l'autorisation de circulation (carte violette) 1.500 F

Ce droit est dû lors de la présentation du véhicule au contrôle périodique, sans préjudice du résultat du contrôle. En cas de suspension de l'autorisation de mise en circulation, le timbre est apposé sur le procès-verbal de contrôle.

2.2 Duplicata de carte violette 1.500 F

Art. 10.— Toutes les dispositions antérieures applicables au droit de timbre, à l'exclusion des textes relatifs au droit de timbre sur les formules de chèques délivrées non barrées d'avance et ne répondant pas à certaines caractéristiques de non-transmissibilité par voie d'endossement, sont abrogées.

c - Droits d'enregistrement

Art. 11.— Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2.000 les dispositions des articles 2, 3 et 6 de la délibération n° 95-57 AT du 24 mars 1995 portant diverses mesures fiscales en faveur de la construction.

TITRE II

Dispositions relatives aux charges

Art. 12.— Sous réserve des dispositions de la présente délibération budgétaire, sont confirmées, pour l'année 1999, les dispositions réglementaires qui déterminent l'ensemble des charges publiques incombant au budget du territoire.

DEUXIEME PARTIE

Moyens des services et dispositions spéciales

Art. 13.— Pour l'année 1999, les ressources du budget général du territoire sont évaluées, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération : (1)

- en section de fonctionnement, à la somme de quatre-vingt-quatre milliards six cent soixante-sept millions de francs CFP (84.667.000.000 F CFP)

Chapitre	Intitulé	Montant
930	Service financier	197.000.000
931	Personnel permanent	27.000.000
941	Secteur intérieur	203.132.000
943	Secteur éducation	1.193.150.000
950	Secteur santé	2.101.181.000
951	Secteur jeunesse et sports	1.000.000
952	Secteur social	3.647.454.000
953	Secteur travail	1.796.300.000
960	Secteur économie	28.000.000
961	Secteur agriculture	130.000.000
962	Secteur équipement	2.049.000.000
963	Secteur aménagement	177.083.000
965	Secteur transports	5.700.000
966	Secteur communications	43.000.000
969	Domaine (produit de revenus)	175.000.000
970	Charges et produits non affectés	1.204.000.000
971	Service fiscal direct	13.980.000.000
972	Service fiscal indirect	57.709.000.000
	Total fonctionnement	84.667.000.000

- en section d'investissement, à la somme de trente-sept milliards huit cent vingt-trois millions de francs CFP (37.823.000.000 F CFP)

Chapitre	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	437.000.000
901	Voirie territoriale	695.000.000
902	Réseaux territoriaux	393.000.000
905	Transports et communications	264.000.000
907	Équipement rural	117.000.000
922	Opérations immobilières et mobilières hors programme	4.000.000.000
925	Mouvements financiers	930.000.000
927	Financement complémentaire	
	section investissement	30.987.000.000
	Total investissement	37.823.000.000
	Total général des ressources	122.490.000.000

Art. 14.— Sont supprimés, transformés ou ouverts au budget général du territoire pour l'exercice 1999 les postes de personnel décrits à l'annexe I à la présente délibération. (1)

Art. 15.— Pour l'année 1999, le montant des crédits ouverts au budget général du territoire en dépenses directes de fonctionnement est fixé, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération (1), à quatre-vingt-quatre milliards six cent soixante-sept millions de francs CFP (84.667.000.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
930	Service financier	10.081.000.000
931	Personnel permanent	20.600.000.000
932	Ensembles immobiliers et mobiliers	207.850.000
933	Pouvoirs publics	2.283.086.000
934	Gouvernement	87.180.000
935	Administration générale	105.874.000
936	Voirie territoriale	236.174.000
937	Réseaux territoriaux	106.232.000
940	Secteur finances	138.183.000
941	Secteur intérieur	403.741.000
943	Secteur éducation	2.963.504.000
944	Secteur culture	803.006.000
950	Secteur santé	1.595.333.000
951	Secteur jeunesse et sports	339.574.000
952	Secteur social	14.015.983.000
953	Secteur travail	3.403.919.000
960	Secteur économie	1.952.574.000
961	Secteur agriculture	565.460.000
962	Secteur équipement	2.286.929.000
963	Secteur aménagement	135.583.000
964	Secteur recherche et environnement	853.971.000
965	Secteur transports	164.644.000
966	Secteur communications	259.100.000
970	Charges et produits non affectés	14.446.100.000
971	Service fiscal direct	732.000.000
972	Service fiscal indirect	5.900.000.000
	Total fonctionnement	84.667.000.000

Art. 16.— Pour l'année 1999, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, le montant des autorisations de programme ouvertes au budget général du territoire est fixé, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération (1), à quarante-neuf milliards sept cent cinquante-trois millions cinq cent quatre-vingt mille francs CFP (49.753.580.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	8.093.000.000
901	Voirie territoriale	4.040.000.000
902	Réseaux territoriaux	3.990.454.000
903	Équipement scolaire et culturel	2.070.136.000
904	Équipement sanitaire et social	368.000.000
905	Transports et communications	5.921.000.000
906	Services économiques autres que transports	3.590.870.000
907	Équipement rural	83.000.000
908	Urbanisme et habitations	62.000.000
909	Autres équipements	2.519.000.000
911	Programmes pour les établissements territoriaux	6.679.300.000
912	Programmes pour communes, syndicats de communes, établissements publics communaux	1.600.000.000
914	Programmes pour autres tiers	1.906.820.000
925	Mouvements financiers	8.830.000.000
	Total autorisations de programme	49.753.580.000

Ces autorisations de programme sont réparties par ministère, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération. (1)

Art. 17.— Pour l'année 1999, il est opéré, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital ouvertes au budget général du territoire, des ajustements négatifs d'un montant cumulé de six milliards trois cent quatre-vingt-huit millions neuf cent cinquante mille francs CFP (6.388.950.000 F CFP) sur les autorisations de programme énumérées à l'annexe II à la présente délibération. (1)

Art. 18.— Pour l'année 1999, le montant des crédits de paiement ouverts au budget général du territoire au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital est fixé, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération (1), à trente-sept milliards huit cent vingt-trois millions de francs CFP (37.823.000.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	3.355.500.000
901	Voirie territoriale	3.604.800.000
902	Réseaux territoriaux	1.833.700.000
903	Équipement scolaire et culturel	1.913.400.000
904	Équipement sanitaire et social	362.600.000
905	Transports et communications	4.120.800.000
906	Services économiques autres que transports	919.500.000
907	Équipement rural	372.700.000
908	Urbanisme et habitations	8.000.000
909	Autres équipements	1.390.700.000
911	Programmes pour les établissements territoriaux	4.631.100.000
912	Programmes pour communes, syndicats de communes, établissements publics communaux	481.700.000
914	Programmes pour autres tiers	5.128.500.000
925	Mouvements financiers	9.700.000.000
	Total crédits de paiement	37.823.000.000
	Total général des dépenses	122.490.000.000

Art. 19.— En tant que de besoin, les crédits ouverts par la présente délibération peuvent faire l'objet de transferts ou virements de crédits, dans la double limite de la réglementation budgétaire et financière applicable en la matière et de la nomenclature comptable en vigueur dans le territoire.

Dispositions diverses

Art. 20.— La perception des taxes parafiscales dont la liste figure à l'état récapitulatif joint à la présente délibération continue d'être opérée pendant l'année 1999. (1)

Art. 21.— Dans la limite de cent millions de francs CFP (100.000.000 F CFP), le territoire est autorisé à accorder sa garantie de bonne fin pour les prêts d'études bonifiés consentis par la banque Socredo pendant l'exercice budgétaire 1999 en application de la convention n° 91-970 AT du 16 octobre 1991.

Art. 22.— En raison de l'existence d'une provision constituée, l'application de l'article 6 de la délibération n° 94-35 AT du 21 avril 1994 relative aux modalités d'octroi par le territoire de sa garantie pour des emprunts est suspendue au titre de l'exercice 1999.

Art. 23.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

(1) Ils seront publiés dans une brochure spéciale.

**DELIBERATION n° 98-200 APF du 27 novembre 1998
approuvant le budget de l'assemblée de la Polynésie
française pour l'exercice 1999.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la lettre n° 1501 APF/SG du 19 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu la délibération n° 98-196 APF du 27 novembre 1998 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 1999 ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 4683 du 24 novembre 1998 ;

Vu le rapport n° 186-98 du 27 novembre 1999 de la commission du règlement, de la comptabilité et du budget de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 27 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Pour l'exercice 1999, les ressources du budget de l'assemblée de la Polynésie française sont évaluées, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération :

- en section de fonctionnement : à la somme de *un milliard deux cent quatre-vingt-quinze millions cent trente mille francs CFP* (1.295.130.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
935-73	Participation du budget du territoire aux dépenses de fonctionnement	1.295.130.000

- en section d'investissement : à la somme de *quarante millions de francs CFP* (40.000.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
900-10	Participation du budget du territoire aux dépenses d'investissement	40.000.000

Total général des ressources : 1.335.130.000 F CFP.

Art. 2.— Sont supprimés, transformés ou ouverts au budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 1999 les postes de personnel décrits à l'annexe II de la présente délibération.

Art. 3.— Pour l'exercice 1999, le montant des crédits ouverts au budget de l'assemblée de la Polynésie française en dépenses de fonctionnement est fixé, conformément aux

tableaux annexés à la présente délibération, à la somme de *un milliard deux cent quatre-vingt-quinze millions cent trente mille francs CFP* (1.295.130.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
935-60	Dépenses et fournitures consommées.....	18.210.000
931-61	Frais de personnel administratif	357.580.000
934-61	Frais de personnel de cabinets	351.250.000
935-62	Impôts et taxes	625.000
935-63	Travaux et services extérieurs.....	34.400.000
935-64	Participations et prestations au bénéfice de tiers.....	1.533.000
935-66	Frais de gestion générale et de transport	72.250.000
933-66	Indemnités des élus.....	356.849.000
933-61	Charges patronales des élus.....	89.215.000
935-68	Dotation aux amortissements	13.218.000
935-69	Charges exceptionnelles	0
970-83	Prélèvement sur recettes de fonctionnement.....	0
	Total	1.295.130.000

Art. 4.— Pour l'exercice 1999, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, le montant des autorisations de programme ouvertes au budget de l'assemblée de la Polynésie française est fixé, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération, à la somme de *cinquante millions de francs CFP* (50.000.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
900-215	Matériel de transport.....	0
900-230	Travaux neufs	0
900-214	Matériel et mobilier	0
900-132	Frais d'études	0
900-218	Logiciels.....	0
900-231	Travaux.....	50.000.000
	Total	50.000.000

Art. 5.— Pour l'exercice 1999, le montant des crédits de paiement ouverts au budget de l'assemblée de la Polynésie française, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente délibération, à la somme de *quarante millions de francs CFP* (40.000.000 F CFP).

Chapitre	Intitulé	Montant
900-215	Matériel de transport.....	15.900.000
900-230	Travaux neufs	0
900-214	Matériel et mobilier	5.000.000
900-132	Frais d'études	0
900-218	Logiciels.....	0
900-231	Travaux.....	19.100.000
	Total	40.000.000

Art. 6.— En tant que de besoin, les crédits ouverts par la présente délibération peuvent faire l'objet de transferts ou virements de crédits, dans la limite de la réglementation existante.

Art. 7.— La présente délibération sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

ANNEXE I

*Situation des postes budgétaires au 20 novembre 1998**Institution : assemblée de la Polynésie française*

Imputation	Nombre	Statut	Intitulé des postes	Postes pourvus	Postes vacants
Chapitre 931 Article 610	8	CC1	Secrétaire général	1	1
			Adjoint au secrétaire général.....		
			Chef de service.....	3	
			Adjoint au chef de service	1	
			Contrôleur des dépenses engagées.....	1	
	17 13 16 26	CC2 CC3 CC4 CC5	Attaché d'administration	1	4
			Secrétaire d'administration	13	
			Adjoint administratif	13	
			Employé d'administration.....	15	
			Personnel de service	25	
Totaux	80			73	7

ANNEXE II

Liste des transferts, transformations et suppressions de postes au projet de budget 1999

Imputation	Institution	Nombre	Statut	Catégorie	Intitulé de poste
Chapitre 931 Article 610	Assemblée de la Polynésie française.....	- 1	CC	2	Secrétaire d'administration
		- 1	CC	4	Employé d'administration
Total A.P.F.....		- 2			

Liste des créations de postes au projet de budget 1999

Imputation	Institution	Nombre	Statut	Catégorie	Intitulé de poste
Chapitre 931 Article 610	Assemblée de la Polynésie française.....	1	CC	1	Attaché d'administration
Total A.P.F.....		1			

ANNEXE III

Recettes - Section de fonctionnement 1999

Chapitre	Article	Libellés	Primitif 1998	Mesures nouvelles	Proposition budget 1999
73	7370	Remboursement, subventions et participations			
		Participation du budget du territoire	1.197.652.000	97.478.000	1.295.130.000
		Total.....	1.197.652.000	97.478.000	1.295.130.000

ANNEXE IV

Dépenses - Section de fonctionnement 1999 - Assemblée de la Polynésie française

Chapitre	Article	Libellés	Primitif 1998	Mesures nouvelles	Proposition budget 1999
935	600	Produits pharma & d'hygiène	320.000	80.000	400.000
	602	Habillage	740.000	0	740.000
	603	Carburants et produits de garage	6.500.000	1.000.000	7.500.000
	604	Combustibles	50.000	20.000	70.000
	605	Produits d'entretien ménager	350.000	150.000	500.000
	606	Fournitures de voierie	120.000	130.000	250.000
	608	Fournitures de bureau	5.250.000	0	5.250.000
	609	Autres denrées et fournitures de consommation	2.000.000	1.500.000	3.500.000
	931	Rémunération brute du personnel permanent	243.400.000	35.300.000	278.700.000
	611	Rémunération brute du personnel de remplacement	1.365.000	0	1.365.000
934	614	Heures supplémentaires	0	6.000.000	6.000.000
	616	Charges sociales, part patronale	60.850.000	10.665.000	71.515.000
	610	Rémunération brute du personnel de cabinet permanent	281.000.000	0	281.000.000
935	611	Rémunération brute du personnel de cabinet de remplacement	0	0	0
	618	Charges sociales, personnel cabinet et conseillers	70.250.000	0	70.250.000
	620	Impôt et taxe	625.000	0	625.000
933	630	Loyers et charges locatives	100.000	0	100.000
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	9.500.000	0	9.500.000
	632	Travaux d'exploitation à l'entreprise	150.000	0	150.000
	63250	Prestations effectuées par le service informatique	1.600.000	0	1.600.000
	633	Acquisition petit matériel, outils et mobiliers	2.550.000	0	2.550.000
	634	Electricité, eau, gaz	12.000.000	0	12.000.000
	638	Primes d'assurances	2.000.000	2.000.000	4.000.000
	639	Autres travaux et services extérieurs	3.500.000	1.000.000	4.500.000
	643	Frais de séjour et de stage	0	0	0
	644	Honoraires médicaux	0	1.533.000	1.533.000
935	660	Fêtes et cérémonies	7.000.000	1.000.000	8.000.000
	661	Frais de transport	17.000.000	0	17.000.000
	662	Impression, reliures et autres prestations de services	2.000.000	0	2.000.000
	663	Documentation générale	3.500.000	1.000.000	4.500.000
	664	Frais de postes et télécommunications	36.000.000	0	36.000.000
	665	Frais d'acte et de contentieux	500.000	0	500.000
	933	Indemnités des élus et membres du gouvernement	331.075.000	25.774.000	356.849.000
	618	Charges patronales des élus	82.770.000	6.445.000	89.215.000
	935	Frais de mission des élus et membres du gouvernement	2.250.000	0	2.250.000
	669	Frais de gestion générale et transport	2.000.000	0	2.000.000
934	682	Dotation aux amortissements	9.337.000	3.881.000	13.218.000
	699	Autres charges exceptionnelles	0	0	0
	826	Charges sur exercices antérieurs	0	0	0
935	826	Charges sur exercices antérieurs	0	0	0
		Total	1.197.652.000	97.478.000	1.295.130.000

ANNEXE V

Recettes - Section d'investissement 1999

Chapitre	Article	Libellés	Services votés	A.P. 1999 mesures nouvelles	Total des A.P.	C.P. 1999
900-10	1051	Participation du budget du territoire aux dépenses d'équipement	920.561.000	50.000.000	970.561.000	40.000.000
		Total	920.561.000	50.000.000	970.561.000	40.000.000

Dépenses - Section d'investissement 1999

Chapitre	Article	Libellés	Services votés	A.P. 1999 mesures nouvelles	Total des A.P.	C.P. 1999
900-215	3.97	Matériel de transport	48.735.000	0	48.735.000	15.900.000
900-230	5.97	Travaux neufs	540.000.000	0	540.000.000	0
900-214	1.98	Matériel et mobilier	111.985.000	0	111.985.000	5.000.000
900-132	2.98	Frais d'études	150.000.000	0	150.000.000	0
900-218	3.98	Logiciels	12.578.000	0	12.578.000	0
900-231	4.98	Travaux	57.263.000	50.000.000	107.263.000	19.100.000
		Total	920.561.000	50.000.000	970.561.000	40.000.000

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1654 CM du 18 décembre 1998 portant mise à jour n° 4 du code de l'aménagement de la Polynésie française à la date du 9 octobre 1998.

NOR : SAUR801903AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er. — Le code de l'aménagement de la Polynésie française est réactualisé par le présent arrêté en vue de l'édition et de la cession par le service de l'imprimerie officielle des pages modifiées par les arrêtés parus entre le 9 octobre 1997 et le 9 octobre 1998.

Art. 2. — *Deuxième partie du code de l'aménagement*

Les dispositions des arrêtés suivants :

- arrêté n° 722 CM du 27 mai 1998 paru au J.O.P.F. 1998, page 1013, complétant la deuxième partie du code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de seuils des travaux, activités et projets d'aménagement devant faire l'objet d'une évaluation d'impact sur l'environnement ;
- arrêté n° 1100 CM du 19 août 1998 paru au J.O.R.F. 1998, page 1832, complétant le livre V de la deuxième partie du code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de réglementation des établissements recevant du public,

sont insérées dans la deuxième partie du code de l'aménagement.

Art. 3. — *Troisième partie du code de l'aménagement*

Les dispositions des arrêtés suivants :

- arrêté n° 1277 CM du 20 novembre 1997 paru au J.O.P.F. 1997, page 40 N.S., portant mise à jour n° 3 du code de l'aménagement de la Polynésie française ;
- arrêté n° 1090 CM du 18 août 1998 paru au J.O.P.F. 1998, page 1764, modifiant l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales et abrogeant l'arrêté n° 711 CM du 18 juillet 1997,

sont insérées dans la troisième partie du code de l'aménagement.

Art. 4. — *Pages modifiées, tables et index*

Les pages modifiées dans le corps du code de l'aménagement, la table analytique, la table chronologique, la table de concordance ainsi que l'index sont remplacés par ceux annexés au présent arrêté, accompagnés d'un tableau récapitulatif des feuillets à retirer et à insérer.

Art. 5. — Le présent arrêté sera inséré dans la troisième partie du code de l'aménagement.

Art. 6. — Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié avec ses annexes au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 décembre 1998.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
Gaston TONG SANG.*

Mise à jour n° 4 du code de l'aménagement
de la Polynésie française à la date du 9 octobre 1998
Tableau des substitutions à opérer

Feuillets à retirer	Feuillets à insérer
Page de couverture	Page de couverture
Table analytique (pages III, V et VI)	Table analytique (pages III, V et VI)
Table chronologique (pages V et VI)	Table chronologique (pages V et VI)
Table concordance (page X)	Table concordance (page X)
Page 264	Pages 264 et 270 à 273
Pages 501 à 502	Pages 501 à 523
Page 608	Pages 608 à 609
Page 701	Pages 701 à 703
Index (la totalité)	Index (la totalité)

ARRETE n° 1655 CM du 18 décembre 1998 modifiant l'arrêté n° 80 CM modifié du 20 janvier 1992 portant réorganisation de la Chambre de commerce et d'industrie de Polynésie française.

NOR : DIM9801868AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 80 CM du 20 janvier 1992 portant réorganisation de la Chambre de commerce et d'industrie de Polynésie française et ses textes modificatifs ;

Vu l'arrêté n° 1013 CM du 27 août 1992 déterminant le ministre chargé de la tutelle de la C.C.I.S.M. ;

Vu l'arrêté n° 532 CM modifié du 15 juin 1993 portant organisation comptable, budgétaire et financière de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers et modifiant les dispositions de l'arrêté n° 80 CM du 20 janvier 1992 susvisé ;

Vu l'arrêté n° 52 CM du 23 janvier 1996 modifiant l'arrêté n° 80 CM du 20 janvier 1992 susvisé ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 2 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 9, 11, 16, 25, 39, 43, 45, 46 et 49 de l'arrêté n° 80 CM modifié du 20 janvier 1992 et susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. L'article 9 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 9.— Les membres élus de la C.C.I.S.M. sont installés dans les 2 mois qui suivent leur élection par le Président du gouvernement de la Polynésie française ou le ministre de tutelle qui les convoque et signe le procès-verbal de la séance".

2. Entre les premier et deuxième alinéas de l'article 11 de l'arrêté susvisé, il est inséré l'alinéa suivant :

"Dans le cas où aucun des deux membres de la catégorie professionnelle à laquelle revient la présidence n'est candidat à cette fonction, le bureau désigne le président de son choix".

3. Le troisième alinéa de l'article 16 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Le vote par procuration est autorisé sous réserve que le mandant et le mandataire relèvent de la même catégorie professionnelle. Chaque membre ne peut bénéficier que d'une procuration".

4. L'article 25 de l'arrêté susvisé est abrogé.

5. Le premier alinéa de l'article 39 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Les électeurs sont inscrits dans la commune du siège de leur entreprise ou dans la commune où ils exercent leur activité principale".

6. Le premier alinéa de l'article 43 de l'arrêté susvisé est complété par les dispositions suivantes :

"Passé ce délai, les listes ne peuvent plus être modifiées".

A la fin du troisième alinéa de l'article 43 de l'arrêté susvisé, ajouter le corps de phrase suivant :

"A chaque sous-catégorie".

7. Au premier alinéa de l'article 45 de l'arrêté susvisé, remplacer le corps de phrase "un bureau de vote" par "un ou plusieurs bureaux de vote".

Au quatrième alinéa de l'article 45, modifié, ajouter le tiret suivant :

"- Les bulletins contenus dans une enveloppe de couleur différente".

8. A la fin de la première phrase du second tiret de l'article 46 de l'arrêté susvisé, ajouter les termes : "et sur la liste électorale du même bureau de vote".

9. L'article 49 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 49.— En cas d'annulation des élections d'un seul collège, il est procédé, au plus tard dans les six mois suivant la date du jugement d'annulation, à de nouvelles élections du collège concerné. Les six membres du bureau non invalidés conservent les pleins pouvoirs pour gérer la chambre consulaire jusqu'à la constitution d'un nouveau bureau. Si le président est issu du collège invalidé, les six membres du bureau non invalidés élisent parmi eux un président pour la période courant jusqu'à la constitution d'un nouveau bureau ; le cas échéant, ils procèdent également à une nouvelle répartition des autres attributions.

En cas d'annulation de plus d'un collège, il est procédé, au plus tard dans les six mois qui suivent la date du jugement d'annulation, à de nouvelles élections des collèges concernés.

Le bureau issu des élections contestées assure la gestion des affaires courantes.

Il représente la C.C.I.S.M. auprès des pouvoirs publics et organismes publics ou privés. Il représente également la C.C.I.S.M. au sein des commissions, conseils ou tout autre organisme où elle siège habituellement.

En aucun cas, il ne lui est permis d'engager les finances de la C.C.I.S.M. au-delà des ressources disponibles de l'exercice courant. Il ne prend aucune décision définitive concernant le personnel, notamment en matière de recrutement et de licenciement.

Lorsque le bureau exerce ses pouvoirs dans la période de préparation du budget, il propose la reconduction du budget de l'exercice précédent.

A l'issue d'élections partielles, la présidence du bureau échoit au collège selon le roulement institué à l'article 10 du présent arrêté et à compter de la dernière élection générale. La durée du mandat d'un bureau issu d'élections partielles court jusqu'au renouvellement institué à l'article 10 du présent arrêté".

Art. 2.— Les articles 6, 7 et 11 de l'arrêté n° 532 CM du 15 juin 1993, modifié, sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. L'article 6 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 6.— Le bilan, le compte de résultat exécutés et les annexes certifiées sont adoptés par l'assemblée générale de la C.C.I.S.M. au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice auquel ils se rapportent. Dans les 15 jours suivant leur adoption, ils sont transmis, accompagnés du rapport d'activité, au ministre de tutelle qui est chargé de les présenter au conseil des ministres pour approbation. Ils sont adressés à l'assemblée de la Polynésie française pour information.

2. A l'article 7 de l'arrêté susvisé, il est ajouté un cinquième tiret ainsi rédigé :

« - en un tableau de comptabilité analytique faisant apparaître les recettes et les dépenses de chaque activité ».

3. Le troisième alinéa de l'article 11 de l'arrêté susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La commission des marchés examine, préalablement à leur signature, les projets de marché ou de contrat à passer par la C.C.I.S.M. et dont le montant excède 3 millions de francs ».

Art. 3.— L'avant-dernier alinéa de l'arrêté n° 52 CM du 23 janvier 1996 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les 4 collèges dont il s'agit à l'article 40 de l'arrêté n° 80 CM modifié du 20 janvier 1992, sont composés conformément aux dispositions de l'annexe au présent arrêté qui définit, à partir des codes A.P.E., les catégories dans lesquelles sont réparties les entreprises. Les entreprises relevant, en fonction de leur code A.P.E., de deux collèges ressortissent du collège des métiers lorsqu'elles emploient moins de 5 salariés ».

Art. 4.— Le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 décembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription portuaire
des îles du Vent,*
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1712 CM du 23 décembre 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur les communes de l'île de Tahiti et les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maiao).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 836 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé Fonds d'entraide aux îles ;

Vu l'arrêté n° 464 CM du 26 avril 1995 modifié relatif à l'organisation et aux règles de fonctionnement de l'établissement public dénommé « Fonds d'entraide aux îles » ;

Vu la lettre n° 358-11-97 PR du 24 novembre 1997 portant instructions relatives à l'organisation et à l'action des services et établissements publics territoriaux en cas de calamités naturelles en Polynésie française ;

Considérant la nature et l'étendue des dommages portés à l'encontre des personnes et des biens par des précipitations exceptionnelles suivies de crues de rivières ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Pour la période du 19 au 20 décembre 1998, est constaté l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés sur les communes de l'île de Tahiti et les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maiao) par des précipitations exceptionnelles suivies de crues de rivières.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le ministre de la solidarité et de la famille et le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le vice-président,
ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Béatrice VERNAUDON.

*Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,*
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 1727 CM du 23 décembre 1998 portant nomination de M. Irwin Lagarde en qualité d'agent comptable du port autonome de Papeete.

NOR : PAP9802140AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-231 APF du 22 décembre 1997 relative au port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "port autonome de Papeete" ;

Vu l'arrêté n° 580 CM modifié du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du port autonome de Papeete du 15 décembre 1998 ;

Vu le rapport du commissaire de gouvernement près le port autonome de Papeete en date du 17 décembre 1998 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— M. Irwin Lagarde, contrôleur du Trésor public de 1re classe de 4e échelon, est nommé en qualité d'agent comptable du port autonome de Papeete à compter du 1er janvier 1999.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, selon la procédure d'urgence, au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 1998.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,
ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,
Edouard FRITCH.*

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription portuaire
des îles du Vent,
Georges PUCHON.*

ARRETE n° 1735 CM du 24 décembre 1998 fixant les taux de cotisations et les plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale pour l'exercice 1999.

NOR : CPS8902115AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité et de la famille,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie, notamment en son article 19 modifié par la délibération n° 96-150 APF du 5 décembre 1996 ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;

Vu la décision modifiée n° 754 TLS du 10 octobre 1978 portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté n° 475 CM du 14 avril 1987 fixant le taux de cotisation à charge des retraités pour le financement du régime assurance maladie-invalidité ;

Vu l'arrêté n° 1426 CM du 19 décembre 1997 fixant les taux de cotisations et les plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale pour l'exercice 1998 ;

Vu la délibération n° 26-98 CA prise par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale dans sa séance du 3 décembre 1998 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1999, les taux de cotisations, les plafonds et les plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le ministre de la solidarité et de la famille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 décembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,
Béatrice VERNAUDON.*

**TABLEAU DES PLAFONDS MENSUELS DE REMUNERATIONS SOUMISES A COTISATIONS
ET DES TAUX DE COTISATIONS A COMPTER DU 1er JANVIER 1999**

Secteurs	REGIMES	Fonds Spécial Habitat (1)	Prestations Familiales (1)	A.V.T.S.	Accidents du Travail	Retraite		Assurance Maladie (4)
						Tranche A (2)	Tranche B (3)	
	<i>PLAFONDS MENSUELS</i>	<i>110 000 F</i>	<i>210 000 F</i>	<i>195 000 F</i>	<i>195 000 F</i>	<i>225 000 F</i>	<i>450 000 F</i>	<i>600 000 F</i>
1	Écoles, cantines et associations diverses à but non lucratif	1 %	2,64 %	0,18 %	0,89 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
2	Aquiculture - Agriculture	1 %	4,47 %	0,18 %	1,81 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
3	Acconage	1 %	4,47 %	0,18 %	2,94 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
4	Armement	1 %	4,47 %					
5	Professions libérales et organismes financiers	1 %	6,34 %	0,18 %	0,89 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
6	Commerce de produits, services divers	1 %	6,34 %	0,18 %	1,12 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
7	Construction, transports terrestres, industries et artisanats divers	1 %	6,34 %	0,18 %	2,27 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
8	Services publics ou parapublics	1 %	7,25 %	0,18 %	1,34 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
9	Transports aériens	1 %	6,34 %	0,18 %	4,40 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
10	Entreprises de production cinématographiques	1 %	6,34 %	0,18 %	4,25 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %
11	Gens de maison	1 %	2,64 %	0,18 %	0,89 %	9,00 %	5,10 %	15,45 %

(1) Plancher du Fonds Spécial Habitat et Prestations Familiales pour le calcul des cotisations des secteurs d'activités 1, 2 et 11 = 100 001 F

(2) Cotisations Retraite de base : Quote-part patronale : 6,00 % - Quote-part salariale : 3,00 %

(3) Cotisations Retraite tranche B : Quote-part patronale : 3,40 % - Quote-part salariale : 1,70 %
sur tranche de salaire comprise entre 225 000 F et 450 000 F

(4) Cotisations Assurance Maladie : Quote-part patronale : 10,30 % - Quote-part salariale : 5,15 %

NOR : TT19801822AC

Par arrêté n° 1656 CM du 18 décembre 1998.— L'article 5 de l'arrêté n° 1385 CM du 10 décembre 1991 portant consignation des sommes complémentaires dues aux armements au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit :

"Au cas où la totalité des fonds ne serait pas déconsignée au 31 décembre 1999, le solde en serait versé au budget du territoire."

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 146 CM du 26 janvier 1998.

NOR : FCO9801913AC

Par arrêté n° 1657 CM du 18 décembre 1998.— L'article 1er de l'arrêté n° 1356 CM du 11 décembre 1997 habilitant le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à conclure un emprunt de 22 millions de FF auprès de la Caisse des dépôts et consignations, est modifié comme suit :

- *taux d'intérêt* : 4,30 % l'an révisable à 100 % en fonction du livret A.

Le reste sans changement.

NOR : SRM9801919AC

Par arrêté n° 1658 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Nam Bug Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 103 Chance", immatriculé en Corée, sous le numéro 9511029-6260009 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,47 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTAB-5
- balise : 13850
- jauge brute : 442

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801920AC

Par arrêté n° 1659 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Nam Bug Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 301 Chance", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512305-6260002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6NEC
- balise : 13600
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801921AC

Par arrêté n° 1660 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Nam Bug Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 303 Chance", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512306-6260001 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6NED
- balise : 13473
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801922AC

Par arrêté n° 1661 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Nam Bug Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 305 Chance", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512006-6260004 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLWB
- balise : 13482
- jauge brute : 383

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801923AC

Par arrêté n° 1662 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Nam Bug Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 307 Chance", immatriculé en Corée, sous le numéro 9511054-6260008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP

- signal distinctif : HLWC
- balise : 13483
- jauge brute : 383

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801924AC

Par arrêté n° 1663 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Nam Bug Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 309 Chance", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512357-6260000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : DTDW
- balise : 18132
- jauge brute : 385

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801925AC

Par arrêté n° 1664 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dae Rim Corporation, armateur du navire de pêche "n° 27 Chung Yong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512331-6260000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,6 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : HLWL
- balise : 18088
- jauge brute : 399

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801926AC

Par arrêté n° 1665 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dae Rim Corporation, armateur du navire de pêche "n° 55 Chung Yong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9510020-6260000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,6 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6LJR
- balise : 13160
- jauge brute : 416

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801927AC

Par arrêté n° 1666 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dae Rim Corporation, armateur du navire de pêche "n° 61 Chung Yong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9412025-6210003 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,91 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NKP
- balise : 13587
- jauge brute : 423

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801928AC

Par arrêté n° 1667 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dae Hae Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 301 Dae Hwa", immatriculé en Corée, sous le numéro 9601007-6260004 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56,07 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NAS
- balise :
- jauge brute : 417

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801829AC

Par arrêté n° 1668 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dae Hae Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 302 Dae Hwa", immatriculé en Corée, sous le numéro 9601006-6260005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56,07 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6MWD
- balise :
- jauge brute : 417

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801930AC

Par arrêté n° 1669 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 101 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9503057-6210002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m

- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6LUN
- balise :
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801931AC

Par arrêté n° 1670 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 103 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512032-6260002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6LUT
- balise :
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801932AC

Par arrêté n° 1671 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 105 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9504066-6210009 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6LUP
- balise : 13842
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801933AC

Par arrêté n° 1672 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 107 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512335-6260006 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,91 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : HLWF
- balise :
- jauge brute : 414

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801936AC

Par arrêté n° 1673 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 309 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9407041-6210004 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,61 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTAC6
- balise : 13630
- jauge brute : 416

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801937AC

Par arrêté n° 1674 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 315 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9407043-6210002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,61 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTAG3
- balise : 13589
- jauge brute : 416

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM980138AC

Par arrêté n° 1675 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 318 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9407046-6210009 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,61 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NSK
- balise : 13840
- jauge brute : 416

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801939AC

Par arrêté n° 1676 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Won Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 620 Dong Won", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512388-6260003 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,91 m
- puissance motrice : 1.200 HP

- signal distinctif : 6LCI
- balise : 13637
- jauge brute : 417

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801940AC

Par arrêté n° 1677 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Won Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 623 Dong Won", immatriculé en Corée, sous le numéro 9412015-6210005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,61 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DSDR7
- balise :
- jauge brute : 424

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801941AC

Par arrêté n° 1678 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Won Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 628 Dong Won", immatriculé en Corée, sous le numéro 9706004-6260005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,6 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTA07
- balise : 18018
- jauge brute : 361

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801942AC

Par arrêté n° 1679 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Won Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 203 Dong Won", immatriculé en Corée, sous le numéro 9508003-6260006 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,91 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTDU
- balise : 15855
- jauge brute : 397

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801943AC

Par arrêté n° 1680 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Won Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 205 Dong Won", immatriculé en Corée, sous le numéro 9508004-6260005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,91 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTDV
- balise : 13641
- jauge brute : 397

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801946AC

Par arrêté n° 1681 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Cold Storage Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 321 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 6512362-6260003 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 48,26 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6LJT
- balise :
- jauge brute : 385

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801847AC

Par arrêté n° 1682 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 91 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9506090-6210005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 44,15 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6KYF
- balise :
- jauge brute : 332,03

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801848AC

Par arrêté n° 1683 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 96 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9506097-6210008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m

- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6LVE
- balise : 15471
- jauge brute : 382

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801849AC

Par arrêté n° 1684 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 301 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9506098-6210007 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLHE
- balise :
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801850AC

Par arrêté n° 1685 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 303 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9503331-6210002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLHL
- balise : 15942
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801851AC

Par arrêté n° 1686 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 305 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9505005-6210000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLVJ
- balise : 13511
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801852AC

Par arrêté n° 1687 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 306 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9506103-6210009 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLVW
- balise : 18130
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801853AC

Par arrêté n° 1688 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 307 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9505009-6210006 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLBX
- balise :
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019544C

Par arrêté n° 1689 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 312 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9502034-6210000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : DTDY
- balise :
- jauge brute : 380

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019554C

Par arrêté n° 1690 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 315 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9502035-6210000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m

- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : DTDZ
- balise : 13484
- jauge brute : 380

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019564C

Par arrêté n° 1691 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 351 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9608013-6260002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 45,41 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : DTAJ9
- balise : 18140
- jauge brute : 371

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019574C

Par arrêté n° 1692 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Silla Corporation, armateur du navire de pêche "n° 51 Shin Yung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512351-6260006 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 53,5 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6LGQ
- balise : 13844
- jauge brute : 401

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801958AC

Par arrêté n° 1693 CM du 21 décembre 1998. — Un permis de pêche est accordé à Silla Corporation, armateur du navire de pêche "n° 52 Shin Yung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512358-6260009 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 48,28 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NJJ
- balise : 13845
- jauge brute : 401

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801958AC

Par arrêté n° 1694 CM du 21 décembre 1998. — Un permis de pêche est accordé à Silla Corporation, armateur du navire de pêche "n° 53 Shin Yung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512381-6260000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 55,2 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6MWO
- balise : 13480
- jauge brute : 424

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801960AC

Par arrêté n° 1695 CM du 21 décembre 1998. — Un permis de pêche est accordé à Silla Corporation, armateur du navire de pêche "n° 501 Panalox", immatriculé en Corée, sous le numéro 2867 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 55,2 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : J8CU6
- balise : 13549
- jauge brute : 424

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801901AC

Par arrêté n° 1696 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Silla Corporation, armateur du navire de pêche "n° 502 Panalox", immatriculé en Corée, sous le numéro 2868 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 55,2 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : J8CU7
- balise : 13486
- jauge brute : 424

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801962AC

Par arrêté n° 1697 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Oyang Corporation, armateur du navire de pêche "n° 105 Oyang", immatriculé en Corée, sous le numéro 9511021-6260007 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 55 m

- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6LJG
- balise :
- jauge brute : 411

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801963AC

Par arrêté n° 1698 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Oyang Corporation, armateur du navire de pêche "n° 205 Oyang", immatriculé en Corée, sous le numéro 9511015-6260005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56,07 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTFA
- balise :
- jauge brute : 411

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801964AC

Par arrêté n° 1699 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Oyang Corporation, armateur du navire de pêche "n° 207 Oyang", immatriculé en Corée, sous le numéro 9511020-6260008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTFC
- balise :
- jauge brute : 411

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019654C

Par arrêté n° 1700 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Oyang Corporation, armateur du navire de pêche "n° 355 Oyang", immatriculé en Corée, sous le numéro 9511013-6260007 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6MNI
- balise :
- jauge brute : 411

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019664C

Par arrêté n° 1701 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à In Sung Corporation, armateur du navire de pêche "n° 305 In Sung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512333-6260008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,9 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : HLWI
- balise :
- jauge brute : 414

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM98019674C

Par arrêté n° 1702 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Jai Won Industrial Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 95 Jai Won", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512297-6260003 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 50,81 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NGW
- balise :
- jauge brute : 353

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.

- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801368AC

Par arrêté n° 1703 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Jin Yang Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 53 An Yang", immatriculé en Corée, sous le numéro 9501015-6210006 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56,07 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NKT
- balise :
- jauge brute : 423

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801369AC

Par arrêté n° 1704 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Jin Yang Fisheries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 55 An Yang", immatriculé en Corée, sous le numéro 9411012-6210000 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 56,07 m

- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NKL
- balise :
- jauge brute : 423

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801370AC

Par arrêté n° 1705 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Han Sung Enterprise Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 36 Han Sung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512339-6260002 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 53,3 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLWD
- balise : 13909
- jauge brute : 384

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801371AC

Par arrêté n° 1706 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Han Sung Enterprise Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 38 Han Sung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512360-6260005 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLJB
- balise : 13957
- jauge brute : 385

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801972AC

Par arrêté n° 1707 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Han Sung Enterprise Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 39 Han Sung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512424-6260008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 53,3 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6NET
- balise : 15945
- jauge brute : 385

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801973AC

Par arrêté n° 1708 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Han Sung Enterprise Co. Ltd,

armateur du navire de pêche "n° 1 Chil Sung", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512359-6260008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 47,21 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : HLJC
- balise :
- jauge brute : 385

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801974AC

Par arrêté n° 1709 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Won Industries Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 5 Tonina", immatriculé en Corée, sous le numéro 9409001-6210008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,61 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : 6NKA
- balise : 13453
- jauge brute : 408

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801975AC

Par arrêté n° 1710 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Sajo Cold Storage Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 317 Oryong", immatriculé en Corée, sous le numéro 9503034-6210009 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 53,3 m
- puissance motrice : 1.000 HP
- signal distinctif : 6MBV
- balise : 13614
- jauge brute : 380

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SRM9801935AC

Par arrêté n° 1711 CM du 21 décembre 1998.— Un permis de pêche est accordé à Dong Ah Flour Mills Co. Ltd, armateur du navire de pêche "n° 303 Haeng Bok", immatriculé en Corée, sous le numéro 9512028-6260008 pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté et celles définies par les accords de pêche international, des ressources vivantes de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale d'une année prenant effet le 10 décembre 1998 au 9 décembre 1999.

Les caractéristiques générales du navire de pêche définies ci-dessus sont les suivantes :

- type : navire de pêche palangrier
- nationalité : coréenne
- longueur hors tout : 49,61 m
- puissance motrice : 1.200 HP
- signal distinctif : DTFS
- balise : 18135
- jauge brute : 414

La délivrance du permis de pêche est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) : palangre horizontale dérivante.
- espèces dont la capture est autorisée : grands pélagiques, petits pélagiques.
- zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française.

Le non-respect par le navire de pêche défini ci-dessus, des dispositions de l'échange de lettres du 28 novembre 1998 sera sanctionné par le retrait du permis de pêche.

NOR : SAE9801374AC

Par arrêté n° 1713 CM du 23 décembre 1998.— Il est inséré à l'article 1er, paragraphe hydrocarbures, de l'arrêté n° 1306 CM du 28 septembre 1998 relatif à la prise en charge des frais de certains hydrocarbures et du gaz butane transportés et consommés dans les îles de la Polynésie française, autres que Tahiti, les alinéas suivants :

- gazole destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé, relevant de la codification douanière 27.10.00.41 ;
- gazole destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française, relevant de la codification douanière 27.10.00.42.

L'article 2 de l'arrêté n° 1306 CM du 28 septembre 1998 relatif à la prise en charge des frais de certains hydrocarbures et du gaz butane transportés et consommés dans les îles de la Polynésie française, autres que Tahiti, est complété comme suit :

	Super carburant 27.10.00.21 Essence sans plomb 27.10.00.14	Pétrole lampant 27.10.00.23	Gazole 27.10.00.36 27.10.00.37 27.10.00.38 27.10.00.39 27.10.00.40 27.10.00.41 27.10.00.42	Fioul 27.10.00.32 27.10.00.33 27.10.00.34	Carbu-réacteurs 27.10.00.11	Essence aviation 27.10.00.12
Moorea.....	6,005	5,605	3,149	3,149	-	-
Autres îles du Vent.....	13,125	12,725	5,727	5,727	-	-
Huahine.....	8,625	8,225	4,169	4,169	42,825	42,825
Raiatea-Tahaa.....	9,615	9,215	5,159	4,169	42,825	42,825
Bora Bora.....	8,625	8,225	4,169	4,169	42,825	42,825
Autres îles Sous-le-Vent.....	13,825	13,425	6,047	6,047	-	-
Tuamotu Ouest.....	32,575	32,175	13,209	13,209	61,050	61,050
Tuamotu Centre.....	36,525	36,125	15,006	15,006	65,000	65,000
Tuamotu Nord-Est.....	38,470	38,070	15,792	15,792	66,945	66,945
Tuamotu Est.....	40,150	39,750	16,746	16,746	68,625	68,625
Gambier.....	41,855	41,455	17,589	17,589	70,330	70,330
Australès.....	33,145	32,745	13,455	13,455	61,620	61,620
Marquises.....	38,470	38,070	15,792	15,792	66,945	66,945

Le reste sans changement.

Les articles 3 à 20 de l'arrêté n° 1306 CM du 28 septembre 1998 relatif à la prise en charge des frais de certains hydrocarbures et du gaz butane transportés et consommés dans les îles de la Polynésie française, autres que Tahiti, restent sans changement.

NOR : SCH9802022AC

Par arrêté n° 1714 CM du 23 décembre 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes adoptées par le conseil d'administration du Centre polynésien des sciences humaines (C.P.S.H.) en sa séance du 12 novembre 1998 :

- délibération n° 11-98 CPSH adoptant le budget du C.P.S.H. 1998 après intervention de la décision modificative n° 2, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 273.534.776 F CFP (*deux cent soixante-treize millions cinq cent trente-quatre mille sept cent soixante-seize francs pacifiques*) se décomposant comme suit :

En recettes :

Section de fonctionnement	213.021.534 F CFP
Section d'investissement	36.444.691 F CFP
Prélèvement du fonds de roulement	24.068.551 F CFP

En dépenses :

Section de fonctionnement	206.013.161 F CFP
Section d'investissement	67.521.615 F CFP

- délibération n° 12-98 CPSH fixant les tarifs de location de panneaux et de la vente de noix de coco ;
- délibération n° 13-98 CPSH modifiant la délibération n° 8-93 CPSH du 18 novembre 1993 fixant les tarifs des prestations délivrées par le Musée de Tahiti et des îles.

Délibération n° 12-98 CPSH du 12 novembre 1998

Article 1er.— Le prix de location des panneaux d'exposition est fixé à 1.000 F CFP par panneau et par semaine.

Le prix de la vente des noix de coco du centre est fixé à 500 F CFP la douzaine.

Délibération n° 13-98 CPSH du 12 novembre 1998

Article 1er.— La délibération n° 8-93 CPSH du 18 novembre 1993 est complétée comme suit :

sous individuel non scolarisé	500 F CFP
ajouter "scolaires et étudiants"	gratuit
personnes accompagnant à titre professionnel	
les scolaires et les étudiants	gratuit

NOR : DSP9802117AC

Par arrêté n° 1715 CM du 23 décembre 1998.— L'autorisation d'installation d'un lithotriteur "Nova-Compact Direx" est accordée au docteur Rouffillange, urologue.

NOR : THS9802127AC

Par arrêté n° 1716 CM du 23 décembre 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 65-98 OTHS prise par le conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social en sa séance du 11 décembre 1998 portant modification n° 3 de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'établissement pour l'exercice 1998.

Le budget modifié est arrêté à la somme de :

	Section I	Section II	Total
Recettes	7.285.411.000	7.220.314.831	14.505.725.831
Dépenses	7.285.411.000	7.220.314.831	14.505.725.831

NOR : THS9802128AC

Par arrêté n° 1717 CM du 23 décembre 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations prises en conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social en sa séance du 11 décembre 1998 :

- n° 66-98 OTHS portant validation des loyers d'équilibre des opérations des programmations 1997 et 1998 ;
- n° 76-98 OTHS portant admission en non-valeur de créances irrécouvrables ;
- n° 77-98 OTHS portant sur l'informatisation de l'office et le choix d'un nouvel applicatif ;
- n° 78-98 OTHS portant autorisation de versement d'une participation au comité d'entreprise de l'établissement.

NOR : GDA9802123AC

Par arrêté n° 1718 CM du 23 décembre 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 10 CA/EAGDA du 24 décembre 1998 portant approbation de la deuxième décision modificative du budget pour l'exercice 1998 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.

Le budget modifié est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de :

- section de fonctionnement	73.123.000 F CFP
- section d'investissement	40.557.478 F CFP

NOR : AFD9802097AC

Par arrêté n° 1719 CM du 23 décembre 1998.— Est affectée au profit de l'Etablissement public d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono, aux fins d'aménagements touristiques futurs liés au développement de la zone de Atimaono, une parcelle du domaine de Atimaono, d'une superficie de 5 ha, ladite parcelle cadastrée section BR, n° 3.

NOR : AFD9802018AC

Par arrêté n° 1720 CM du 23 décembre 1998.— Dans le cadre de l'extension de l'hôtel Maitai Polynesia, est autorisée l'occupation temporaire d'un emplacement de domaine public maritime, d'une superficie totale de 1.420 m², dont 1.093 m² à charge de remblai, au droit de la terre Auaue (lot 2, plan parcellaire n° 254) sise dans la baie de Taahana à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la S.N.C. Polynesia investissement 1999 et de la S.A. Polynesia.

Et tel que le tout figure sur les plans de M. P.C. Lacombe, architecte, datés de mai 1998 joints à la demande de concession.

Les constructions et installations qui seront édifiées sur cet emplacement du domaine public maritime seront la propriété successive des sociétés bénéficiaires dudit emplacement pendant toute la durée de la concession.

La présente autorisation d'occupation est accordée pour une durée de trente (30) ans à compter de la date du présent arrêté aux clauses et conditions de la convention type

approuvée par la décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 et sous les réserves et conditions particulières ci-après que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1) Le bénéficiaire, à savoir la S.N.C. Polynésie investissement 1999 et la S.A. Polynésie, affectera l'emplacement concédé :

- à la construction d'un restaurant d'environ 100 couverts et d'une zone cuisine technique ;
- à la réalisation d'une piscine ;
- à l'aménagement de terrasses et circulations ;
- à l'installation d'un ponton de 42 m² ;
- et au reprofilage d'une plage d'une superficie de 285 m² ;

2) Les constructions seront réalisées avec des matériaux locaux pour préserver l'harmonie du projet hôtelier avec son environnement ;

3) Pour éviter tout apport terrigène dans le lagon, le remblai devra être protégé par la mise en place d'un filtre anti-contaminant qui sera contrôlé quotidiennement pendant toute la durée des travaux ;

4) Le bénéficiaire s'engage à respecter et à faire respecter l'ensemble des recommandations définies par l'étude d'impact de la Speed datée du mois d'août 1993. Il sera seul tenu d'appliquer toutes les recommandations et prescriptions qui pourraient lui être imposées par les services et organismes compétents du gouvernement de la Polynésie française ;

5) Le bénéficiaire prendra en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induiront les travaux sur les propriétés riveraines ;

6) Il sera seul tenu à toutes les garanties que ces occupations et constructions pourraient entraîner à l'égard des tiers ;

7) Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le gouvernement de la Polynésie française.

La redevance annuelle, payable à compter de la date d'achèvement des travaux, à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cent vingt-quatre mille trois cents (124.300) francs CFP.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature, édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le bénéficiaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres de la Polynésie française.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : SEP9801833AC

Par arrêté n° 1721 CM du 23 décembre 1998.— Les personnels relevant de l'éducation, remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un congé administratif à l'issue de l'année scolaire 1998-1999, sont autorisés à s'absenter du territoire :

- à compter du samedi 26 juin 1999, pour les personnels des enseignements du premier degré, public et privé ;
- à compter du samedi 3 juillet 1999, pour les personnels des enseignements du second degré, public et privé.

Le retour sur le territoire s'effectuera au plus tard le 19 août 1999, date impérative.

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux enseignants arrivant en fin de séjour sur le territoire et pour lesquels le départ en congé administratif ne pourra avoir lieu avant le 7 juillet 1999.

NOR : EIM9801880AC

Par arrêté n° 1722 CM du 23 décembre 1998.— La S.A.R.L. Haura Marine est autorisée à implanter une station-service marine à enseigne Shell dans la commune de Hitiaa O Te Ra au P.K. 39,5, côté mer.

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir l'autorisation des installations classées et l'autorisation de travaux immobiliers.

NOR : FCO9802134AC

Par arrêté n° 1724 CM du 23 décembre 1998.— Est autorisé le virement de crédits de trois millions cent vingt-six mille sept cent quarante-huit francs CFP (3.126.748 F CFP) comme suit :

Chap.	Art.	Libellé	En +	En -
94303	655-05	Enseignement secondaire Bourses locales de l'enseignement public		3.126.748
94307		Direction de l'enseignement secondaire		
	655-17	Bourses d'études supérieures	1.602.460	
	645-12	Participation à la couverture sociale des étudiants	1.524.288	
		Total	3.126.748	3.126.748

NOR : TIN9802106AC

Par arrêté n° 1725 CM du 23 décembre 1998.— L'article 2 de l'arrêté n° 1266 CM du 20 octobre 1986 portant organisation du service de la traduction et de l'interprétariat, modifié par l'arrêté n° 832 CM du 20 août 1997, est modifié et complété comme suit :

1°) Lire : "Art. 2-1" ;
Au lieu de : "Art. 2".

2°) Rajouter : "Art. 2-2.— En ce qui concerne les documents à caractère juridique, des prestations de service en (ou du) tahitien sont fournies à titre gracieux aux personnes privées ressortissant à l'assistance juridictionnelle."

Le reste sans changement.

NOR : PAF9802138AC

Par arrêté n° 1728 CM du 23 décembre 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 27-98 du

15 décembre 1998 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant création d'une agence comptable spéciale interne au port autonome de Papeete.

NOR : TAC980198AC

Par arrêté n° 1729 CM du 24 décembre 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, réuni en sa séance du 1er décembre 1998 :

- délibération n° 24-98 TFTN du 1er décembre 1998, portant modification du budget de l'exercice 1998 arrêté à la somme de 519.936.350 F CFP, se décomposant comme suit :
 - section de fonctionnement 388.529.240 F CFP
 - section d'investissement 131.407.110 F CFP

NOR : TAC980198AC

Par arrêté n° 1730 CM du 24 décembre 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, réuni en sa séance du 1er décembre 1998 :

- délibération n° 22-98 TFTN du 1er décembre 1998 portant adoption du compte financier de l'Office territorial d'action culturelle, exercice 1997 ;
- délibération n° 23-98 TFTN du 1er décembre 1998 portant affectation des résultats du compte financier de l'Office territorial d'action culturelle, exercice 1997 ;
- délibération n° 25-98 TFTN du 1er décembre 1998 autorisant le directeur de Te Fare Tauhiti Nui à conclure un protocole transactionnel avec l'Association des piroguiers de Pirae en vue de la prise en charge des dépenses de réfection et d'équipement de la pirogue "Hawaiki Nui" devenue "Tahiti Nui" ;
- délibération n° 26-98 TFTN du 1er décembre 1998 autorisant le directeur de l'établissement à mettre une carte de fidélité à la disposition des usagers de Te Fare Tauhiti Nui ;
- délibération n° 27-98 TFTN du 1er décembre 1998 portant report de la date de production de la pièce de théâtre "Tavi Roi et la Loi" ;
- délibération n° 28-98 TFTN du 1er décembre 1998 fixant le montant des indemnités de sujétions financières allouées au chef de bureau de la comptabilité de Te Fare Tauhiti Nui.

NOR : TAC980215AC

Par arrêté n° 1731 CM du 24 décembre 1998.— Il est autorisé une dérogation à la règle fixée par l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 relatif aux subventions d'investissement accordées par le territoire, afin d'accorder à Te Fare Tauhiti Nui une subvention d'investissement de huit millions six cent quarante-quatre mille neuf cent vingt francs (8.644.920 F CFP) pour la prise en charge des dépenses occasionnées par des travaux de réfection de la pirogue "Tahiti Nui".

NOR : CPS980215AC

Par arrêté n° 1732 CM du 24 décembre 1998.— Pour compter du 1er janvier 1999, le coefficient de revalorisation des pensions du régime de retraite institué par délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 au profit des travailleurs salariés, est fixé à 1,01, correspondant à un taux d'augmentation de 1 %.

NOR : CPS980212AC

Par arrêté n° 1733 CM du 24 décembre 1998.— Sont renvoyées en seconde lecture les délibérations n° 11-98 CA et n° 12-98 CA prises en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en date des 2 et 6 octobre 1998 :

- délibération n° 11-98 CA portant modification de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;
- délibération n° 12-98 CA portant modification du statut de la Caisse de prévoyance sociale.

NOR : CPS980211AC

Par arrêté n° 1734 CM du 24 décembre 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes, prises en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 3 décembre 1998 :

- délibération n° 24-98 CA adoptant le Fonds d'action sanitaire, sociale et familiale (F.A.S.S.) et le Fonds social de la retraite (F.S.R.) pour l'année 1999 ;
- délibération n° 25-98 CA arrêtant le budget 1999 de la Caisse de prévoyance sociale, en recettes, à la somme de trente-neuf milliards sept cent soixante-quatre millions de francs (39.764.000.000 F CFP) et, en dépenses, à la somme de trente-huit milliards deux cent quatre-vingt-trois millions de francs (38.283.000.000 F CFP) ;
- délibération n° 26-98 CA demandant, pour l'exercice 1999, la modification des taux de cotisations et des plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations ;
- délibération n° 27-98 CA fixant le programme d'investissements corporels de la Caisse de prévoyance sociale en 1999 à la somme de quatre cent soixante-dix-sept millions de francs (477.000.000 F CFP) ;
- délibération n° 28-98 CA demandant la fixation du coefficient de revalorisation de la pension de retraite tranche A au 1er janvier 1999.

NOR : SAE980216AC

Par arrêté n° 1819 CM du 29 décembre 1998.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- supercarburant (27.10.00.21) :	15,290 F CFP/litre
- essence sans plomb (27.10.00.14) :	14,038 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	13,542 F CFP/litre
- diesel marine léger (27.10.00.31) :	12,691 F CFP/litre
- fioul (27.10.00.34) :	11,878 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.36/37/38/39/40/41/42) :	12,818 F CFP/litre

L'arrêté modifié n° 1123 CM du 24 août 1998 est abrogé.

NOR : SAE980216AC

Par arrêté n° 1820 CM du 29 décembre 1998.— Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" sont fixés comme suit :

- essence sans plomb (27.10.00.14) :	7,549 F CFP/litre
- supercarburant (27.10.00.21) :	11,937 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	12,320 F CFP/litre
- diesel marine léger (27.10.00.31) :	13,535 F CFP/litre
- fioul (27.10.00.34) :	11,765 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.36) :	12,899 F CFP/litre

- gazole (27.10.00.37) :	10,535 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	0,199 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	13,535 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.40) :	9,899 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	0,799 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	0,799 F CFP/litre

L'arrêté modifié n° 1124 CM du 24 août 1998 est abrogé.

NOR : SAE9802164AC

Par arrêté n° 1821 CM du 29 décembre 1998.— Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- essence sans plomb (27.10.00.14) :	105,440 F CFP/litre
- supercarburant (27.10.00.21) :	111,440 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	53,900 F CFP/litre
- diesel marine léger (27.10.00.31) :	71,051 F CFP/litre
- fioul (27.10.00.34) :	10,827 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.36) :	37,000 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) :	50,900 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	22,900 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	80,900 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.40) :	34,000 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	24,900 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	24,900 F CFP/litre

Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé à 37 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.36), à 50,900 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.37), à 22,900 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.38), à 34 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.40), à 24,900 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.41) et à 24,900 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.42).

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE modifiée du 13 octobre 1978.

L'arrêté modifié n° 1125 CM du 24 août 1998 est abrogé.

NOR : SAE9802165AC

Par arrêté n° 1822 CM du 29 décembre 1998.— Dans l'île de Tahiti, la marge de détail applicable au supercarburant, à l'essence sans plomb, au pétrole et au gazole ne peut être supérieure aux montants suivants :

- supercarburant (27.10.00.21) :	7,56 F CFP/litre
- essence sans plomb (27.10.00.14) :	7,56 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	6,10 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) :	6,10 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	6,10 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	6,10 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	6,10 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	6,10 F CFP/litre

Dans les îles du territoire autres que Tahiti, la marge commerciale prélevée entre le prix de facturation de l'importateur distributeur et le prix public du supercarburant, de l'essence sans plomb, du pétrole et du gazole ne peut être supérieure aux montants suivants :

- supercarburant (27.10.00.21) :	9,66 F CFP/litre
- essence sans plomb (27.10.00.14) :	9,66 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	7,80 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) :	7,80 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	7,80 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	7,80 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	7,80 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	7,80 F CFP/litre

Dans l'hypothèse où un intermédiaire, voire plusieurs, interviennent dans le circuit de distribution, la marge du détaillant ne peut en aucun cas être réduite au-dessous des valeurs visées ci-dessus.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE modifiée du 13 octobre 1978.

Sur l'ensemble du territoire, le prix maximal de vente au détail du litre de mélange pour moteur deux temps s'établit par application d'un montant de 15 F CFP au prix de détail réglementé du litre de supercarburant.

L'arrêté n° 1460 CM du 24 décembre 1997 est abrogé.

NOR : SAE9802166AC

Par arrêté n° 1823 CM du 29 décembre 1998.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 44,261 F CFP/kg.

L'arrêté n° 1127 CM du 24 août 1998 est abrogé.

NOR : SAE9802167AC

Par arrêté n° 1824 CM du 29 décembre 1998.— Le montant de stabilisation, défini par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures", applicable au gaz de butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixé à 13,916 F CFP/kg.

L'arrêté n° 1128 CM du 24 août 1998 est abrogé.

NOR : SAE9802168AC

Par arrêté n° 1825 CM du 29 décembre 1998.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix de vente du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 s'établissent dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- prix au kilo :	147,825 F CFP
- bouteille de 13 kilos :	1,922 F CFP
- bouteille de 39 kilos :	5,765 F CFP
- bouteille de 50 kilos :	7,391 F CFP

Les prix de vente publics maximaux du gaz butane sont fixés comme suit :

- prix au kilo :	160 F CFP
- bouteille de 13 kilos :	2,080 F CFP
- bouteille de 39 kilos :	6,240 F CFP
- bouteille de 50 kilos :	8,000 F CFP

L'achat d'une bouteille pleine donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix de 3.000 F CFP, celles de 39 kilos et de 50 kilos à 8.000 F CFP, sans majoration possible.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE modifiée du 13 octobre 1978.

L'arrêté n° 1129 CM du 24 août 1998 est abrogé.

NOR : SAE9802171AC

Par arrêté n° 1826 CM du 29 décembre 1998.— Sur l'ensemble du territoire, les prix maximaux de vente au détail du supercarburant, de l'essence sans plomb, du pétrole et du gazole (27.10.00.37/38/39/41/42) sont fixés comme suit :

- essence sans plomb (27.10.00.14) :	113 F CFP/litre
- supercarburant (27.10.00.21) :	119 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	60 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) :	57 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	29 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	87 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	31 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	31 F CFP/litre

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE modifiée du 13 octobre 1978.

L'arrêté modifié n° 1126 CM du 24 août 1998 est abrogé.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1468 PR du 22 décembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 455 PR du 9 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Temauri Foster, ministre des transports, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville, pendant l'absence de M. Reynald Temarii du 4 au 7 janvier 1999 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 décembre 1998.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1480 PR du 23 décembre 1998 fixant les dispositions pour le recensement des sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles suivies de crues de rivières aux biens des personnes privées dans diverses communes de l'archipel des îles du Vent, pour l'attribution de secours d'urgence et pour la détermination de propositions d'indemnisation par le territoire de la Polynésie française.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles", et spécialement son article 3, II, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu l'arrêté n° 1712 CM du 23 décembre 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur les communes de l'île de Tahiti et les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maiao) ;

Vu la lettre n° 358-11-97 PR du 24 novembre 1997 portant instructions relatives à l'organisation et à l'action des services et établissements publics territoriaux en cas de calamités naturelles en Polynésie française ;

Vu la nécessité de mettre rapidement en place des structures pour le recensement des sinistres et le contrôle de l'attribution des secours d'urgence alloués par le territoire de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué pour les communes de Papeete, Faava, Punaauia, Paeta, Papara, Teva I Uta, Taiaapu-Ouest, Taiaapu-Est, Hitiaa O Te ra, Mahina, Arue, Pirae et les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-maiao), touchées par des précipitations exceptionnelles suivies de crues de rivières, une commission chargée :

a) au titre des actions d'urgence :

- de définir les besoins en secours d'urgence ;
- de réceptionner les secours d'urgence collectés au profit des habitants sinistrés et d'en assurer, si nécessaire, le gardiennage ;
- d'assurer des conditions équitables de distribution des secours d'urgence entre les personnes sinistrées ;

b) Au titre des opérations d'indemnisation :

- de valider le recensement général des sinistres, autres que ceux relatifs aux équipements et ouvrages publics, constatés par les agents recenseurs ;
- de faire aux autorités territoriales compétentes les propositions d'indemnisation qui leur semblent appropriées aux situations individuelles.

Art. 2.— La commission dont les missions sont définies à l'article précédent est présidée par M. Edouard Fritch, vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative.

Elle se compose en outre des personnalités suivantes :

- M. Jean-Christophe Bouissou, ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, *vice-président* ;
- M. Llewellyn Tematahotoa, ministre de la mer et de l'artisanat, *vice-président* ;
- M. Patrick Peaucellier, ministre des finances et des réformes administratives ;
- M. Georges Puchon, ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et des ports ;
- Mme Béatrice Vernaudeau, ministre de la solidarité et de la famille ;
- M. Patrick Bordet, ministre de l'agriculture et de l'élevage ;
- les maires des communes concernées ou leurs représentants ;
- six conseillers territoriaux, désignés par le président de l'assemblée de la Polynésie française ;
- le directeur du Fonds d'entraide aux îles ou son représentant ;
- le directeur de l'Office territorial de l'habitat social ou son représentant.

Lorsque l'intérêt l'exige, le président de la commission peut inviter toute personne dont il estime l'avis utile.

La commission délibère sur le rapport et l'ensemble des pièces communiqués à son président par le responsable de l'équipe de recensement défini à l'article suivant, ce dernier siégeant au sein de la commission avec voix consultative.

La commission se réunit sur convocation de son président et adopte ses décisions et ses recommandations à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Les membres de la commission ne peuvent détenir qu'une procuration.

Les documents approuvés par la commission sont communiqués par son président, avec une copie du procès-verbal de réunion, au Président du gouvernement.

Le secrétariat de la commission est assuré par la personne désignée par son président.

Art. 3.— Sont nommées responsables des équipes chargées de procéder aux opérations matérielles de recensement des sinistres, les personnes dont les noms suivent :

- M. Georges Tahuaitu, agent de l'Office territorial de l'habitat social, pour la commune de Faaa ;
- Mme Caroline Avae, agent de l'Office territorial de l'habitat social, pour les communes de Punaauia et Paea ;
- Mme Heifara Lirand, agent de l'Office territorial de l'habitat social, pour les communes de Papara et Teva I Uta ;
- M. Delano Harehoe, agent de l'Office territorial de l'habitat social, pour la commune de Taïarapu-Ouest ;
- M. Roger Tanepau, agent du Fonds d'entraide aux îles, pour les communes de Pirae et Arue ;

- M. Cyprien Tata, agent du Fonds d'entraide aux îles, pour les communes de Mahina et Hitiaa O Te Ra ;
- M. Patrick Voirin, agent du Fonds d'entraide aux îles, pour la commune de Taïarapu-Est ;
- M. Siméon Heitaa, agent du Fonds d'entraide aux îles, pour les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maïao) ;
- Mme Simone Tapotofararani, agent de l'Office territorial de l'habitat social, pour la commune de Papeete.

En tant que de besoin, les responsables précités ont accès aux moyens des antennes du service des affaires polynésiennes.

Les interventions des personnes définies aux alinéa précédents du présent article sont régies par les instructions du Président du gouvernement en vigueur en la matière ; elles sont coordonnées et suivies par :

- M. Jean-Christophe Bouissou, vice-président de la commission précitée, pour toutes les opérations de recensement qui intéressent les communes de Papeete, Faaa, Punaauia, Paea, Papara, Teva I Uta et Taïarapu-Ouest ;
- M. Llewellyn Tematahotoa, vice-président de la commission précitée, pour toutes les opérations de recensement qui intéressent les communes de Taïarapu-Est, Hitiaa O Te Ra, Mahina, Arue, Pirae et les communes associées de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maïao).

Art. 4.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, le ministre des finances et des réformes administratives, le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et des ports, le ministre de la solidarité et de la famille, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales et le ministre de la mer et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 1998.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Le vice-président,

*ministre du développement des archipels
et des postes et télécommunications,*
Edouard FRITCH.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique,
de l'énergie et des ports,*
Georges PUCHON.

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Béatrice VERNAUDON.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

*Le ministre du logement,
de la redistribution et de la valorisation
des terres domaniales,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

*Le ministre de la mer
et de l'artisanat,*
Llewellyn TEMATAHOTOA.

Par arrêté n° 1426 PR du 18 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Punaauia pour l'étude de recherche en eau estimée à *trois millions cinq cent mille neuf cent soixante-dix francs CFP* (3.500.970 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *un million cinquante mille deux cent quatre-vingt-onze francs CFP* (1.050.291 F CFP) représentant 30 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Punaauia est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Par arrêté n° 1427 PR du 18 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Mahina pour le programme d'équipement hydraulique de l'année 1998 dont le coût est estimé à *vingt-deux millions cinq cent mille francs CFP* (22.500.000 F CFP).

Ce programme d'équipement comprend :

- l'automatisation de la fermeture et de l'ouverture du captage de l'Ahonu 13.200.000 F CFP
- l'installation de systèmes de télésurveillance des stations de pompage 4.800.000 F CFP
- la pose d'une vingtaine de compteurs 4.500.000 F CFP

Le concours financier du territoire est plafonné à *neuf millions de francs CFP* (9.000.000 F CFP) représentant 40 % de l'opération subventionnée. La commune de Mahina est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1428 PR du 18 décembre 1998.— Le territoire de la Polynésie française accepte d'apporter son concours financier à la commune de Tubuai pour le projet de chloration de l'eau des communes associées de Mataura et de Taahuaia dont le coût est estimé à *douze millions cinq cent quarante-cinq mille quatre cent un francs CFP* (12.545.401 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *deux millions quatre cent quarante-neuf mille quatre cent vingt-cinq francs CFP* (2.449.425 F CFP) représentant 19,52 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Tubuai s'engage à financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1429 PR du 18 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'étude de reconnaissance des ressources des eaux souterraines de Faie, Fiti, Haapu, Maroe et Parea dont le coût est estimé à *trente-six millions de francs CFP* (36.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *dix millions huit cent mille francs CFP* (10.800.000 F CFP) représentant 30 % de l'opération subventionnée. La commune de Huahine est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1430 PR du 18 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Moorea-Maiao pour l'acquisition de 90 citernes de 7,5 m3 destinées à l'île de Maiao dont le coût est estimé à *vingt-cinq millions de francs CFP* (25.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *huit millions deux cent cinquante mille francs CFP* (8.250.000 F CFP) représentant 33 % de l'opération subventionnée. La commune de Moorea-Maiao est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1431 PR du 18 décembre 1998.— Le territoire de la Polynésie française accepte d'apporter son concours financier à la commune de Taputapuata pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire d'intervention affecté à son service hydraulique d'un coût estimé à *quatre millions sept cent cinquante mille francs CFP* (4.750.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *quatre millions sept cent cinquante mille francs CFP* (4.750.000 F CFP) représentant 100 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Taputapuata s'engage à financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût réel d'acquisition atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune de Taputapuata est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien de l'équipement acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1432 PR du 18 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Takaroa pour l'acquisition de 40 citernes de 7,5 m³ estimées à *neuf millions huit cent cinquante-quatre mille six cent quatre-vingts francs CFP* (9.854.680 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *un million neuf cent soixante-dix mille neuf cent trente-six francs CFP* (1.970.936 F CFP) représentant 20 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Takaroa est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1433 PR du 18 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hiva Oa pour la réalisation de l'étude pour la recherche de nouvelles ressources en eau potable estimée à *trois millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent francs CFP* (3.986.100 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *un million cent quatre-vingt-quinze mille huit cent trente francs CFP* (1.195.830 F CFP) représentant 30 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Hiva Oa est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1469 PR du 22 décembre 1998.— L'article 4 de l'arrêté n° 736 PR du 6 août 1996 modifié constatant la désignation des représentants des associations et organismes à caractère économique, familial, scientifique, culturel, éducatif et sportif, est ainsi modifié :

Au lieu de : Fédération des associations des parents d'élèves de l'enseignement protestant, 1 siège, représentée par M. Régis Salmon ;

Lire : Fédération des associations des parents d'élèves de l'enseignement protestant, 1 siège, représentée par M. Michel Dudes.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1471 PR du 22 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Taiarapu-Est pour l'acquisition d'équipements destinés à la collecte et au transport des ordures ménagères et déchets divers dans la commune associée de Afaahiti dont le coût total est estimé à *vingt et un millions quatre cent neuf mille neuf cents francs CFP* (21.409.900 F CFP).

Les équipements à acquérir sont détaillés ci-après :

- un camion à benne d'une capacité de 7 m³ à 4 roues motrices 13.250.000 F CFP
- un chargeur-excavateur à 4 roues motrices 8.159.900 F CFP

Le concours financier du territoire est plafonné à *dix-neuf millions deux cent soixante-huit mille neuf cent dix francs CFP* (19.268.910 F CFP) représentant 90 % de l'opération subventionnée.

La commune de Taiarapu-Est est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur à l'estimation, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Taiarapu-Est selon les modalités suivantes :

- 100 % à la réception définitive des équipements subventionnés et sur production d'un relevé des mandats émis par la commune dans le cadre de ces acquisitions.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation des équipements subventionnés sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1473 PR du 23 décembre 1998.— Le territoire de la Polynésie française accepte d'apporter son concours financier à la commune de Pirae pour l'extension du cimetière communal estimée à *quarante-neuf millions quatre cent mille francs CFP* (49.400.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *trente millions neuf cent mille francs CFP* (30.900.000 F CFP) représentant 62,55 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Pirae s'engage à financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Pirae sous réserve que celle-ci justifie au territoire qu'elle dispose de toutes les autorisations administratives et réglementaires exigées pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages subventionnés et d'un droit réel sur l'emprise des terrains concernés par l'opération.

- 50 %, soit quinze millions quatre cent cinquante mille francs CFP (15.450.000 F CFP) à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune et sur production des documents relatifs aux autorisations administratives et réglementaires précitées ;
- deux tranches de 20 % au fur et à mesure de la justification de la réalisation de 80 % des dépenses de la tranche précédente attestée par un relevé des mandats émis, jusqu'à concurrence de 90 % du plafond défini ci-dessus ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1474 PR du 23 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour la rénovation des trottoirs des voies communales : Tematahi-Temarii, Taote-Tefaatau, Frédéric-Gadiot et Tihoni-Tefaatau estimée à dix-huit millions de francs CFP (18.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à dix millions huit cent mille francs CFP (10.800.000 F CFP) représentant 60 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Pirae est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Pirae dans les conditions suivantes :

- 50 %, soit cinq millions quatre cent mille francs CFP (5.400.000 F CFP) à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune ;
- deux tranches de 20 % au fur et à mesure de la justification de la réalisation de 80 % des dépenses de la tranche précédente attestée par un relevé des mandats émis, jusqu'à concurrence de 90 % du plafond défini ci-dessus ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1475 PR du 23 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour la réalisation de forages d'exploitation dans la vallée de Nahoata dont le coût est estimé à cinquante et un millions de francs CFP (51.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à dix-sept millions de francs CFP (17.000.000 F CFP) représentant 33,33 % de l'opération subventionnée. La commune de Pirae est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Pirae sous réserve que celle-ci justifie au territoire qu'elle dispose de toutes les autorisations administratives et réglementaires exigées pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages subventionnés et d'un droit réel sur l'emprise des terrains concernés par l'opération.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 %, soit huit millions cinq cent mille francs CFP (8.500.000 F CFP) à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune et sur production des documents relatifs aux autorisations administratives et réglementaires précitées ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;

- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1476 PR du 23 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour la réfection du plateau sportif et de la cour de l'école primaire du Taaone estimée à *sept millions six cent mille francs CFP* (7.600.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *six millions quatre-vingt mille francs CFP* (6.080.000 F CFP) représentant 80 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Pirae est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Pirae dans les conditions suivantes :

- 30 %, soit *un million huit cent vingt-quatre mille francs CFP* (1.824.000 F CFP) à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune ;
- trois tranches de 20 % au fur et à mesure de la justification de la réalisation de 80 % des dépenses de la tranche précédente attestée par un relevé des mandats émis, jusqu'à concurrence de 90 % du plafond défini ci-dessus ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1477 PR du 23 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour l'acquisition d'un véhicule de transport en commun estimée à *neuf millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents francs CFP* (9.399.300 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *six millions cinq cent soixante-dix-neuf mille francs CFP* (6.579.000 F CFP) représentant 69,99 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Pirae est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Pirae dans les conditions suivantes :

- 100 % à la réception définitive de la commande.

Dans l'hypothèse où la réception de la commande n'a pas été opérée dans le délai de deux (2) ans à compter de la date de publication du présent arrêté, les dispositions deviennent caduques.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1478 PR du 23 décembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Taiarapu-Est pour la réalisation de l'étude pour la recherche de nouvelles ressources en eaux souterraines au plateau de Taravao estimée à *quatre millions huit cent dix mille cent francs CFP* (4.810.100 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *deux millions cent soixante-quatre mille cinq cent quarante-cinq francs CFP* (2.164.545 F CFP) représentant 45 % du coût estimatif de l'opération subventionnée. La commune de Taiarapu-Est est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Taiarapu-Est dans les conditions suivantes :

- 50 %, soit *un million quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-treize francs CFP* (1.082.273 F CFP) à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune ;
- deux tranches de 20 % au fur et à mesure de la justification de la réalisation de 80 % des dépenses de la tranche précédente attestée par un relevé des mandats émis, jusqu'à concurrence de 90 % du plafond défini ci-dessus ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifié du 4 août 1997).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des équipements acquis avec le concours du territoire.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 1444 PR du 22 décembre 1998.— L'article 1er de l'arrêté n° 737 PR du 7 septembre 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française est modifié comme suit :

- Mlle Chimin Marianne, auxiliaire de soins principal de 2e classe, à la direction de la santé (service de médecine préventive), à compter du 19 avril 1997.

Par arrêté n° 1445 PR du 22 décembre 1998.— Les agents de 3e ou 4e catégorie figurant sur la liste ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs de la fonction publique de la Polynésie française :

- Mlle Alona Nicole, adjoint administratif principal de 1re classe, au service des affaires sociales, à compter du 3 septembre 1997 ;
- Mlle Amaru Germaine, adjoint administratif principal de 2e classe, au service des affaires sociales, à compter du 7 août 1997 ;

- Mme Haapaitahaa Mirna, adjoint administratif principal de 1re classe, à la direction de la santé (service de médecine préventive), à compter du 10 février 1998 ;
- M. Mapuna André, adjoint administratif principal de 1re classe, au service de l'éducation, à compter du 17 novembre 1997 ;
- Mme Matehau Averii épouse Pifao, adjoint administratif principal de 2e classe, à la direction de la santé (circonscription médicale de Tahiti), à compter du 17 février 1998 ;
- Mme Moua Maeva épouse Coulon, adjoint administratif principal de 1re classe, au contrôle des dépenses engagées, à compter du 12 mars 1998 ;
- Mme Poignant Marie-France épouse Aunoa, adjoint administratif principal de 1re classe, au service du tourisme, à compter du 16 décembre 1997 ;
- Mme Poroi Uerii épouse Archer, adjoint administratif principal de 2e classe, à la direction de la santé (service de médecine préventive), à compter du 15 avril 1998 ;
- Mme Tauru Noëlla épouse Teaotea, adjoint administratif principal de 1re classe, à la direction des affaires foncières, à compter du 1er juillet 1997 ;
- M. Teaotea Max, adjoint administratif principal de 1re classe, à la direction des affaires foncières, à compter du 1er juillet 1997 ;
- Mme Teihotu Pauline, adjoint administratif principal de 1re classe, à la direction des affaires foncières, à compter du 1er décembre 1997 ;
- Mme Utia Perine épouse Ly-Sao, adjoint administratif, à la direction des affaires foncières, à compter du 28 mai 1998 ;
- Mme Wongue Alice épouse Roller, adjoint administratif principal de 1re classe, au service du tourisme, à compter du 27 octobre 1997.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 9473 MFR du 22 décembre 1998.— Il est délégué à chaque ministère et par chapitre, les crédits de paiement mentionnés dans l'annexe ci-jointe.

ANNEXE à l'arrêté portant délégation des crédits de paiement 1998

Tableau n° 16-98

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR	160.000.000	19.000.000			38.000.000						20.000.000	200.000.000			428.000.000
APF															0
CESC															0
VP			2.000.000												2.000.000
MFR	132.370.195				3.000.000.000	18.517.960								6.239.000.000	9.389.888.155
MAA															0
MEC											158.000.000		100.000.000		258.000.000
MED				112.940.309											112.940.309
MEF	20.000.000														20.000.000
MSF															0
MEQ		150.000.000	4.999.801			420.408.000	50.000.000								625.407.801
MIL															0
MJS											340.420.000				340.420.000
MSP											70.000.000				70.000.000
MAG					122.463.696						153.200.000				305.663.696
MCE								100.257.545	-682	30.000.000				49.885.000	150.142.545
MMA											6.454.545				6.454.545
MEN										30.000.000			835.000.000		865.000.000
MTR															0
Cp. comm.															0
Total	312.370.195	160.000.000	6.999.801	112.940.309	3.160.463.696	438.925.960	50.000.000	100.257.545	-682	60.000.000	746.074.545	200.000.000	984.885.000	6.239.000.000	12.571.918.389

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME**

ARRETE n° 1448 PR du 22 décembre 1998 ordonnant la relance de l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Mahina.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 448 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 portant création du service de l'urbanisme ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 472 PR du 14 novembre 1995 ordonnant l'établissement du plan général d'aménagement de la commune de Mahina ;

Vu la délibération municipale n° 47-94 du 22 décembre 1994 portant mise en œuvre des dispositions nécessaires à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Mahina ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 37-95 du 28 septembre 1995 relative à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Mahina ;

Vu le courrier du député-maire de la commune de Mahina n° 951 MAH 98 du 1er décembre 1998 relative à la relance de l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Mahina,

Arrête :

Article 1er.— L'élaboration du plan général d'aménagement telle que décrite dans l'arrêté n° 472 PR du 14 novembre 1995 est relancée.

Art. 2.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 décembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
Gaston TONG SANG.*

ARRETE n° 9488 MAA du 23 décembre 1998 complétant l'arrêté n° 3899 MAA du 25 juin 1998 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers.

Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 448 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et plus particulièrement les chapitres 4 et 6 de son livre I ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1998 portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 719 CM du 22 juillet 1994 portant organisation du service de l'administration et du développement des archipels et plus particulièrement l'article 11, alinéa 2 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 306 CM du 27 mars 1995 portant nomination de M. Paul Dantu en qualité de chef du service de l'urbanisme,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 3899 MAA du 25 juin 1998 sont complétées comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Katty Fournier, délégation est donnée à M. Yannick Ebb, administrateur par intérim de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, à l'effet de présider la conférence consultative des permis de construire.

Art. 2.— Les autres dispositions de l'arrêté n° 3099 MAA du 25 juin 1998 restent inchangées.

Art. 3.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 1998.
Gaston TONG SANG.

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,
DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,
DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION
PORTUAIRE DES ILES DU VENT**

Par arrêté n° 9490 MEC du 23 décembre 1998.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, l'entreprise désignée ci-après est attributaire de l'aide suivante :

Dénomination de l'entreprise : Rangimakea Mataae.

N° R.C. : 26.343 A.

N° Tahiti : 172.734.

Montant de l'aide accordée (en F CFP) : 850.000.

L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

Par arrêté n° 9491 MEC du 23 décembre 1998.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes :

Dénomination de l'entreprise	N° R.C.	N° Tahiti	Montant de l'aide accordée (en F CFP)
Blin Alain	32.101 A	468.637	500.000
Brown Eloise Leila	31.475 A	461.814	150.000
Chevrier Thomas	29.044 A	421.917	600.000
Deane Anthony Talau	31.466 A	143.024	200.000
Entreprise funéraire Vonbalou	28.006 A	226.159	500.000
Olivier Créations/Giraud Olivier	31.121 A	402.123	500.000
Pau Thierry	31.575 A	129.619	500.000
Raufaure Teritutea	31.133 A	457.093	200.000
S.A.R.L. Milord	6.286 B	409.250	500.000
Tavaroa Rodolph	31.455 A	460.493	300.000
Teikiohe Jean	31.877 A	466.565	150.000
Teiri Lydia	31.866 A	294.884	300.000

L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Par arrêté n° 9445 MEF du 21 décembre 1998.— Le bénéfice de la dérogation au principe du repos dominical est accordé pour le dimanche 20 décembre 1998 aux participants

ci-après dont les demandes de dérogation temporaire ont été présentées par DB Communication, organisateur du 4e salon de Noël à la salle Aorai Tini Hau à Pirae :

Action Set ; S.A.R.L. Bleu Corail Tahiti ; Canal Polynésie S.A. ; Société de Distribution d'équipements affiliée Conforama ; Covecolor ; Discount Distribution ; Disne Mode ; Dyna Lectric ; S.N.C. F.C.P. à l'enseigne de Fare du Collectionneur et de la Perle ; Fashion Trading ; Galaxie Games ; E.U.R.L. Le Grand Bazar ; Magasin Giga ; E.U.R.L. Hiro Import ; Horlogerie Alpha ; S.N.C. Isatis à l'enseigne de La Hotte du Père Noël ; I.T.E.M. ; S.A.R.L. Javea ; J.P. Simon ; J.F. Ferrandon ; Magic Land ; S.A.R.L. Maimiti (magasin California) ; Maison Aurore ; Mondial Import ; Pacifique Cristal ; Patrice Raisin ; S.A. Pacific Beverage Company ; Photo Gauguin ; S.A.R.L. Prodis ; S.N.C. Tracqui (Scooter Center) ; Shop 2000 ; Sigma équipement ; Silverland Import ; Société Tahitienne d'Automobiles ; Tahiti Cycles ; Société de Distribution Automatique à l'enseigne de Premium Water ; Tahiti Pro-Gadgets ; Tahiti Sport ; Tahitian Tiki ; T.A.V.T. ; Téléfenua S.A. ; Titan Créations ; Vahine Tahiti Import ; Vaimato S.A. ; Y.O.S.

Par arrêté n° 9446 MEF du 21 décembre 1998.— Le bénéfice de la dérogation au principe du repos dominical est accordé pour le dimanche 20 décembre 1998 à Brico Déco S.A. (Bricogite).

Par arrêté n° 9447 MEF du 21 décembre 1998.— Le bénéfice de la dérogation au principe du repos dominical est accordé pour le dimanche 20 décembre 1998 à l'E.U.R.L. Le Grand Bazar (Magasin Giga).

**MINISTÈRE DE LA SOLIDARITE
ET DE LA FAMILLE**

ARRETE n° 9448 MSF du 21 décembre 1998 portant délégation de signature du ministre de la solidarité et de la famille à Mme Armelle Merceron, chef du service des affaires sociales.

Le ministre de la solidarité et de la famille,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 204 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de la solidarité et de la famille ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1918 PEL du 7 août 1963 portant réorganisation du service des affaires sociales de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-47 AT du 29 avril 1987 portant réglementation de l'attribution des secours accordés sur le budget du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1143 CM du 25 octobre 1996 fixant la composition de la commission des secours ;

Vu l'arrêté n° 1469 CM du 26 décembre 1997 nommant Mme Armelle Merceron, chef du service des affaires sociales,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Armelle Merceron, chef du service des affaires sociales, à l'effet de signer au nom du ministre de la solidarité et de la famille, dans la limite de ses attributions tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes.

Art. 2.— En particulier, Mme Armelle Merceron est habilitée à signer les actes ci-après détaillés :

I - Actes relevant de la gestion financière :

- engagements et liquidations des dépenses relatives à la gestion courante du service imputées sur le budget de la Polynésie française.

II - Actes relevant de la gestion courante :

- notes au personnel ;
- notes ou correspondances aux usagers du service et aux autorités ;
- communiqués aux médias dans l'exercice des fonctions du service ;
- admission au Centre d'hébergement pour personnes âgées ;
- décisions de placement d'enfants dans les familles d'accueil ;
- organisation des concours d'admission dans les différentes formations de travailleurs sociaux ;
- décisions attribuant les différentes sortes de secours réglementés par la délibération n° 87-47 AT du 29 avril 1987 jusqu'à concurrence de cent cinquante mille francs (150.000).

III - Actes relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- congés de toute nature ;
- autorisation d'absence exceptionnelle de toute nature ;
- ordres de déplacements et réquisitions à l'intérieur du territoire ;
- justificatifs de communication internationale ;
- propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements à l'ancienneté ;
- sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, sauf pour les agents de 1^{re} catégorie ;
- mutations à l'intérieur du service.

IV - Actes relevant des compétences du chef du service des affaires sociales en matière de protection sociale, de formation et d'action sociale :

- contrôle de légalité du régime de solidarité territoriale et engagement de dépenses financées par le fonds d'action sociale de ce régime ;
- coordination des formations en travail social ;
- contrôle pédagogique et de gestion des centres médico-socio-éducatifs et des centres d'hébergement pour personnes âgées ;
- décisions de placements administratifs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Armelle Merceron, M. Roger Bonnacaze est habilité à signer l'ensemble des actes ci-dessus détaillés.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Armelle Merceron et de M. Roger Bonnacaze, Mme Dorianne Temarii est habilitée à signer l'ensemble des actes ci-dessus détaillés.

Art. 5.— Les dispositions de l'arrêté n° 127 MSO du 9 janvier 1998 portant délégation de signature du ministre de la solidarité et de la famille à Mme Armelle Merceron, chef du service des affaires sociales, sont abrogées.

Art. 6.— Le ministre de solidarité et de la famille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 21 décembre 1998.
Béatrice VERNAUDON.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS PORTUAIRES

Par arrêté n° 9453 MEQ du 22 décembre 1998.— Est désignée et versée sur le compte bancaire de Mme Tara Tehina Tehaihai veuve Hamblin, mandataire d'une procuration de ses enfants, une partie des indemnités d'expropriation relatives aux terres Otika n° 141 et Otika n° 144 conformément au tableau ci-après :

Désignation des arrêtés de consignation	Nom de la terre	Nom des ayants droit	Indemnités à déconsigner en F CFP
Arrêté n° 3967 AC.DIR.INFRA du 8 juillet 1976	Otika n° 141	Mme Tehina Tehaihai veuve Hamblin, mandataire de ses enfants	94.243
	Otika n° 144	Mme Tehina Tehaihai veuve Hamblin, mandataire de ses enfants	116.426
Arrêté n° 5163 AC.DIR.INFRA du 17 septembre 1982	Otika n° 141	Mme Tehina Tehaihai veuve Hamblin, mandataire de ses enfants	74.048
	Otika n° 144	Mme Tehina Tehaihai veuve Hamblin, mandataire de ses enfants	91.477

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 9463 MSR/Santé du 22 décembre 1998.— Mme Valentine Teotahi est autorisée à ouvrir une crèche sise à Papeete, à côté de l'école primaire de la Mission, dénommée "Pitti Patta".

Mme Valentine Teotahi est agréée en qualité de responsable chargée de la direction de cet établissement.

Le nombre maximum d'enfants admis dans l'établissement est fixé à 17 enfants préscolaires plein temps et 5 préscolaires mi-temps.

Par arrêté n° 9464 MSR/Santé du 22 décembre 1998.— Mme Béatrice Parmentier est autorisée à ouvrir une crèche sise à Paea, P.K. 23,800, côté montagne, quartier Chapman, dénommée "La Pirouette".

Mme Béatrice Parmentier est agréée en qualité de responsable chargée de la direction de cet établissement.

Le nombre maximum d'enfants admis dans l'établissement est fixé à 10 enfants préscolaires plein temps.

Par arrêté n° 9465 MSR/Santé du 22 décembre 1998.— Mme Lina Maoni est autorisée à ouvrir une crèche garderie périscolaire sise à Fautaua, Papeete, en face de la dépêche de Tahiti, quartier Maoni, dénommée "Paiea".

Mme Lina Maoni est agréée en qualité de responsable chargée de la direction de cet établissement.

Le nombre maximum d'enfants admis dans l'établissement est fixé à 25 enfants préscolaires plein temps et 60 scolaires.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Par arrêté n° 9489 MAG du 23 décembre 1998.— Une subvention de 250.000 F CFP (*deux cent cinquante mille francs*), au titre de la création d'entreprise, est attribuée à Mme Cosgrove Eléonore, née le 19 novembre 1946, demeurant à Papetoai, Moorea, pour des cultures d'agrumes (0,8 ha) et arbres fruitiers divers (0,2 ha), soit 250.000 F CFP de prime.

Le taux d'aide est plafonné à 60 % de l'investissement primordial.

La subvention est versée en 2 fois :

- une avance de 50 % à la signature du présent arrêté, soit 125.000 F CFP ;
- le solde, soit 125.000 F CFP après la réalisation de l'investissement.

L'intéressée dispose d'un an pour réaliser son investissement.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 31 décembre 1998 au 13 janvier 1999 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
Belgique	1 franc belge	2,95
Suisse	1 franc suisse	74,62
Italie	100 lire	6,15
Etats-Unis d'Amérique	1 dollar	102,44
Australie	1 dollar	62,20
Nouvelle-Zélande	1 dollar	53,25
Canada	1 dollar canadien	66,09
Hong Kong	1 dollar	13,22
Singapour	1 dollar	61,78
Fidji	1 dollar	51,62
Allemagne	1 deutsche mark	60,97
Pays-Bas	1 florin	54,11
Suède	1 couronne suédoise	12,58
Norvège	1 couronne norvégienne	13,38
Danemark	1 couronne danoise	16,02
Autriche	1 schilling	8,66
Espagne	1 peseta	0,71
Portugal	1 escudo	0,59
Japon	100 yens	88,44
Grande-Bretagne	1 livre sterling	171,56
Ecu européen	1 Ecu	119,74
Euro	—	—

COMMISSION TERRITORIALE DES IMPOTS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL N° 1-98 de la réunion de la commission territoriale des impôts.

La commission territoriale des impôts, en sa séance du 8 décembre 1998,

Vu les articles 431-1 et suivants du code des impôts relatifs à la commission territoriale des impôts ;

Vu l'arrêté n° 421 CM du 22 avril 1997 portant désignation des membres de la commission territoriale des impôts ;

Vu l'extrait du procès-verbal n° 1-1-97 de la commission territoriale des impôts publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 29 mai 1997, page 1042 ;

A procédé à l'élection de son président et de son vice-président,

Ont été élus :

Président de la commission : M. Daniel Palacz (1), vice-président de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers, B.P. 156, Papeete.

Vice-président de la commission : M. Richard Boyer, chef du service du développement, de l'industrie et des métiers, B.P. 20728, Papeete.

Pour extrait,
Daniel PALACZ.

(1) Président de la Chambre syndicale des métiers du génie civil et des travaux publics.

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

AVIS N° 1390 MAA

En application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 A'T du 13 décembre 1990, il est porté à la connaissance du public que les sections des communes citées ci-après sont soumises à la conservation cadastrale :

Commune de Papeete :

- sections : EP - ER - ES - ET - EV - EX - EY - EZ - DD ;

Commune de Nuku Hiva (Taiohae) (îles Marquises) :

- sections : AA - AB - AC - AD - AG - AH - AI - AK ;

Commune de Taiarapu-Ouest (Toahotu) :

- sections : AH - AI - AK - AL - AM.

Les terres situées dans ces zones devront être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du nouveau cadastre (commune, section, numéro de parcelle, nom de la terre, surface).

Fait à Papeete, le 16 décembre 1998.

*Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
Gaston TONG SANG.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES
AU REGISTRE DU COMMERCE
PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1998

N° 32.486-A du 2 Agnie Hilarion
N° 32.487-A du 2 Bloch Yves Guy Raymond
N° 32.488-A du 2 Chung Fava Bernard Jean Luc
N° 32.489-A du 2 Chung Si Nam Johanna épouse Tahiat
N° 32.490-A du 2 Kaimuko Tareina Tupuraa épouse Punu
N° 32.491-A du 2 Labaste Emile
N° 32.492-A du 2 Mapuhi Blandine Maire épouse Matapo
N° 32.493-A du 2 Maraearo L'Indhof
N° 32.494-A du 2 Rere Henri
N° 32.495-A du 2 Richmond John Tiamatahi
N° 32.496-A du 2 Roopinia Sonia
N° 32.497-A du 2 Teatua Teunarii Auguste
N° 32.498-A du 2 Tanematea Célestine
N° 32.499-A du 2 Tarahu Geoffrey Monoa
N° 32.500-A du 2 Tautu Auguste Tane
N° 32.501-A du 2 Tautu Augustine
N° 32.502-A du 2 Teripaia Gwen
N° 32.503-A du 2 Ateo Rosine épouse Tupana
N° 32.504-A du 2 Fatoa Félix Porie
N° 32.505-A du 2 Parker Angélo Teva
N° 32.506-A du 2 Pater épouse Taiarui Julie Moea
N° 32.507-A du 2 Patia Raihei
N° 32.508-A du 2 Tetoe Orama Hugoline
N° 32.509-A du 3 Afo Michel Matahi
N° 32.510-A du 3 Afo Yvon
N° 32.511-A du 3 Aiamu Siméon Iotaua
N° 32.512-A du 3 Taiarui Georges
N° 32.513-A du 3 Kavera Johanna Tauhiti

N° 32.514-A du 3 Dadouat Rachita épouse Revest
N° 32.515-A du 3 Afereti Milton Taehau
N° 32.516-A du 3 Airima Tehamaru épouse Chung Si Nam
N° 32.517-A du 3 Brillat Chang Michaël
N° 32.518-A du 3 Chongaud Vatea
N° 32.519-A du 3 Estall Titava Olivia épouse Labaste
N° 32.520-A du 3 Hanere Antonio
N° 32.521-A du 3 Kaiha Kehuatua Grégoire
N° 32.522-A du 3 Labaste Jean-Claude
N° 32.523-A du 3 Labaste Norbert
N° 32.524-A du 3 Labaste Sylvia
N° 32.525-A du 3 Langomazino Jean-Michel Terihitimaiera
N° 32.526-A du 3 Maopi Teuru
N° 32.527-A du 3 Papara épouse Estall Sophie
N° 32.528-A du 3 Patia épouse Teaha Hitirere
N° 32.529-A du 3 Raihauti Edwira Eugénie Animaevaua
N° 32.530-A du 3 Rochette Michel Tetuanui
N° 32.531-A du 3 Rochette Weena Hinatea
N° 32.532-A du 3 Rongomate Willy Noël
N° 32.533-A du 3 Teatua Tunui Carl Roben
N° 32.534-A du 3 Taimana Henriette Maeva
N° 32.535-A du 3 Tanematea Julie épouse Tautu
N° 32.536-A du 3 Tapati Miriama épouse Teamotuaitau
N° 32.537-A du 3 Tauhiro Myriama épouse Teaha
N° 32.538-A du 3 Taulu épouse Tuhiti Juliana Farerai
N° 32.539-A du 3 Tauotaha Lani
N° 32.540-A du 3 Teaua Alexandra Hana
N° 32.541-A du 3 Teaua Félix
N° 32.542-A du 3 Teaua Gladis Vaite
N° 32.543-A du 3 Terilemaurerei Orairai
N° 32.544-A du 3 Tetumu Marc
N° 32.545-A du 3 Tetooa Terouru épouse Tetuaroa

N° 32.546-A du 3 Tetumu Paul Tuarae
 N° 32.547-A du 3 Tetuaaraia Tehani Bruno
 N° 32.548-A du 3 Teuira Joachim Tereihau
 N° 32.549-A du 3 Teuira Lucien Taaroa
 N° 32.550-A du 3 Tong Sang Jeannette épouse Leou Tham
 N° 32.551-A du 3 Tuahu Emiline Mateha épouse Walker
 N° 32.552-A du 3 Tutavae Antoine
 N° 32.553-A du 3 Vahine Gérard Maere
 N° 32.554-A du 4 Chave Tehea May Beremine
 N° 32.555-A du 4 Hauata épouse Mataarere Teroroti Haupuni
 N° 32.556-A du 4 Haupuni Lucien Taropapa
 N° 32.557-A du 4 Laugeon Nicolas
 N° 32.558-A du 4 Lizard Valérie Laurence
 N° 32.559-A du 4 Maraearo Irana Sabine
 N° 32.560-A du 4 Mauriere Annilise Tiare
 N° 32.561-A du 4 Ng Kwai Susi Julien
 N° 32.562-A du 4 Orirau Paul Onau a Teihoarii
 N° 32.563-A du 4 Petit Olivier Michel Marie
 N° 32.564-A du 4 Pia épouse Farauru Navemany Michèle
 N° 32.565-A du 4 Roital Léonce
 N° 32.566-A du 4 Rollais Robert
 N° 32.567-A du 4 Rossard Claire Anna
 N° 32.568-A du 4 Teahu Jean Iotua
 N° 32.569-A du 4 Teakarotu Saturnin
 N° 32.570-A du 4 Tehui Claude
 N° 32.571-A du 4 Tere Charles Tahite
 N° 32.572-A du 4 Tetoola Maheata Manua
 N° 32.573-A du 4 Tiatoa Paloma épouse Ioane
 N° 32.574-A du 4 Tiatoa Roti Denise épouse Taeataata
 N° 32.575-A du 4 Wong Lam Graziella Helata
 N° 32.576-A du 4 Auch Ruita
 N° 32.577-A du 4 Mahai Tiresa épouse Tavi
 N° 32.578-A du 5 Wong Manuel Tiaehau
 N° 32.579-A du 5 Hanere Ioana Laita épouse Kana
 N° 32.580-A du 5 Nicolas Michel Gabriel
 N° 32.581-A du 5 Paari Jules
 N° 32.582-A du 5 Pou Marceline Rita épouse Wong
 N° 32.583-A du 5 Teumere Moe
 N° 32.584-A du 5 Tiaihau Teuira
 N° 32.585-A du 5 Belcastro Armand
 N° 32.586-A du 5 Mahea Tapuotei Lucie
 N° 32.587-A du 5 Mataiki Florence Kahau épouse Teikiotui
 N° 32.588-A du 5 Moke Joséphine épouse Heitaa
 N° 32.589-A du 5 Pita Teuira Suzanne
 N° 32.590-A du 5 Teikihokatoua Jules Tonato
 N° 32.591-A du 5 Atae Titiri Perrina Odette
 N° 32.592-A du 5 Benoît Carine Sophie
 N° 32.593-A du 5 Marae Keta
 N° 32.594-A du 5 Neuffer Aline
 N° 32.595-A du 5 Poroi Gabriel
 N° 32.596-A du 5 Teura Immanuel
 N° 32.597-A du 5 Tunoa Martine Maïana
 N° 32.598-A du 5 Guilloumy Nicole Catherine
 N° 32.599-A du 5 Martinez Jean André
 N° 32.600-A du 5 Salmon Marie Claude épouse Tefaaora
 N° 32.601-A du 5 Tavae Ronald
 N° 32.602-A du 5 Cummings Yannick
 N° 32.603-A du 5 Fat Jacob
 N° 32.604-A du 5 Germain Soleyva Ranivaho
 N° 32.605-A du 5 Gooding Paule Tehina
 N° 32.606-A du 5 Isnard Victor Marii
 N° 32.607-A du 5 Maïti Mathilde Haamoe épouse Matitai
 N° 32.608-A du 5 Mamatui Paraki épouse Beisswenger
 N° 32.609-A du 5 Marama Moerai Théodore
 N° 32.610-A du 5 Scheffer Carole Annie Juliette
 N° 32.611-A du 5 Serafini William Antoine Gérard
 N° 32.612-A du 5 Aitamai Anne
 N° 32.613-A du 5 Taratua Bruno Tama

N° 32.614-A du 5 Taratua Roona Terihaumea
 N° 32.615-A du 5 Thompson Joe Walter
 N° 32.616-A du 5 Tevivirau Teumere
 N° 32.617-A du 5 Tchong Tam Harrys
 N° 32.618-A du 5 Tiapari Fara Rehia Joséphine
 N° 32.619-A du 5 Van Bastolaer Heifara Guy
 N° 32.620-A du 5 Vergne Sébastien
 N° 32.621-A du 5 Williams Feteri
 N° 32.622-A du 10 Vane Christine épouse Paari
 N° 32.623-A du 10 Vahine Kalliana
 N° 32.624-A du 10 Tung Ah Sam Léo
 N° 32.625-A du 10 Tsing Yung Sing Alieria Goinndo
 N° 32.626-A du 10 Toi Irène
 N° 32.627-A du 10 Timau Emmanuelle Vahinearii épouse Bellais
 N° 32.628-A du 10 Teviri Charles Farluriu
 N° 32.629-A du 10 Teo Jannie épouse Touatini
 N° 32.630-A du 10 Teikiehuopoko Cyrille Hugues
 N° 32.631-A du 10 Tena Nanai Michel
 N° 32.632-A du 10 Teiefitu Edgar Tetaaotetua
 N° 32.633-A du 10 Tehaamana Alice
 N° 32.634-A du 10 Teakarotu Berthe
 N° 32.635-A du 10 Tearaimoana Azélie
 N° 32.636-A du 10 Tchong Pascal
 N° 32.637-A du 10 Taumihau Elnora épouse Faara
 N° 32.638-A du 10 Roura Frita
 N° 32.639-A du 10 Robinson Marie Adèle épouse Tiaipoi
 N° 32.640-A du 10 Putahe Marcel
 N° 32.641-A du 10 Putaore Hamilton Nuimaru
 N° 32.642-A du 10 Oxenham Noéline Janet épouse Palmer
 N° 32.643-A du 10 Orlandi Graziella Maire
 N° 32.644-A du 10 Opuhi Médéric
 N° 32.645-A du 10 Maihi Maire
 N° 32.646-A du 10 Lopez Bernard Yves
 N° 32.647-A du 10 Katupa Tetuihocaki François
 N° 32.648-A du 10 Ioane Henriette Rito Marula
 N° 32.649-A du 10 Huchon Gabrielle épouse Desanti
 N° 32.650-A du 10 Horley Vaima Denise
 N° 32.651-A du 10 Hees Stéphane Philippe
 N° 32.652-A du 10 Coppenrath Vaitiare Rarahu Danny épouse Turiano
 N° 32.653-A du 10 Clark Vahinetua Ghislaine
 N° 32.654-A du 10 Ah Lo Augustin Moni
 N° 32.655-A du 10 Maraetefau Alexandrine épouse Aritai
 N° 32.656-A du 10 Aitamai Rina
 N° 32.657-A du 10 Faarua Gilbert Huia
 N° 32.658-A du 10 Harua Maurice
 N° 32.659-A du 10 Harua Tahitua
 N° 32.660-A du 10 Huria Manate
 N° 32.661-A du 10 Huria Mélanie
 N° 32.662-A du 10 Lemaire Helman Tainoa
 N° 32.663-A du 10 Lemaire Noémi Mareta
 N° 32.664-A du 10 Otto Maxime
 N° 32.665-A du 10 Panapa Terorohearii épouse Mairau
 N° 32.666-A du 10 Picard Bianca Raita
 N° 32.667-A du 10 Tearoha Tunui Janine Christina
 N° 32.668-A du 10 Tehei Betty
 N° 32.669-A du 10 Tehihira Malau
 N° 32.670-A du 10 Tepa John Edward Paepaetaata
 N° 32.671-A du 10 Teritahi Tercia
 N° 32.672-A du 10 Terorohaeupa Richmond
 N° 32.673-A du 10 Tuuhia Eléonore épouse Tauraatua
 N° 32.674-A du 10 Teuru Mati Tagaroa
 N° 32.675-A du 10 Young Vong Jeanne Tevahine
 N° 32.676-A du 12 Liou Manuel
 N° 32.677-A du 12 Houchard Bernard Auguste
 N° 32.678-A du 12 Ah Sam Simon
 N° 32.679-A du 12 Barsinas Luciano Uki
 N° 32.680-A du 12 Cabot Jean Emile
 N° 32.681-A du 12 Faucon Jean Louis Denis Robert

N° 32.682-A du 12 Huveke Marcel Léon Teapua
 N° 32.683-A du 12 Kautai Elisabeth Titihaa
 N° 32.684-A du 12 Phelepp Gwendal
 N° 32.685-A du 12 Raedemaeker Philippe Louis Marie
 N° 32.686-A du 12 Teikiteetini Patrick
 N° 32.687-A du 12 Vaiaaui Jonas Teikeheepokoteuatoahu
 N° 32.688-A du 12 Aiamu Arnaldo Charles
 N° 32.689-A du 12 Bonno Ferdinand Laurent
 N° 32.690-A du 12 Flores Tehani Paloma épouse Saminadame
 N° 32.691-A du 12 Heiny Patrice
 N° 32.692-A du 12 Mai Florina Teura
 N° 32.693-A du 12 Ly Hong Wai William
 N° 32.694-A du 12 Mervin Alexandre Teriitaumanua
 N° 32.695-A du 12 Tapeta Hoïore Justine Diana Moehau épouse Rameha

N° 32.696-A du 12 Tatoa Fabiola Tiare
 N° 32.697-A du 12 Tavira Taraunia
 N° 32.698-A du 12 Tauria Tehaakatai Teheoteki
 N° 32.699-A du 12 Terinahorai Roti
 N° 32.700-A du 12 Ueva May Vavea
 N° 32.700-A bis du 13 Barsinas Raymond Tohetianui
 N° 32.701-A du 13 Bonnefin Nicole Lucienne
 N° 32.702-A du 13 Halitio Christian
 N° 32.703-A du 13 Hikuini Marela
 N° 32.704-A du 13 Lenoir Victor Teuira
 N° 32.705-A du 13 Longine Jacques
 N° 32.706-A du 13 Machoux Joseph
 N° 32.707-A du 13 Mara Noël
 N° 32.708-A du 13 Matehau Cummings Punua
 N° 32.709-A du 13 Maurin Chantal Raimana
 N° 32.710-A du 13 Pani Thérèse épouse Haatani
 N° 32.711-A du 13 Teikiteetini Terivavaïoe
 N° 32.712-A du 13 Tera Marius Mara
 N° 32.713-A du 13 Teyaatua Claude Temahuarui
 N° 32.714-A du 13 Toïro Alexis
 N° 32.715-A du 16 Monod de Froideville Edmée
 N° 32.716-A du 16 Mairau Tuura
 N° 32.717-A du 16 Durietz Mariella Taavae épouse Manea
 N° 32.718-A du 16 Gilmore Maxime
 N° 32.719-A du 16 Halitio Honorine
 N° 32.720-A du 16 Huaatua Raymonde
 N° 32.721-A du 16 Huta Russel
 N° 32.722-A du 16 Huta Samuel
 N° 32.723-A du 16 Lei Jacqueline Titaua
 N° 32.724-A du 16 Mara Jeannine épouse Temahana
 N° 32.725-A du 16 Mauahiti Mere épouse Van Bastolaer
 N° 32.726-A du 16 Mervin Edwige Jacqueline Tiare
 N° 32.727-A du 16 Mervin Tahutini
 N° 32.728-A du 16 Mohau Bertrand
 N° 32.729-A du 16 Poroi-Mai Helani Haina Anne Aymone
 N° 32.730-A du 16 Taaviri Toriki Emile
 N° 32.731-A du 16 Teahuotoga Temaitavake épouse Rere
 N° 32.732-A du 16 Tehau Naheiva
 N° 32.733-A du 16 Teheïura Adelaïde
 N° 32.734-A du 16 Tekurio Tapahi Heiariki
 N° 32.735-A du 16 Teparii Madeleine épouse Teheïura
 N° 32.736-A du 16 Tepava Kelly Tinitua
 N° 32.737-A du 16 Teremate Jacinthe Moeata
 N° 32.738-A du 16 Vehiatua Paulette épouse Tetumahuta
 N° 32.739-A du 16 Faafano épouse Yee On Tuteau
 N° 32.740-A du 16 Firuu Arieta
 N° 32.741-A du 16 Hubbard Patricia Angélique épouse Cordier
 N° 32.742-A du 16 Manea Victor
 N° 32.743-A du 16 Mangold Bruno Henri
 N° 32.744-A du 16 Teriiaohia Félix
 N° 32.745-A du 16 Tuheïava Thérèse
 N° 32.746-A du 16 Aa Josette Bora épouse Manutahi
 N° 32.747-A du 16 Sanford Jérôme

N° 32.748-A du 16 Teheïura Léa épouse Mahinui
 N° 32.749-A du 16 Teriitaumihau Georges Nanai
 N° 32.750-A du 16 Tetuaiteoi Monique Rota épouse Teriitaumihau
 N° 32.751-A du 16 Timo Simone
 N° 32.752-A du 17 Tehuotoa Joséphine Emere épouse Tetuanui
 N° 32.753-A du 17 Ah-Mi Linda Ueva épouse Tuahu
 N° 32.754-A du 17 Alvès Atora
 N° 32.755-A du 17 Alvès Conchita Terena
 N° 32.756-A du 17 Alvès Lindey Joël Maraeteaha
 N° 32.757-A du 17 Burns Olivier Philippe
 N° 32.758-A du 17 Calteau Alexandre Jean Gilbert
 N° 32.759-A du 17 Clark Teura
 N° 32.760-A du 17 Colombani Heitiare Moana Steven
 N° 32.761-A du 17 Da Silva Laurent Franck Antoine
 N° 32.762-A du 17 Flores Vehiatua
 N° 32.763-A du 17 Hoïore Célestine épouse Teriitaumihau
 N° 32.764-A du 17 Larache Titaua Hélène
 N° 32.765-A du 17 Lequerré Ange Terieura
 N° 32.766-A du 17 Mai Monohere
 N° 32.767-A du 17 Mege Emmanuel Maurice Robert
 N° 32.768-A du 17 Moeroa Léon Teuhi
 N° 32.769-A du 17 Nihina Emmanuelle
 N° 32.770-A du 17 Otomimi Christine
 N° 32.771-A du 17 Otomimi Tahiahatouaitoovii
 N° 32.772-A du 17 Pihataraoe Marguerite
 N° 32.773-A du 17 Pou Marius Robert
 N° 32.774-A du 17 Raveino Mamato Puaiti
 N° 32.775-A du 17 Tahua Marie Hélène
 N° 32.776-A du 17 Taimoe Lucie Taurua
 N° 32.777-A du 17 Taputuarai Jean
 N° 32.778-A du 17 Tavanae Angèle Miriama
 N° 32.779-A du 17 Tehuotoa Emile
 N° 32.780-A du 17 Temataru Lewis
 N° 32.781-A du 17 Temaurioraa Antonio
 N° 32.782-A du 17 Teotahi Laine
 N° 32.783-A du 17 Tepa Temanuata Désirée
 N° 32.784-A du 17 Tetauru Temarii
 N° 32.785-A du 17 Teumere Christian
 N° 32.786-A du 17 Teyaatua Viviruitia Claude
 N° 32.787-A du 17 Teytaut Michèle Marie-Louise
 N° 32.788-A du 17 Taihau Raiheïarii Henriette épouse Amaru
 N° 32.789-A du 17 Tiaoa Florence Hinao
 N° 32.790-A du 17 Tihata André
 N° 32.791-A du 17 Tino Barras Taniera
 N° 32.792-A du 17 Touatekina Joseph Lazare
 N° 32.793-A du 17 Tupea Esther
 N° 32.794-A du 17 Ueva Yvonne
 N° 32.795-A du 17 Tetuaroa Simone
 N° 32.796-A du 17 Tetuanui Omer
 N° 32.797-A du 17 Ruiz Edouard
 N° 32.798-A du 18 Luciani Barbara
 N° 32.799-A du 18 Toi Evarii
 N° 32.800-A du 18 Tremolieres Céline Claire Andrée
 N° 32.801-A du 18 Taamino Diane Marei épouse Wohler
 N° 32.802-A du 18 Aïho Esther
 N° 32.803-A du 18 Arai Matavero
 N° 32.804-A du 18 Bedell Philippe
 N° 32.805-A du 18 Burns Jacques Patrice
 N° 32.806-A du 18 De Braco Sonia
 N° 32.807-A du 18 Euloge Corinne Manutala
 N° 32.808-A du 18 Iotua Bella
 N° 32.809-A du 18 Krawczyk Eugène
 N° 32.810-A du 18 Marcantoni Céline Flora
 N° 32.811-A du 18 Mateau Mateau
 N° 32.812-A du 18 Matilai Olivier
 N° 32.813-A du 18 Mii Sylvana épouse Tahiaa
 N° 32.814-A du 18 Pahuiri Toromona
 N° 32.815-A du 18 Puairau Patrice Tiunu

N° 32.816-A	du 18	Stein Renée épouse Teritehau	N° 32.884-A	du 20	Teheiura Edith Api épouse Raurahi
N° 32.817-A	du 18	Tearo Teariki Turoa	N° 32.885-A	du 20	Teheiura Liliane Marguerite
N° 32.818-A	du 18	Tekurio Setephano Tapahia Aroarii	N° 32.886-A	du 20	Temaiana Dominique Peniera
N° 32.819-A	du 18	Temataua-Teriliti Irène	N° 32.887-A	du 20	Temaititahio Albert Terirauava
N° 32.820-A	du 18	Temataua-Teriliti Tania épouse Hoata	N° 32.888-A	du 20	Temaititahio Poema
N° 32.821-A	du 18	Timau Hinaouau épouse Temataua	N° 32.889-A	du 20	Teremate Thérèse Moetua épouse Poroi
N° 32.822-A	du 18	Tua Patrick Taati	N° 32.890-A	du 20	Teriinohorai Conrad Rutea
N° 32.823-A	du 18	Tuverohia Huerei Philomène	N° 32.891-A	du 20	Tetuaraa Arthur Haapii
N° 32.824-A	du 18	Valentin Daniel	N° 32.892-A	du 20	Tetuaiteoi Jean-Luc Manea
N° 32.825-A	du 18	Vehiatua Marita	N° 32.893-A	du 20	Tiarii Willy Moananui
N° 32.826-A	du 18	Wong Pi Yong épouse Vashalde	N° 32.894-A	du 20	Tinorua Lina
N° 32.827-A	du 19	Amaru épouse Farauru Délia	N° 32.895-A	du 20	Wong Sang Taihia
N° 32.828-A	du 19	Degage André Timona	N° 32.895-A bis	du 23	Alves Lindsey Joël Maraeteaha
N° 32.829-A	du 19	Martineau Rucky Larry	N° 32.896-A	du 23	Alves Thierry Simplicio Piharii
N° 32.830-A	du 19	Song Jung Jae	N° 32.897-A	du 23	Che Fat Guy
N° 32.831-A	du 19	Tchoung Liliane	N° 32.898-A	du 23	Florian Bella Claire épouse Gazeau
N° 32.832-A	du 19	Tchoung Lucas	N° 32.899-A	du 23	Gilquin Eric Marc
N° 32.833-A	du 19	Tetuanui Ruben	N° 32.900-A	du 23	Huui Gérard
N° 32.834-A	du 19	Ah Lo Valentin Yves	N° 32.901-A	du 23	Kaimuko Gérardine Moipitpuanahuna
N° 32.835-A	du 19	Anania Mireille Marie-Ange Tutana	N° 32.902-A	du 23	Kohueinui Joséphine Haatapualua épouse Hokahumano
N° 32.836-A	du 19	Auraa Teaveura	N° 32.903-A	du 23	Lasherme Christophe Marc
N° 32.837-A	du 19	Buchin Joël Henere	N° 32.904-A	du 23	Lenoir Solomona
N° 32.838-A	du 19	Doom Gianni Tunui	N° 32.905-A	du 23	Lo Shing Jannys Teamo
N° 32.839-A	du 19	Faatau Marona épouse Nuupure	N° 32.906-A	du 23	Lo Shing Sandra Temeharo
N° 32.840-A	du 19	Firuu épouse Tamati Nora	N° 32.907-A	du 23	Lucas Maite épouse Nohotemorea
N° 32.841-A	du 19	Ioteia Camelia	N° 32.908-A	du 23	Marae Ahupunui Gilles
N° 32.842-A	du 19	Ioteia Mimosa	N° 32.909-A	du 23	Marae Antoine
N° 32.843-A	du 19	Kinnander Amika Maire	N° 32.910-A	du 23	Marae Hina épouse Patu
N° 32.844-A	du 19	Mai Ball	N° 32.911-A	du 23	Marae Iete
N° 32.845-A	du 19	Nuupure Mateano	N° 32.912-A	du 23	Maroonui Yolande épouse Rochette
N° 32.846-A	du 19	Picard Edouard Louis	N° 32.913-A	du 23	Neti Raymonde Valiti
N° 32.847-A	du 19	Punua Mirella Tetua épouse Tetuanui	N° 32.914-A	du 23	Paari Roberta
N° 32.848-A	du 19	Taaroa Teumere épouse Deane	N° 32.915-A	du 23	Paari Willy
N° 32.849-A	du 19	Tehariki Teanomarama	N° 32.916-A	du 23	Mere Gaël Florence épouse Lo Shing
N° 32.850-A	du 19	Teikihakaupoko Jean-Pierre	N° 32.917-A	du 23	Paofai Nathalie
N° 32.851-A	du 19	Temaui Miriama	N° 32.918-A	du 23	Parker Eddy
N° 32.852-A	du 19	Tepa Eymérie Teulra	N° 32.919-A	du 23	Pujol Corinne Janine Katia
N° 32.853-A	du 19	Teraheke Camélia	N° 32.920-A	du 23	Tumahi Florina épouse Faatau
N° 32.854-A	du 19	Tetahio Moeava Tyrone	N° 32.921-A	du 23	Taputu Claudine Miri
N° 32.855-A	du 19	Tetaria-Tihoni Terio Isaia	N° 32.922-A	du 23	Tautu Léonard
N° 32.856-A	du 19	Tinorua Vahio	N° 32.923-A	du 23	Tavaitai Yasmina Tania
N° 32.857-A	du 19	Vehiatua Micheline Mira	N° 32.924-A	du 23	Teahui Maxime Teraiharoa
N° 32.858-A	du 19	Watanabe Aimé Henriette	N° 32.925-A	du 23	Teaurai Marama
N° 32.859-A	du 20	Autai Chantal	N° 32.926-A	du 23	Tehoiri Temata Damien
N° 32.860-A	du 20	Brodien Nadia épouse Amaru	N° 32.927-A	du 23	Temanuanua Hunds Heifara
N° 32.861-A	du 20	Brown Mere	N° 32.928-A	du 23	Terei Evariste Faretou
N° 32.862-A	du 20	Coulon Hina	N° 32.929-A	du 23	Terei Gaston Tunui
N° 32.863-A	du 20	Deane Epeneta Rodolph	N° 32.930-A	du 23	Terevaura Teamo
N° 32.864-A	du 20	Deane Heiata Valérie Nahira	N° 32.931-A	du 23	Teritemaurirei Tepeva
N° 32.865-A	du 20	Deane Reva	N° 32.932-A	du 23	Tetopata Makitua Roger
N° 32.866-A	du 20	Deane Tehei John Williams	N° 32.933-A	du 23	Teura Annick Mareva
N° 32.867-A	du 20	Fareura Cynthia Hinatea	N° 32.934-A	du 23	Teurarii Raymonde Mina épouse Patiare
N° 32.868-A	du 20	Haoa Augustine Terereura Houna épouse Ah Min	N° 32.935-A	du 23	Tetumu Alexandre
N° 32.869-A	du 20	Huta Samuel Baguette	N° 32.936-A	du 23	Tiatia Céline
N° 32.870-A	du 20	Mai Patricia	N° 32.937-A	du 23	Toromeho Suzanne
N° 32.871-A	du 20	Mauati Hongamanumea Jean	N° 32.938-A	du 23	Tuahiva William
N° 32.872-A	du 20	Metua Hitiere Temuri épouse Tetaa	N° 32.939-A	du 23	Tuahu Alida
N° 32.873-A	du 20	Mou Fat Hubert	N° 32.940-A	du 23	Tuahu Moiaia Lydia
N° 32.874-A	du 20	Otomimi Marie Roger Teikitahaani	N° 32.941-A	du 24	Aiamu Charly Remuera
N° 32.875-A	du 20	Puairau Caroline	N° 32.942-A	du 24	Arima Diana épouse Teraiefa
N° 32.876-A	du 20	Roty Catherine épouse Otomimi	N° 32.943-A	du 24	Atioehau Noëi Alfred
N° 32.877-A	du 20	Tahai Tuurai Larys	N° 32.944-A	du 24	Atiu Daniel Teva
N° 32.878-A	du 20	Tainanuarai Ginette	N° 32.945-A	du 24	Bonno Marc
N° 32.879-A	du 20	Teahologa Totokura Temaeva	N° 32.946-A	du 24	Faaave Etienne Mahuru
N° 32.880-A	du 20	Teauna Emilienne épouse Teura	N° 32.947-A	du 24	Garbutt Diana Tearena
N° 32.881-A	du 20	Teehu-Flores Nicolas	N° 32.948-A	du 24	Gargaros Jean-Marc Roger
N° 32.882-A	du 20	Teiho Elizabeth Tapeta épouse Tanoa	N° 32.949-A	du 24	Heitaa Roméo Apatrona
N° 32.883-A	du 20	Tehahe Tamahoa			

N° 32.950-A	du 24	Labaste Emile	N° 33.018-A	du 25	Tupaia épouse Haapaitahaa Nathalie
N° 32.951-A	du 24	Lay-Yon Florette Ahupu épouse Temauri	N° 33.020-A	du 25	Vane Yves
N° 32.952-A	du 24	Mairoto Pierre Marama	N° 33.021-A	du 25	Van Bastolaer Steven
N° 32.953-A	du 24	Tuanoa épouse Teamo Elise	N° 33.022-A	du 25	Upaupa Ingrid Faatlarau
N° 32.954-A	du 24	Maopi Noémie	N° 33.030-A	du 25	Chevalier Michel
N° 32.955-A	du 24	Papara Noéline	N° 33.031-A	du 25	Montroussier Bernard Jean-Louis Marie
N° 32.956-A	du 24	Pita Spelta	N° 33.032-A	du 26	Iotua Dahnia
N° 32.957-A	du 24	Sandford Venance Moana Vetea	N° 33.033-A	du 26	Lenoir Tamatua Yves
N° 32.958-A	du 24	Teavae Itamara	N° 33.034-A	du 26	Maruae Kurt Tepuera Tauaea
N° 32.959-A	du 24	Tehaihai Togi Tahua épouse Hamblin	N° 33.035-A	du 26	Maruae épouse Hunter Migiline
N° 32.960-A	du 24	Teissier Augustin Williams Teheiterauri	N° 33.036-A	du 26	Maui Anua
N° 32.961-A	du 24	Temataru Dolorès Taiahu	N° 33.037-A	du 26	Maui épouse Tavita Aatupu
N° 32.962-A	du 24	Teoru Angèle	N° 33.038-A	du 26	Moenau Raihavi Hoto
N° 32.963-A	du 24	Tiaehau Louise Tiare	N° 33.039-A	du 26	Opuu Teniu
N° 32.964-A	du 24	Toa Delphine	N° 33.040-A	du 26	Papa Eugène
N° 32.965-A	du 24	Toa Thérèse épouse Shan	N° 33.041-A	du 26	Parau Flora Mereana
N° 32.966-A	du 24	Toa Viri Marama	N° 33.042-A	du 26	Pierre Mariska
N° 32.967-A	du 24	Avaemai Nui Moïse	N° 33.043-A	du 26	Pito Teva Jacques
N° 32.968-A	du 24	Vonghes Gaston	N° 33.044-A	du 26	Poroia Benjamin Jean Harold
N° 32.969-A	du 24	Huta Thierry	N° 33.045-A	du 26	Rai Dolorès Tiare
N° 32.970-A	du 24	Li-Hip Jean-Luc Moana	N° 33.046-A	du 26	San Georges
N° 32.971-A	du 24	Faaita Teehu Angèle épouse Tahutini	N° 33.047-A	du 26	Taharia Huguette
N° 32.972-A	du 24	Guibaud Roland Bertrand Bernard	N° 33.048-A	du 26	Tarahu Hinarii Christelle
N° 32.973-A	du 24	Tauhiro Marie-Claire	N° 33.049-A	du 26	Tatarata épouse Fareata Romy
N° 32.974-A	du 24	Tunoa Rosemonde épouse Tanematea	N° 33.050-A	du 26	Tatarata Rosy
N° 32.975-A	du 24	Teluaero Christophe	N° 33.051-A	du 26	Tehaamana Alvane
N° 32.976-A	du 24	Teinaore Léon	N° 33.052-A	du 26	Temaiana Pierre Teioatua
N° 32.977-A	du 25	Aiamu William	N° 33.053-A	du 26	Tepapa épouse Peetau Poupée
N° 32.978-A	du 25	Atiu Moeterauri Benjamin	N° 33.054-A	du 26	Terevaura Aitua
N° 32.979-A	du 25	Ebb épouse Huri Teupohuitua	N° 33.055-A	du 26	Tetuaero Tearai Ida
N° 32.980-A	du 25	Flohr Carl Teva	N° 33.056-A	du 26	Tuianaa Angèle
N° 32.981-A	du 25	Hio épouse Taerea Iotepeta	N° 33.057-A	du 26	Vane Hinata
N° 32.982-A	du 25	Hio Isaaka	N° 33.058-A	du 26	Vane Ronald
N° 32.983-A	du 25	Hiro Tetuavahine	N° 33.059-A	du 26	Viriamu Taahitini
N° 32.984-A	du 25	Hoatua Augustin Maono	N° 33.060-A	du 26	Youssef Moasen Monia
N° 32.985-A	du 25	Kui-Sang Tamaui Rodrigue	N° 33.061-A	du 27	Siegel Jean-Marie
N° 32.986-A	du 25	Jamet épouse Taerea Micheline Hinano	N° 33.062-A	du 27	Langlois épouse Maamaatuaiahutapu Jeannette
N° 32.987-A	du 25	Jordan épouse Hio Nunu	N° 33.063-A	du 27	Peckett épouse De Sonnevill Apuarii
N° 32.988-A	du 25	Le Loch Annick Rose Titaua	N° 33.064-A	du 27	Tchoung Vainui
N° 32.989-A	du 25	Manate Bernard Itanislal	N° 33.065-A	du 27	Tepa Ronald
N° 32.990-A	du 25	Manate Jean-Claude	N° 33.066-A	du 27	Tere Georgina Vaituna
N° 32.991-A	du 25	Mauaho épouse Faataura Tupuraa	N° 33.067-A	du 27	Terorotua épouse Brotherson Hinano
N° 32.992-A	du 25	Maui épouse Teinauri Apa	N° 33.068-A	du 27	Tetu Jules Tetu
N° 32.993-A	du 25	Mauaho épouse Parau Miriau	N° 33.069-A	du 27	Tufariau épouse Tagnaoa Taha
N° 32.994-A	du 25	Mesnier Axel Pierre	N° 33.070-A	du 27	Teata Vanaa a Taihoropua
N° 32.995-A	du 25	Melua Francky Raauri	N° 33.071-A	du 27	Taimana Teata Teahoroa Anna
N° 32.996-A	du 25	Melua épouse Moeino Louana Toimata Aritama	N° 33.072-A	du 27	Tamata épouse Faatau Tepora
N° 32.997-A	du 25	Natua Steve Benjamin Heremoana	N° 33.073-A	du 27	Tarano Edwin Teva Tamateto
N° 32.998-A	du 25	Parau Esther Teurupare	N° 33.074-A	du 27	Tarano Elvis Edouard Mareto
N° 32.999-A	du 25	Pacaafaita Neu Huguette	N° 33.075-A	du 27	Tefau Hantz Haamananao
N° 33.000-A	du 25	Perry Marc Heiarii	N° 33.076-A	du 27	Tefau Yannick Hiro
N° 33.001-A	du 25	Poareu Ezekia Cyrille	N° 33.077-A	du 27	Tehaamana Thilda Tepoe
N° 33.002-A	du 25	Quan Wei épouse Tieni Lucienne Thérèse	N° 33.078-A	du 27	Teinauri Charlotte
N° 33.003-A	du 25	Roe Jeanne Tiare	N° 33.079-A	du 27	Tereua Timona Bernard
N° 33.004-A	du 25	Tama Turai Fernandel	N° 33.080-A	du 27	Teuira Tevate
N° 33.005-A	du 25	Teihotaata Augustine	N° 33.081-A	du 27	Teururai Gabriel Teraivanaa
N° 33.006-A	du 25	Teihotaata épouse Maono Timeri	N° 33.082-A	du 27	Teururai Thomas
N° 33.007-A	du 25	Teiparii Rahai Antoine	N° 33.083-A	du 27	Teikihakaupoko Jean Raymond Pita Taheta
N° 33.008-A	du 25	Temataua Teriiti Maheanuu	N° 33.084-A	du 27	A-Tchoun Christine Teehuarii
N° 33.009-A	du 25	Temeharo Michel Manate	N° 33.085-A	du 27	Atger Rosalie Vaea
N° 33.010-A	du 25	Tepa Nelson	N° 33.086-A	du 27	Avaemai épouse Faatau Mathilde
N° 33.011-A	du 25	Tepapa épouse Teave Marguerita	N° 33.087-A	du 27	Clisson Jean Pierre Alexis Teva
N° 33.012-A	du 25	Tepuharii Alberic Heifara	N° 33.088-A	du 27	Couissinier Etienne Florimond Pierre
N° 33.013-A	du 25	Tereua épouse Roura Sonia Huta	N° 33.089-A	du 27	Flores épouse Ikihaa Elima Moea
N° 33.014-A	du 25	Terimama Titaua Nathalie	N° 33.090-A	du 27	Haumani Delano
N° 33.015-A	du 25	Terorohaupera Timeri	N° 33.091-A	du 27	Homai Pierre Terivahine
N° 33.016-A	du 25	Teuira épouse Melua Tetuanui Marita	N° 33.092-A	du 27	Ihorai Arimaono
N° 33.017-A	du 25	Tiaehau Terore	N° 33.093-A	du 27	Ihorai Théophile Patuavero

N° 33.094-A	du 27	Maiteraï Franck
N° 33.095-A	du 27	Montroussier Yves Pierre Marie
N° 33.096-A	du 27	Narii épouse Urarii Andréa Nani
N° 33.097-A	du 27	Piia Mareta
N° 33.098-A	du 27	Nuupure Yvonne
N° 33.099-A	du 27	O'Connor épouse Tehoiri Viviane Ruita
N° 33.100-A	du 27	Radigue épouse Ichner Jacqueline
N° 33.101-A	du 27	Roomataaroa Hoffman Tamairani
N° 33.102-A	du 27	Roura Samuela
N° 33.103-A	du 30	Ariioehau Anita
N° 33.104-A	du 30	Aritai Anabella
N° 33.105-A	du 30	Brotherson Edmond
N° 33.106-A	du 30	Chauvin épouse Heitz Yel Kun
N° 33.107-A	du 30	Clark épouse Hauata Louise
N° 33.108-A	du 30	Deane Céline
N° 33.109-A	du 30	Faahu Giamî Rure
N° 33.110-A	du 30	Hanere épouse Terivahine Ela
N° 33.111-A	du 30	Hunsicker Philippe Jean
N° 33.112-A	du 30	Huria Errol Enoha
N° 33.113-A	du 30	Huuti Cyrille Mère
N° 33.114-A	du 30	Laugeon Julien
N° 33.115-A	du 30	Laugeon Lydie
N° 33.116-A	du 30	Mahagafanau Steve Petero
N° 33.117-A	du 30	Maiteraï épouse Tufamea Tiare Joséphine
N° 33.118-A	du 30	Mii Tapurearii
N° 33.119-A	du 30	Ohotoua Bernard Roberto
N° 33.120-A	du 30	Opeta Abel Patu
N° 33.121-A	du 30	Opuu Rosa
N° 33.122-A	du 30	Otcenasek Gilbert Deve
N° 33.123-A	du 30	Panai Heimata
N° 33.124-A	du 30	Pani Jules Mareto
N° 33.125-A	du 30	Paoaataite Faauru Claude
N° 33.126-A	du 30	Pater Natacha Mireta
N° 33.127-A	du 30	Puupuu Ataria
N° 33.128-A	du 30	Saboureau Claire Hermine Raymonde
N° 33.129-A	du 30	Sandford épouse Pater Suzanne Arora
N° 33.130-A	du 30	Taharia Noa
N° 33.131-A	du 30	Tainanuarî Firmin Maruarai
N° 33.132-A	du 30	Taraufau épouse Pouira Pauline
N° 33.133-A	du 30	Tairapa Béatrice Tania
N° 33.134-A	du 30	Taputu épouse Riaria Linda Simone
N° 33.135-A	du 30	Talarata épouse Fanaura Mélia
N° 33.136-A	du 30	Tehihipo Georgette
N° 33.137-A	du 30	Teinaore Heiata Paulette
N° 33.138-A	du 30	Teipoari Manua
N° 33.139-A	du 30	Tereopa Niu Ray
N° 33.140-A	du 30	Terirere Jean-Baptiste
N° 33.141-A	du 30	Terorohaupa Juliette
N° 33.142-A	du 30	Teuahau Filille
N° 33.143-A	du 30	Tufamea Lévy
N° 33.144-A	du 30	Tufariau Tuarii
N° 33.145-A	du 30	Tuheiava Teave
N° 33.146-A	du 30	Tuihani-Teheura Judesse Romain
N° 33.147-A	du 30	Utia Ferdinand
N° 33.148-A	du 30	Tupea épouse Taputu Laiza Tehina

Inscriptions de sociétés

N° 6.858-B	du 2	S.A.R.L. "Pacific Ocean Products"
N° 6.859-B	du 2	S.A.R.L. "Moana View"
N° 6.860-C	du 2	S.C.I. "Byli"
N° 6.861-B	du 2	S.A.R.L. "Tahiti image et communication" T.I.C.
N° 6.862-D	du 4	G.I.E. "Te Niva O Te Ra"
N° 6.863-C	du 4	S.C.I. "Tere Manu Toa"
N° 6.864-B	du 5	S.A.R.L. "Pacific location"
N° 6.865-C	du 5	S.C.I. "Du Tenape"
N° 6.866-C	du 10	S.C.I. "Tautiare"
N° 6.867-C	du 10	S.C.P. "Financière Rangiroa Pearl Beach 1998"

N° 6.868-C	du 11	S.C.P. "Financière Polynesia 1998"
N° 6.869-C	du 11	S.C.P. "Financière Bora Pearl Beach 1998"
N° 6.870-C	du 11	S.C.I. "Pohiri"
N° 6.871-B	du 12	S.N.C. "Cholet Lifont et Cie"
N° 6.872-C	du 12	S.C.I. "Atihao"
N° 6.873-C	du 13	S.C.A. "Aratika Nui"
N° 6.874-B	du 16	S.A.R.L. "Fara E"
N° 6.875-C	du 16	S.C.I. "Vistamar"
N° 6.876-B	du 17	S.A. "Tahiti Airways International" T.A.I.
N° 6.877-B	du 19	S.A.R.L. "Cide"
N° 6.878-C	du 19	S.C.A. "Makarea"
N° 6.879-B	du 19	S.A.R.L. "Patia Poe"
N° 6.880-C	du 19	S.C. "Paparau Ili"
N° 6.881-C	du 20	S.C. "Te Faahotu"
N° 6.882-B	du 23	S.N.C. "Te Fetia"
N° 6.883-B	du 23	S.N.C. "Orio"
N° 6.884-B	du 23	S.N.C. "Matat Nui"
N° 6.885-C	du 23	S.C.P. "Kia Ora Village 98"
N° 6.886-B	du 23	S.N.C. "Avatea"
N° 6.887-C	du 23	S.C.I. "Vanilla Frangrants"
N° 6.888-B	du 24	S.A.R.L. "M.D.S. Distribution"
N° 6.889-B	du 24	E.U.R.L. "Scat Loisirs"
N° 6.890-C	du 25	S.C. "Société de participation pour la promotion et l'investissement dans l'hôtellerie" S.P.P.I.H.
N° 6.891-D	du 25	G.I.E. "Air Poereva"
N° 6.892-B	du 26	S.A.R.L. "Tahiti Precious"
N° 6.893-B	du 27	S.A.R.L. "Taiaapu agrégats"
N° 6.894-C	du 27	S.C.I. "T.B.S.A. Holding"
N° 6.894-B bis	du 30	E.U.R.L. "Camaina"
N° 6.895-C	du 30	S.C.I. "Amadeus"
N° 6.896-C	du 30	S.C.I. "Aititara"

Radiations de personnes physiques

N° 32.311-A	du 2	Williams Ioane
N° 27.867-A	du 2	Yan Line Doris épouse Ou Wen
N° 9.533-A	du 2	Autai Marco
N° 32.107-A	du 2	Mao Roland
N° 30.254-A	du 2	Teturoa épouse Tetumu Arlette
N° 16.882-A	du 3	Tavanae Mano
N° 26.280-A	du 3	Holozet Yann
N° 26.450-A	du 3	Le Bihan Jacqueline
N° 27.840-A	du 3	Rochette René
N° 29.848-A	du 3	Matalaitai épouse Teanau Joan
N° 30.290-A	du 3	Vernhes Annick
N° 31.375-A	du 3	Keller épouse Tuanua Annie
N° 31.423-A	du 3	Tuahiva Via
N° 31.460-A	du 3	Lencor épouse Teissier Nicole
N° 20.852-A	du 4	Djibri Mehmedine
N° 25.840-A	du 4	Ueva Landry
N° 30.038-A	du 4	Jagot Cyril
N° 30.230-A	du 4	Tching épouse Nordman Alice
N° 30.387-A	du 4	Pomare Lovina
N° 30.727-A	du 4	Olivier Denis
N° 30.815-A	du 4	Nieva Rosendo
N° 32.149-A	du 4	Mataarere Viriamu
N° 19.120-A	du 4	Wong Mirena
N° 21.636-A	du 4	Teikitohe Sylvain
N° 22.710-A	du 5	Taurai Ingrid
N° 30.015-A	du 5	Tehiva Véronique
N° 31.283-A	du 5	Vahimarae Tihura
N° 31.946-A	du 5	Matalaitai Sylvie
N° 21.308-A	du 5	Hanere Itamaera
N° 30.302-A	du 5	Ahutoru Francis
N° 18.602-A	du 5	Laconi Roger
N° 21.446-A	du 5	Patiare épouse Castellani Louisa
N° 23.630-A	du 5	Becker Abdlatif
N° 25.679-A	du 5	Tau Antiette

N° 29.101-A du 5 Brisbarre Gilles
 N° 30.274-A du 5 Chan Sin Lina
 N° 30.652-A du 5 Ripoll Christophe
 N° 31.425-A du 5 Tihoni Jacob
 N° 29.308-A du 10 Lehartel Hinano
 N° 30.040-A du 10 Tetiamana épouse Lee Tham Nadia
 N° 30.456-A du 10 Puhia Evangéline
 N° 3.146-A du 10 Petras Charles
 N° 32.450-A du 10 Tetoofa épouse Teavae Louise
 N° 31.597-A du 10 Faoa Jeanne
 N° 30.962-A du 10 Maitere épouse Villierme Raymonde
 N° 25.663-A du 10 Tetumu Norbert
 N° 16.972-A du 10 Tetoofa épouse Teavae Louise
 N° 23.887-A du 12 Revae Miranda
 N° 24.587-A du 12 Teikitunaupoko Caroline
 N° 30.002-A du 12 Tamarii Albert
 N° 30.142-A du 12 Harea Barbara
 N° 30.285-A du 12 Tautu Gervais
 N° 30.375-A du 12 Bennett Bil
 N° 21.959-A du 13 Tehahe épouse Teacotea Pauline
 N° 25.750-A du 13 Ajuelos Albert
 N° 26.183-A du 13 Tchen Pan Yannick
 N° 27.050-A du 13 Teikippuni Richard
 N° 29.877-A du 13 Ichner épouse Flohr Mihia
 N° 30.069-A du 13 Lapoloque Jean-Louis
 N° 30.397-A du 13 Ellis Teraiefa
 N° 31.360-A du 13 Taataroa épouse Tuana Juliette
 N° 31.924-A du 13 Gaudot Yasmina
 N° 30.573-A du 16 Teihotua Clément
 N° 29.811-A du 16 Piha Gabriel
 N° 27.950-A du 16 Taurua Hérald
 N° 30.263-A du 16 Hahe Teva
 N° 30.524-A du 16 Zinguerlet Titiana
 N° 17.363-A du 16 Maker Yann
 N° 30.803-A du 16 Justin Jean-Baptiste
 N° 27.857-A du 16 Tauru Yvanah
 N° 29.417-A du 16 Tefataatua épouse Kohumoetini Tearai
 N° 31.465-A du 16 Hiro épouse Rua Linda
 N° 21.699-A du 17 Paarua Jean
 N° 23.577-A du 17 Touatekina Léon
 N° 29.514-A du 17 Tiare Vaiairi
 N° 30.087-A du 17 Tuira Isidore
 N° 30.359-A du 17 Make épouse Timau Eliane
 N° 30.362-A du 17 Tupea Maurice
 N° 30.552-A du 17 Bernardino Ahutoru
 N° 26.781-A du 18 Picard Jean-Marie
 N° 27.537-A du 18 Hikutini Rosalie
 N° 29.731-A du 18 Pahuiri Véronique
 N° 30.469-A du 18 Famel Ludovic
 N° 30.361-A du 18 Temaeva épouse Chu Jacqueline
 N° 30.497-A du 18 Williams Stéphan
 N° 30.841-A du 18 Terega Georgina
 N° 24.725-A du 19 Tinorua Tareva
 N° 28.194-A du 19 Tetuanui Tetararii Tinorua
 N° 30.032-A du 19 Tetuaitearatai Léonne
 N° 30.315-A du 19 Dion épouse Saboureaux Arielle
 N° 30.711-A du 19 Tufaimaea épouse Vaitoara Aritau
 N° 30.772-A du 19 Tautu épouse Tupuaitua Emilia
 N° 31.125-A du 19 Kohueinui épouse Teikioti Tauhaamoepu
 N° 31.190-A du 19 Wong Ping Mati
 N° 31.282-A du 19 Tumahai Eléonore
 N° 31.292-A du 19 Brinckfeldt Rosine
 N° 30.334-A du 20 Aa Marie-Louise Ruita
 N° 21.540-A du 20 Tahuaitu Voltina épouse Scholerman
 N° 21.804-A du 20 Bourret Paul
 N° 25.797-A du 20 Tiareura Casimir
 N° 27.065-A du 20 Tautu Johanna
 N° 27.989-A du 20 Tchen Mouck épouse Brothers Marcellina

N° 30.042-A du 20 Kihapa Jessica
 N° 30.545-A du 20 Tahata Philippe
 N° 30.768-A du 20 Roe Arsène
 N° 30.875-A du 20 Mapuhi épouse Schumer Haamana
 N° 30.926-A du 20 Teuri épouse Pambrun Danièle
 N° 31.149-A du 20 Turina épouse Nauta Turitea
 N° 31.716-A du 20 Gatata épouse Kuntz Stéphanie
 N° 31.791-A du 20 Lenoir Jacques
 N° 23.772-A du 23 Tokoragi Gaston
 N° 19.338-A du 23 Flosse Vera
 N° 28.196-A du 23 Charbonnier Jérôme
 N° 30.882-A du 23 Schumer Gertrude
 N° 31.217-A du 23 Pouira épouse O'Connor Emma
 N° 32.545-A du 23 Tetoofa épouse Tetuaroa Terouru
 N° 27.292-A du 24 Tepano Ernest
 N° 27.386-A du 24 Lecu Catherine
 N° 27.618-A du 24 Rua Bruno
 N° 27.907-A du 24 Arapa épouse Amiot Anita
 N° 29.066-A du 24 Sanglier Serge
 N° 29.801-A du 24 Teritauamihau épouse Roomataaroa Sandra
 N° 30.130-A du 24 Tauria Hinano
 N° 30.226-A du 24 Duschene Marie
 N° 30.476-A du 24 Hapairai épouse Tepuhiairi Terani
 N° 30.619-A du 24 Tevaearai épouse Huri Elvira
 N° 30.789-A du 24 Mara épouse Lenoir Imera
 N° 30.830-A du 24 Maifano épouse Napuauhi Marie-Anne
 N° 31.086-A du 24 Hauata-Utahia Kelly
 N° 31.069-A du 24 Ihopu Tehueoteau
 N° 12.896-A du 25 Tuhoe Camille
 N° 18.096-A du 25 Teihotaata Teiva
 N° 19.550-A du 25 Monnerneau Françoise
 N° 29.630-A du 25 Flohr Tatiana
 N° 29.673-A du 25 Gabay épouse Anas Raymonde
 N° 30.893-A du 25 Tuaiva épouse Salmon Thérèse
 N° 31.727-A du 25 Chung épouse Tariu Clarita
 N° 14.049-A du 26 Neyraud Brigitte
 N° 4.538-A du 26 Stiehr Carole
 N° 22.929-A du 26 Simonin Jean-Marie
 N° 26.408-A du 26 Cheung Chinalta
 N° 26.989-A du 26 Loofat Nadia
 N° 27.290-A du 26 Perez Georges
 N° 29.498-A du 26 Giraud Yves
 N° 29.551-A du 26 Tufaimaea épouse Rihau Mareta
 N° 29.722-A du 26 Berthelemy Emérie
 N° 29.994-A du 26 Tuaira épouse Tepahoto Robertine
 N° 30.380-A du 26 Hapairai Victor
 N° 30.973-A du 26 Fanuura épouse Mariassoucé Diana
 N° 31.156-A du 26 Mehao Noëlle
 N° 31.391-A du 26 Yeng Kouw Heiani
 N° 31.541-A du 26 Rameha Paul
 N° 31.821-A du 26 Atapo épouse Mozelle Teoi Hinano
 N° 27.204-A du 27 Chardin Axelle
 N° 27.448-A du 27 Dubois Stéphane
 N° 31.157-A du 27 Neagle Monique
 N° 31.254-A du 27 Taao Ghislaine
 N° 31.378-A du 27 Adouine Philippe
 N° 31.522-A du 27 Brotherson Mira
 N° 32.148-A du 27 Keo Yuk Wing Lina Denise
 N° 32.454-A du 27 Tomrs David
 N° 29.671-A et
 N° 28.502-A du 27 Espieussas Jacques
 N° 19.135-A du 27 Hopara épouse Tere Elza
 N° 23.424-A du 30 Temanupaoura Adolphe
 N° 29.894-A du 30 Tuihō épouse Tauru Rosine
 N° 29.945-A du 30 Wong Marguerite
 N° 30.035-A du 30 Grous Jérôme
 N° 30.494-A du 30 Smith Clarice

Radiations de sociétés

N° 2.456-B du 20 S.A. "Banque Paribas Polynésie"
 N° 3.528-B du 27 S.A.R.L. "Ngai San Lung"

Fait à Papeete, le 23 décembre 1998.
Le greffier en chef,
 M. LY C.

GALERIE D'ART FAATURUMA

Rectificatif à l'annonce parue au J.O.P.F. n° 50 du
 10 décembre 1998 à la page 2654 :

Au lieu de : E.U.R.L. FAATURUMA.
Lire : E.U.R.L. Galerie d'Art FAATURUMA.

Le reste sans changement.

LOLLICHON DESCOSSE

Cabinet d'avocats

17, rue Jeanne-d'Arc - B.P. 20238, Papeete, Tahiti
 Polynésie française
 Téléphone : (689) 42.42.67, Fax : (689) 41.39.02

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du
 1er décembre 1998 à Papeete, il a été constitué une société à
 responsabilité limitée présentant les caractéristiques sui-
 vantes :

Forme : S.A.R.L.

Dénomination : Société Agricole de Tahiti (S.A.T.).

Siège social : Faaone, P.K. 48,5, Tahiti, Polynésie fran-
 çaise.

Objet social : Production et commercialisation de produits
 agricoles et d'élevage.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au
 registre du commerce et des sociétés.

Capital : 1.000.000 F CFP.

Gérance : M. Emile LAGARDE, demeurant 2021, rue des
 Alamandas, Mont Dore, Nouvelle-Calédonie.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis.

**Cabinet de Mes PIRIOU, QUINQUIS, BAMBRIDGE-BABIN,
 LAMOURETTE,**
Avocats

4, rue du Commandant-Destremau,
 Papeete, B.P. 450, Papeete
 Tahiti, Polynésie française

Par requête en date du 27 octobre 1998, M. Serge
 LALLEMAND, né le 1er novembre 1957 à Saint-Denis
 (LA REUNION), chirurgien, et Mme Brigitte CZAPLICKI
 épouse LALLEMAND, née le 5 juillet 1960 à Saint-Vallier
 (SAONE-ET-LOIRE), institutrice, demeurant ensemble à
 Arue, lotissement Erima, lot 148, ont sollicité du tribunal
 civil de première instance de Papeete l'homologation de l'acte
 dressé par Me CORMIER, notaire à Papeete, le 9 septembre
 1998, aux termes duquel ils entendent modifier leur régime
 de la communauté légale de biens actuel pour adopter celui
 de la séparation de biens.

Pour avis,
 Yves PIRIOU.

**SOCIETE POLYNESIENNE D'AUTOMOBILES ET D'ENGINS
 DE TRANSPORT (S.O.P.A.D.E.P.)**

Société anonyme au capital de 462.269.190 F CFP

Siège social : Papeete, route de Ceinture,
 quartier de Tipaerui
R.C. : Papeete n° 259 B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordi-
 naire du 13 novembre 1998, il a été décidé d'augmenter le
 capital d'une somme de 52.623.810 F CFP pour le porter de
 462.269.190 F CFP à 514.893.000 F CFP par incorporation
 directe de pareille somme prélevée sur le compte des réserves
 et du report à nouveau.

Ancienne mention

Le capital social est fixé à la somme de 462.269.190 F
 CFP.

Nouvelle mention

Le capital social est fixé à la somme de 514.893.000 F
 CFP.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de
 Papeete.

Pour avis,

Le président du conseil d'administration.

ANNONCES DIVERSES**DISTRICT DE TAHITI NUI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (5 septembre 1998)

Président	: RONGOMATE Georges
Vice-présidents	: LUTUI TEFUKA Jean PIIRAI Marc
Secrétaire	: MAC CARTHY AMINI Raita
Secrétaire adjointe	: TEMARIIPATIARE Calina
Trésorier	: TERIRERE Charly
Trésorier adjoint	: TAVAEARII Maxime
Commissaires aux comptes	: TETUANUI Lucien PENI Joël

**ATUATU TE NATURA NO MAUPITI
 E TE MAU MOTU TAPIRI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (21 novembre 1998)

Président	: TUHEIAVA Frink
Vice-président	: TEIHO Ari
Secrétaire	: TUHEIAVA Thérèse
Secrétaire adjointe	: TUTAVAE Philomène
Trésorière	: MANUTAHU Chantal
Trésorière adjointe	: RAUFAUORE Lana
Assesseurs	: TUHEIAVA Sarah TEVIVIURA Marjorie MANA Teura BARSINAS Hubert BARSINAS Mathilde

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE TAUTIRA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 novembre 1998)

Président : TETUANUI Ferdinand
Vice-président : TOOFA Raphaël
Secrétaire : TAAROA Godélia
Secrétaire adjointe : VAN BASTOLAER Danièle
Trésorière : MO TAM-POO Ahuura
Trésorier adjoint : MATEHAU Raitava
Commissaires aux comptes : CHONEL Suzanne
PIFAO Tehei

ASSOCIATION SPORTIVE DU L.E.P. DE FAAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 septembre 1998)

Président : MARTINEZ Marcel
Secrétaire : BILBAULT Philippe
Trésorier : SOULAN Daniel

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE AAHIATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 novembre 1998)

Présidente : DUBOIS Charlotte
Secrétaire : BECQUET Patrick
Trésorière : GIRARD Marie-Claire

ASSOCIATION SPORTIVE OMNISPORTS PAPEETE NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er juin 1992)

Président d'honneur : BULLARD Michel
Président : MARAEARO Paul
Vice-président : TERIIPAIA Roméo
Secrétaire : TEARIKI Hélène
Secrétaire adjointe : NUUPURE Valérie
Trésorier : ESTALL James
Trésorière adjointe : MARITERAGI Camélia
Commissaires aux comptes : TAURU Diana
HUNTER Wilfred
Assesseurs : HAERERAROA Eugène, TETUANUI Eugène,
FLOHR Jean-Paul, GAUTHIER Moerani, NOHO Tevahine,
EBB André, TUPAI Michel et COGUIEC Albert.

COOPERATIVE DU C.J.A. DE HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 décembre 1998)

Président : MALATESTTE Antonio
Vice-président : TEMARII Lénick
Secrétaire : ROURA David
Secrétaire adjointe : PANI Tetoua
Trésorier : FANIU Eric
Trésorière adjointe : TIHIVA Florida

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE FARE PRIMAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 octobre 1998)

Président : SIKSOU Laurent
Secrétaire : CHANG Claryse
Trésorier : TEMEHARO Eloy

COOPERATIVE SCOLAIRE DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 novembre 1998)

Présidente : SPITZ Hilda
Vice-président : MARO David
Secrétaire : FIU Ivana
Secrétaire adjointe : TAATA Lucie
Trésorier : PUTUA Jean-Noël
Trésorière adjointe : FONC Sandra

PROTECTION, AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DE PAPENOO "HAURURU"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 novembre 1998)

Président : AVAEMAI Vetea
Vice-présidentes : DOUDOUTE Noemi
TURI Miriama
Secrétaire : ARNOULD Vetea
Trésorier : UTIA Uria
Trésorière adjointe : HIRO Dinah

ASSOCIATION DES TRANSPORTEURS AERIENS INTERNATIONAUX DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Rappel des extraits de statuts

L'A.T.A.I.P.F., association fondée le 2 septembre 1977, conserve le même objet que précédemment :

L'association a pour objet d'assurer, dans le respect de la réglementation internationale, l'étude et la défense des intérêts communs à la profession et de contribuer, dans l'optique du transport aérien, au développement économique du territoire.

Son siège social reste fixé dans les locaux de la compagnie Air France, boulevard Pomare à Papeete, Polynésie.

Sa durée est illimitée.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 juin 1998)

Présidente : DALMAS Viviane
Vice-président : HALL Richard
Secrétaire : SCOTTI Alan
Trésorière : ROMAIN Geneviève

TAMARII TUHAA PAE MAHINA
Anciennement dénommée
ASSOCIATION TAMARA

Modification des statuts

L'association a aussi pour but de rechercher des ressources supplémentaires telles que des subventions auprès du territoire, commune, associations, services, sponsors, emprunt à la banque, autres.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 novembre 1998)

Présidente d'honneur : TINIRAUARII Heiura
Président : TEINAURI Tautahi
Vice-président : TEATIU Roger
Secrétaire : TAVITA Viviane
Secrétaire adjointe : TEREINO Hinaïtua
Trésorier : TEREINO Rihau
Trésorier adjoint : FAARA Alphonse
Commissaire aux comptes : VERO Jacky

FEDERATION TAHITIENNE DE VOLLEY-BALL

Modification des statuts
(28 novembre 1998)

M. Abel TEMARII est élu président de la Fédération en remplacement de M. Georges RONGOMATE, démissionnaire.

TE TUAKA TUMU O TE HENUA ENANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 mars 1998)

Présidents d'honneur : KIMITETE Lucien
AUMAITRE Marcelle
TAUPOTINI Marcel
Président : TEHAAMOANA Joseph
Vice-présidents : TAMARII Jean Michel
KAUTAI Jeanne Marie
Secrétaire : KAUTAI Bernadette
Secrétaire adjointe : TEHAAMOANA Louise
Trésorier : TEVARIA William
Trésorier adjoint : CANCIAN Pierre
Commissaires - assesseurs : PETERANO Etienne
HAITI Joseph Teua
KAUTAI Siméon

SOUS-DISTRICT DE BOXE DE NUKU HIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 novembre 1998)

Président : TAMARII Casimir
Vice-présidents : HUUKENA Damien
AH SCHA Louis
Secrétaire : TEHAAMOANA Joseph
Secrétaire adjoint : TETO Siméon
Trésorier : BONNO Adrien
Trésorière adjointe : HUUKENA Antonina
Commissaires : HOKAHUMANO Thomas
TAUPOTINI Jean

AMICALE DES RIMATARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 novembre 1998)

Président : HATITIO Motaha
Vice-président : TAVITA Atapo
Secrétaire : UTIA Edmond
Secrétaire adjointe : LENOIR Reia
Trésorier : OPUU Aueu
Trésorière adjointe : TAVITA Tuauu
Assesseurs : PITA Raina
NEAGLE Tutainatua
TEAUROA Teao

**ASSOCIATION DES VOLONTAIRES
DE L'AIDE TECHNIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE
(V.A.T.)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 décembre 1998)

Président : BERTHIER Sylvain
Secrétaire : VAUCHEROT Vincent
Trésorier : LARCHER Olivier

URAHUTIA TE MATAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 décembre 1998)

Président : URAHUTIA Georges
Vice-président : TEAHUI Jean-Henri
Secrétaire : CARAWIANE Teurahara
Secrétaire adjointe : PARAU Esther
Trésorière : MADELEINE Raymonde
Trésorière adjointe : URAHUTIA Moeata

TE NIU O TE HUMA
Anciennement dénommée
**UNION DES ASSOCIATIONS D'HANDICAPES
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Modification des statuts

Son siège social est situé à Arue, P.K. 6,7, côté montagne, téléphone : 53.48.99.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 novembre 1998)

Présidente : MONTARON Louise
Vice-président : TOROMONA John
Secrétaire : AH MIN Albertine
Secrétaire adjoint : POURVIN Jean-Marc
Trésorier : GAY Michel
Trésorier adjoint : LUCAS Gérald
Assesseur : KAMIA Henriette

ASSOCIATION TE KAHORA DE RAROIA
(Récépissé n° 1896-98 DRCL du 24 décembre 1998)

Extraits des statuts

Il est constitué le 12 décembre 1998, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association qui prend la dénomination de "Association Agricole Te Kahora de Raroia".

L'association a pour but l'organisation ou la participation à des concours, des tombolas et toutes manifestations pouvant inciter, favoriser, améliorer la production ou la commercialisation des produits agricoles ainsi que l'acquisition de tout matériel destiné à l'agriculture et sa mise en exploitation.

La durée de cette association est illimitée.

Le siège social est fixé à Punaauia, P.K. 7,5, côté montagne. Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ESTALL Georges
Vice-président	: HITI Pauro
Secrétaire	: HITI Théodore
Trésorier	: ESTALL Harold
Assesseurs	: HITI André HITI Atera HITI Manuel

ASSOCIATION TE PARAU ORA

(Récépissé n° 1782-98 DRCL du 2 décembre 1998)

Extraits de statuts

L'association "Te Parau Ora", fondée le 26 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de regrouper dans la pratique de la philosophie et de la philanthropie des hommes de bonne volonté, indépendants et ne relevant que de leur conscience, et d'organiser des réunions et toutes autres manifestations entre ses membres ;
- la gestion des biens de l'association ;
- toute opération mobilière, financière ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet.

Elle a son siège au n° 22 du lotissement FRITCH, pointe Vénus, Mahina, B.P. 10791, Paea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PAI Moana
Secrétaire	: GESTAS Philippe
Trésorier	: TEHAAMATAI Franck
Trésorier adjoint	: GODEFROY Teiva

ASSOCIATION SPORTIVE TEAHUPO'O VA'A

(Récépissé n° 1860-98 DRCL du 14 décembre 1998)

Extraits de statuts

L'association sportive Teahupo'o Va'a, fondée le 1er décembre 1998 est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents. Elle a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la pirogue. L'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Teahupoo, P.K. 17,800, côté montagne, B.P. 7801, Taravao, téléphone : 57.00.45. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: HOLOZET Marcelle TERE Tafai
Président	: VOIRIN Patrick
Vice-président	: LAGARDE Willy
Secrétaire	: MEAMEA Tetuaura
Secrétaire adjointe	: PARKER Maggie
Trésorière	: TERA Murielle
Trésorière adjointe	: PARKER Camélia

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 102

Premier tirage du mercredi 23 décembre 1998 :

7 20 22 28 39 42

Numéro complémentaire : 8

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	Pas de gagnant, sommes redistribuées	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	23.169.818
5 bons numéros.....	617	124.818
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.519	5.308
4 bons numéros.....	35.627	2.654
3 bons numéros et numéro complémentaire....	47.363	508
3 bons numéros.....	681.181	254

Deuxième tirage du mercredi 23 décembre 1998 :

4 13 16 38 42 46

Numéro complémentaire : 35

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	211.996.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	16	1.400.636
5 bons numéros.....	835	93.363
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.986	4.618
4 bons numéros.....	40.404	2.309
3 bons numéros et numéro complémentaire....	50.935	508
3 bons numéros.....	683.980	254

LOTO NATIONAL N° 103

Premier tirage du samedi 26 décembre 1998 :

1 7 18 21 23 48

Numéro complémentaire : 14

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	67.021.727
5 bons numéros et numéro complémentaire....	19	737.181
5 bons numéros.....	481	100.636
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.793	4.000
4 bons numéros.....	28.436	2.000
3 bons numéros et numéro complémentaire....	44.747	436
3 bons numéros.....	487.404	218

Deuxième tirage du samedi 26 décembre 1998 :

15 18 21 30 34 39

Numéro complémentaire : 46

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	144.069.909
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.551.272
5 bons numéros.....	404	119.000
4 bons numéros et numéro complémentaire....	959	5.744
4 bons numéros.....	20.363	2.872
3 bons numéros et numéro complémentaire....	23.460	654
3 bons numéros.....	351.376	327

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Recueil des données essentielles des îles Australes (octobre 1998).....	859 FCP
- Code des communes (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 29 juillet 1998).....	293 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code des Impôts (mise à jour au 1er janvier 1998).....	2.677 FCP
- Statut de l'Autonomie de la Polynésie française (juin 1997).....	1.293 FCP
- Statut de la Fonction Publique de la Polynésie française.....	2.273 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 1998.....	2.010 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996).....	364 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996).....	677 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française.....	1.303 FCP
- Code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics (Edition Juillet 1997).....	2.000 FCP
- Modificatifs au Tarif des douanes 92 à 97.....	2.987 FCP
- Répertoire général des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993.....	919 FCP
- Répertoire chronologique des actes publiés au J.O.P.F. de 1981 à 1991.....	5.292 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour).....	3.283 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995).....	1.949 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996).....	2.015 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997).....	2.409 FCP
- Recueil des données essentielles des I.S.L.V. (octobre 1997).....	859 FCP
- Recueil des données essentielles des îles Marquises (juin 1998).....	1.000 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

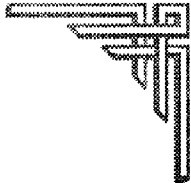
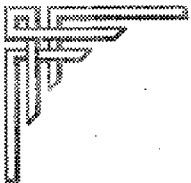
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

NOTE D'INFORMATION

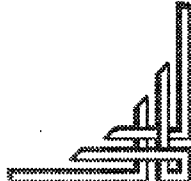
TARIF des Abonnements au JOPF pour compter du 1er Janvier 1999

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Europe Allemagne
		Voie aérienne					
Numéro.....	194*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois.....	3.942	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an.....	7.155	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.



*La Direction et le Personnel
vous adressent leurs Meilleurs Vœux
pour l'Année 1999*



***Ia Orana e ia Oaoa
i teie Matahiti Api***